



# EUROPE

## Grande-Bretagne

### AUX COMMUNES

#### Le gouvernement travailliste n'obtient qu'une voix de majorité sur la nationalisation de l'industrie aéronautique et navale

De notre correspondant

Londres. — Après les revers électoraux de la semaine dernière, le gouvernement Callaghan est sorti victorieux d'extrême justesse d'une première épreuve à la Chambre des communes.

C'est à une voix de majorité seulement que le cabinet est parvenu à faire approuver, lundi après-midi 8 novembre, une motion sur la nationalisation de l'industrie aéronautique et navale. Il a usé du système de la « guillotine », une procédure qui limite à six heures au maximum la dernière phase de discussion pour toute une série de projets de loi très controversés.

La voix qui a permis au gouvernement de triompher est celle d'un député d'Irlande du Nord, M. Frank Maguire. Elu en octobre 1974 dans le comté de Fermanagh, M. Maguire est associé aux catholiques les plus résolus d'Irlande. Loin de chercher à défendre ses idées à Westminster, il n'y est venu qu'en de très rares occasions et n'a encore participé à aucun débat. Lundi, cependant, M. Maguire a pris l'avion dans la matinée à Belfast pour venir à Londres voter pour le gouvernement travailliste.

Les électeurs du Fermanagh ne lui pardonneraient sans doute pas de favoriser, même très indirectement, les conservateurs britanniques qui, dans l'esprit des catholiques nord-irlandais, sont les principaux responsables de l'« oppression » exercée par le Royaume-Uni. La presse populaire anglaise souligne aussi que le gouvernement a été sauvé par un bébé de deux semaines. Sa mère, Mme Hayman, élue de la circonscription de Walsby, au nord de Londres, a installé le bébé, qu'elle allaitait, dans une

place du palais de Westminster tandis qu'elle remplissait ses devoirs parlementaires.

La première motion (concernant notamment la réforme de l'enseignement) a été approuvée à la majorité confortable de 18 voix ; mais la seconde (suppression des lits privés dans les hôpitaux) n'a eu que 3 voix de majorité ; la troisième, qui vise le projet de loi nationalisant la construction navale et aéronautique, n'a obtenu que 1 voix de majorité.

L'abolition des logements de fonction pour les ouvriers agricoles et l'extension des privilèges accordés aux dockers jusqu'à 8 kilomètres des ports, ont également été approuvés.

Cette bataille va cependant se poursuivre pendant toute la semaine. Les projets de loi en cause avaient, en effet, déjà été largement amendés par la Chambre haute. Les lords s'opposent à la loi sur les communes, mais ils ont accepté la loi sur les ports, qui a été amendée par la Chambre haute. Les lords s'opposent à la loi sur les communes, mais ils ont accepté la loi sur les ports, qui a été amendée par la Chambre haute.

## Albanie

● M. Hux Kuo-feng, président du parti communiste chinois, a adressé, lundi 8 novembre, un message de « chaleureuses félicitations » à M. Enver Hoxha, à l'occasion de sa réélection au poste de premier secrétaire du Parti du travail (communiste) albanais.

Dans ce message, M. Hux Kuo-feng souhaite une consolidation et un développement constants de « l'unité fraternelle et de l'unité militante entre les deux partis, les deux pays et les peuples de Chine et d'Albanie, basées sur le marxisme-léninisme et sur l'internationalisme prolétarien ». — (A.F.P.)

● A l'appel du Front de la jeunesse et d'autres organisations d'extrême droite, quelque cinq cents personnes se sont rassemblées place de Budapest à Paris, lundi 8 novembre en fin d'après-midi, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'intervention soviétique en Hongrie. Subordonnés d'un important service d'ordre, les manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'U.R.S.S. et décidé la constitution d'un « Comité anti-communiste occidental ».

## AMÉRIQUES

### Mexique

#### INAUGURATION DE LA SIDÉRURGIE LAZARO CARDENAS

L'une des plus grandes aciéries d'Amérique latine, dont la capacité installée totale sera au terme de la quatrième étape de 10 millions de tonnes d'acier par an, a été inaugurée le 5 novembre au Mexique par le président Luis Echeverría. Située sur la côte Pacifique, à la frontière des États du Guerrero et du Michoacan, la sidérurgie Lazaro Cardenas a été construite en trois ans, le feu vert ayant été donné seulement le 3 août 1971 par le gouvernement, mais le projet est bien plus ancien.

C'est en 1936 en effet que le président Lazaro Cardenas, l'homme qui osa nationaliser les pétroles mexicains et affronter les États-Unis, avait songé à exploiter les gisements de fer de Las Truchas et à construire un grand complexe sidérurgique totalement mexicain.

En 1976, le Mexique est le second pays producteur d'acier du sous-continent américain, après le Brésil et avant l'Argentine. Mais le nouveau complexe Lazaro Cardenas, qui a justifié des investissements publics de l'ordre de 15 milliards de pesos et doit produire dès 1977 près d'un million et demi de tonnes d'acier, a été inauguré avec solennité par les autorités qui y voient le symbole d'un effort important du Mexique vers la conquête difficile d'une plus grande souveraineté économique.

(Suite de la première page.)

Plus récemment, les complots chinois régissant « au sommet » — et loin du peuple — la guerre de succession à Pékin — ont provoqué comme une immense gêne. En dehors de toute autre considération, la plus amère leçon était bien celle-ci : l'aventure révolutionnaire chinoise, qui, jusqu'alors, représentait un des derniers refuges offerts au « radicalisme » occidental, un des derniers alibis de l'espérance idéologique, était capable — elle aussi — de se ramener à une lutte de barons pour le pouvoir. On pourra moins à Paris la mort du Grand Tromper que celle des illusions déchirées par ce « réalisme » revenu de si loin. Que raconteront demain les spécialistes du « retour de Chine » dont, depuis quelques années, on attendait surtout qu'ils confortent des fois vacillantes ?

Beirut et Pékin ne sont que des exemples. On doit mettre au passif de l'année 1976 bien d'autres « cas » d'espérances — ou de mythologies — évanouies. Après avoir délicieusement affolé la conscience européenne pendant deux années, la révolution portugaise donne aujourd'hui l'impression d'avoir été littéralement « évacuée » des grands débats du moment. Les touristes révolutionnaires ont déserté le Rossio de Lisbonne, et bien rares sont désormais les intellectuels encore soucieux de ne pas oublier les paysans sans terre de l'Alentejo ni d'abandonner les Portugais à leurs prosaïques problèmes de balance des paiements.

On pourra dire que ce réalisme tardif est bienvenu après tant d'aveuglements bavards, et qu'il est utile pour l'avenir d'avoir reconnu les erreurs dogmatiques du P.C. d'Alvaro Cunhal ou les mérites et le long terme catonien de la social-démocratie. N'empêche ! Dès la fête finie à Lisbonne, l'Europe intellectuelle paraît avoir abandonné la cause portugaise du jour au lendemain, comme on délaisse un jouet fastidieux.

A Madrid en revanche, — et même si rien n'est vraiment joué — la rapidité imprévue de l'évolution postfranquiste a rendu malaisée une mobilisation massive contre la survivance d'un quelconque fascisme phalangiste. Les manifestations organisées à l'occasion du voyage de Juan Carlos

## Italie

### M. ANDREOTTI REÇOIT LES DIRIGEANTS DES « PARTIS ABSTENTIONNISTES »

(De notre correspondant.)

Rome. — Le Parlement italien enverra mardi 9 novembre le débat tant attendu sur la politique économique du gouvernement. Il modifiera peut-être quelques-unes des mesures d'austérité prises par décret ces dernières semaines ou simplement annoncées. Mais, à moins d'un coup de théâtre, le cabinet de M. Giulio Andreotti bénéficiera, comme en août dernier, lors de son investiture, de l'appui de la démocratie chrétienne et de l'abstention des partis communiste, socialiste et social-démocrate.

On s'interroge, en revanche, sur l'attitude des républicains et des libéraux, qui menacent de passer à l'opposition. Leur apport de voix est cependant négligeable dans la mesure où le P.C.I. reconfirme son abstention.

Pour préparer ce débat parlementaire, le président du conseil s'est lancé, lundi 8 novembre, dans un véritable marathon. Pendant douze heures d'affilée, il a rencontré séparément les dirigeants des « partis abstentionnistes ». Tous les regards étaient naturellement tournés vers M. Berlinguer et ses adjoints, qui sont restés près de trois heures au palais Chigi. En sortant, ils n'ont pas fait preuve d'une grande loquacité. On a néanmoins noté cette phrase de M. Giorgio Napolitano, responsable de la politique économique du P.C.I. : « Il n'y a aucune raison de préjuger de l'attitude que nous adopterons ». Autrement dit, « ils désapprouvent certains aspects des mesures d'austérité, les communistes n'entendent pas pour autant émettre un vote négatif et retourner dans l'opposition ».

Tout dépend, selon eux, de la démocratie chrétienne. Ils ont noté qu'elle ne semblait pas soucieuse de régler directement cette question épineuse avec le parti démocrate. — R. S.

## Turquie

### Le Parti de la justice de M. Demirel s'efforce d'absorber d'autres formations de droite

De nouveaux affrontements entre étudiants de gauche et de droite ont fait, lundi 8 novembre, à Istanbul, un mort et neuf blessés. Le mort est un passant tué d'une balle tirée par un étudiant aux abords d'un foyer universitaire.

Ankara. — Alors que la dernière année de la présente législature turque s'est ouverte le 1<sup>er</sup> novembre, les spéculations vont bon train sur l'éventualité d'élections anticipées. Contrairement à son attitude depuis deux ans, le parti républicain du peuple, le grand parti d'opposition, n'y semble, du moins à présent, guère favorable. S'estimant avantagé par la dégradation de la situation économique et sociale, les dirigeants du P.R.P. pensent que les dissensions internes du gouvernement de M. Demirel (1) risquent de s'aggraver d'ici à octobre 1977, date à laquelle les élections législatives devront normalement avoir lieu.

Les dirigeants du Parti du salut national (P.S.N.), qui occupent une position clé — aucune majorité n'est possible sans lui —, affirment aussi qu'ils sont opposés à des élections anticipées.

En revanche, dans les milieux proches du Parti de la justice (P.J.), on laisse entendre que M. Demirel, qui vient d'être maintenu à la tête de sa formation, envisagerait d'avancer la date du scrutin s'il pensait avoir le vent en poupe. D'aucuns même croient savoir que les élections pourraient avoir lieu en juin prochain. En habile tacticien, le premier ministre a réussi depuis qu'il est au pouvoir à ramener au bercail, avec la bénédiction de l'ex-chef de l'Etat M. Bayar, la majorité des membres du parti démocratique qui avaient abandonné le P.J. en 1970 et contribué à diviser l'électorat de droite en 1973.

Le parti démocratique, dirigé par M. Bozbulut, et qui obtint quarante sièges il y a trois ans, n'en compte désormais que vingt. M. Demirel, en lançant l'appel à la réunification du Parti de la justice, s'efforce d'absorber dans le parti de M. Demirel, les dirigeants du parti républicain observent avec un grand intérêt la progression lente mais continue du parti ouvrier de Turquie. Cette formation socialiste, ressuscitée en 1975 et non représentée au Parlement, n'a pas encore décidé si elle prendra part aux prochaines élections. Les élections de 1973 et aux élections sénatoriales partielles de 1975,

Trente-six étudiants ont été arrêtés à la suite de ces incidents, qui portèrent à trois le nombre des morts et à soixante-trois celui des blessés depuis le début de novembre. D'autres affrontements ont eu lieu lundi à l'université d'Ankara. Seize étudiants ont été blessés.

Mme Boran avait donné la consigne à ses amis de voter pour le P.R.P. afin de ne pas diviser les voix progressistes. Mais le parti ouvrier commença à prendre ses distances par rapport au parti de M. Ecevit.

L'Assemblée nationale va donc ouvrir sa nouvelle session sous le signe de l'incertitude. Le camp de la droite vient d'ailleurs d'échouer par deux fois dans sa tentative de faire passer un projet de loi qui aurait maintenu les cours de subvention de l'Etat. La résistance tenace du parti républicain, lors des réunions extraordinaires de l'Assemblée en septembre, a été payante et lui a fait gagner des points dans le camp des progressistes. M. Ecevit, qui a entrepris une tournée dans plusieurs provinces avant le congrès général de son parti — celui-ci devrait le porter à nouveau à sa présidence — s'apprête à dénoncer une fois encore la détérioration de la situation économique.

Nombreux sont ceux qui s'en prennent au « Kulturkamp » — entreprise par certains éléments de droite nostalgiques d'un passé glorieux. D'autre part, l'année universitaire d'annonces d'ores et déjà fort inquiétante puisqu'on déplorait depuis le début de l'année plusieurs dizaines de morts à la suite de règlements de comptes entre étudiants de droite et de gauche.

ARTUN UNSAL

## PROCHE-NEV

### Une vague illustre la crise

Jérusalem. — Les conflits sociaux en Israël ont pris une telle ampleur que, s'il est encore exagéré de parler de chaos généralisé, il est certain que le mot de crise est trop faible. Les mouvements de revendication prennent mille formes et, surtout, ils sont tourmentés. D'où l'impression que devant les responsables de l'économie, placés au milieu d'une ronde menaçante — des journaux ont parlé de « danse du scap » — d'avoir perdu le contrôle de la situation. Dans l'impossibilité de faire face à la vague montante des revendications, ces responsables, cédant aux plus pressantes, en leur accordant une satisfaction qui ne fait qu'augmenter la clameur des autres.

Il y a quelques semaines, les infirmières se sont mises en grève. Au début de leur mouvement, le gouvernement a solennellement annoncé que, « fût-ce à la politique de stabilisation des prix et des salaires », il ne consentait à aucune augmentation de traitement. Au dixième jour de la grève, le gouvernement, n'ayant réussi qu'à soulever l'opinion contre lui, s'est finalement incliné. Mais, en donnant satisfaction aux infirmières, il avait réduit l'écart de traitement entre elles et les médecins. Ces derniers ont alors présenté leurs revendications et exigé des augmentations. Pas question, leur fut-il ré-

## La fin des « grandes causes »

(Suite de la première page.)

à Paris ont donné la mesure exacte (et limitée) de la capacité mobilisatrice du « cas » espagnol. Pendant dix années, les guerres du Vietnam, du Cambodge et du Laos avaient été davantage que des luttes de libération menées contre la technologie guerrière de l'Occident et l'impérialisme américain par des petits peuples héros ; elles avaient représenté pour l'Europe, ensuite, un profond ébranlement de conscience. « Désastabilisant » la politique intérieure américaine, favorisant — voire provoquant — de Berkeley à Nanterre, de Berlin à Amsterdam, les grandes éruptions étudiantes de 1968-1969, elles avaient fourni à la gauche des pays industrialisés la fois un puissant thème de rassemblement et une espérance. Aujourd'hui, chacun de ceux qui avaient soutenu les luttes khmers se sent un peu comptable des massacres cambodgiens, chaque ami du Vietnam s'alarme intérieurement des ambiguïtés qui planent sur la « nord-malaisie » sans tragédies sanglantes mais indéniablement autoritaire, du Sud-Vietnam. Le temps paraît lointain où l'on pouvait dénoncer, sans hésitation ni déchirement, l'envoi des B52 vers Hanoi et les bombes à billes lancées sur Tchepone.

En Amérique latine, où put s'investir si longtemps la symbolique révolutionnaire, les militaires « défenseurs de l'ordre » ont fini un peu partout de triompher aussi bien des soutiens de la « Che » Guevara que des « voix chrétiennes » vers le socialisme. Le Pérou lui-même, qui figurait l'une des rares exceptions dans un continent presque entièrement reconquis par la « réaction », vient de voir sa révolution marquer le pas et renier ses promesses initiales. Les déclarations actuelles des fascistes de la Finché et de la Videla, pour généreuses qu'elles soient, ne paraissent pas du tout à la mesure des enthousiasmes d'hier. Comme si une certaine substance politique avait été, malgré tout, perdue en route.

Aujourd'hui, on chercherait en vain dans le tiers-monde une véritable « cause » capable de soulever à nouveau et aussi fort les infatigables besoins d'espérances militantes. La Tanzanie ou la Somalie socialistes suscitent trop de soupçons ethniques ; l'anarchisme rochésien s'est débiloqué trop vite ; la révolution éthiopienne est trop ouvertement répressive. Alors ? L'Afrique du Sud ?

La vérité, on découvre surtout en Europe et outre-Atlantique des étudiants assagés, des lycéens (provisoirement ?) dépolitisés, des jeunes « glissant » sinon vers la droite du moins vers les promesses un peu floues de l'écologisme « mooniste » ou, cédant bon gré, mal gré, aux angoisses plus terre à terre des « demandes d'emploi non satisfaites ». Les dernières élections de Subde ou d'Allemagne, la campagne présidentielle américaine ont montré, chaque fois, le même visage déçu de la jeunesse. Etudiante, la même « absence » radicale. La crise des mouvements gauchistes n'est pas un phénomène exclusivement français même si, à Paris, on peut trouver particulièrement symbolique de voir les « anciens » de mai 1968 reconvertis dans la littérature nostalgique et, pour l'un d'entre eux au moins, Jean-François Buisson, courir le risque « honnête » de décrocher un prix littéraire bourgeois.

Les crises économiques qui se sont abattues depuis octobre 1973 sur l'ensemble des pays riches, les impératifs d'austérité et la « peur de manquer » réapparues en Occident sont venus briser, d'autre part, une grande part des élaniers tiers-mondistes. On ne parle plus guère d'engagement militant au côté des pauvres de la planète. L'Europe et l'Amérique, pris d'angoisse devant les risques économiques trop réels d'une croissance zéro, jettent par-dessus bord les discours d'hier et s'abandonnent en fait à un nouveau — et discret — cartésisme. Une autre grande cause oubliée.

### Du doute à l'imagination

Enfin de l'U.R.S.S., « patrie du socialisme » aux déclarations prudentes du « phénomène stalinien », aux participations du P.C.F. lui-même à des meetings aux côtés de dissidents soviétiques puis, et fine, aux interrogations sur le marxisme lui-même, quel long chemin.

Mais quelle dangereuse impasse ! Faudra-t-il ressortir bientôt des tiroirs les grandes réflexions sur la « mort des idéologies », celles-là mêmes qui furent à la mode

avant 1968 et firent rougir après coup ceux qui s'y étaient abandonnés ? Il est de fait que, face aux partis conservateurs européens stimulés dans leur vieille foi « libérale » — qui a tant servi et tant trompé — par le déclin du marxisme, la gauche doit se remettre à une quête beaucoup plus pragmatique de la justice et de l'égalité. Les progrès spectaculaires du parti socialiste en France et du P.C. en Italie s'accompagnent ainsi, et paradoxalement, d'une sorte de retour en force des grands doutes idéologiques.

Mais c'est peut-être là, au bout du compte, la seule leçon positive de l'année qui s'achève. Privée de lumière par l'extinction successive de tant d'« étoiles » lointaines, déçue par plusieurs révolutions exotiques, condamnée à s'éclairer toute seule, l'Europe pourrait bien redécouvrir à point nommé (et pas seulement pour elle-même) que le doute inconfortable a toujours été le principal moteur de l'imagination politique.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

## La caution des professionnels.

Échantillons économiques de très haute qualité



## Océanie

### Le Pacifique du Sud demeure balkanisé

(De notre correspondant.)

Nouméa. — La septième conférence de la Commission du Pacifique du Sud (C.P.S.), qui vient de se réunir à Nouméa, avait pour thème principal le régionalisme et l'environnement. Elle a permis de mesurer les progrès d'un véritable « état d'esprit » océanien. Au-delà des particularismes, par-delà même la diversité des cultures océaniques, est apparu le sentiment d'une identité et d'une solidarité régionale. Le haut commissaire, M. Jean Gabriel Erian, la région demeure cependant encore très « balkanisée ».

A l'origine, la C.P.S. est apparue comme un club des puissances coloniales de la région. L'Australie, les États-Unis, la France, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont signé le 6 janvier 1947 à Canberra la convention créant la Commission. Les Pays-Bas s'en sont retirés lorsque, en 1962, ils ont cessé d'administrer l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée indonésienne).

Progressivement, les nouveaux États du Pacifique y ont adhéré : les Samoa occidentales en 1965, Nauru en 1969, Fidji en 1971. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, en 1975. La C.P.S. est devenue un instrument de développement de la région et une organisation internationale consultative qui pourrait se forger une véritable identité océanienne. Déjà les pays membres et les territoires sont placés sur un pied d'égalité. Le mémorandum signé l'occasion de la conférence met fin à la pratique du vote multiple en vertu de laquelle chaque gouvernement métropolitain, en plus de sa propre voix, disposait d'une voix pour chacun des territoires administrés. Chaque État ou territoire dispose désormais d'une seule voix (1).

La conception centralisatrice et

unitaire de la République française est une source permanente de malentendus au sein de la C.P.S.

Une autre difficulté est apparue au cours des débats. Elle tient à l'existence du Forum qui groupe les seuls États indépendants. Le Forum est doté d'une organisation économique, la SPSC (Bureau de coopération économique du Pacifique du Sud) qui mène des actions analogues à celles de la C.P.S. en matière de développement.

Deux pays aspirent à y jouer un rôle déterminant : les Fidji, qui misent sur leur position géographique centrale, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est d'une échelle différente avec ses trois millions d'habitants et ses importantes ressources.

Les relations avec ceux que l'on appelle encore « les grands frères » ont constitué la troisième source de frictions au cours de la conférence. La Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Cook ont demandé que les Océanien soient à même de s'exprimer d'une seule voix en faisant de la C.P.S. « les Nations unies du Pacifique ».

Les autres pays, les Fidji notamment, ont lancé une mise en garde contre « des critiques injustifiées à l'égard des pays métropolitains ».

Il est vrai que le niveau de vie des îles du Pacifique dépend des liens privilégiés qui existent avec la métropole ou l'ancienne métropole, mais ces liens provoquent un cloisonnement excessif entre les pays.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Australie, îles Cook, États-Unis, Fidji, France, îles Gilbert, Guam, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Hébrides, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Royaume-Uni, îles Salomon, Samoa américaines, Samoa occidentales, territoires sous tutelle des îles du Pacifique, Tokelau, Tonga, Trinité, Wallis et Futuna.

sur une table. M. Rabin a cent fois entendu cette remarque. Il y a répondu récemment en renvoyant la responsabilité de l'impasse du pouvoir sur les citoyens du pays.

Représentant un vieux thème de M. David Ben-Gourion, M. Rabin a tiré à l'éparpillement des forces politiques la difficulté de gouverner avec autorité. Tant qu'il faudra des alliances trop nombreuses pour former une majorité, il sera toujours nécessaire de composer avec les uns et les autres, a-t-il en substance le chef du gouvernement pour expliquer la profonde crise d'autorité que traverse le pays.

ANDRÉ SCÉMAMA.

Les forces israéliennes ont tué, près de Hébron, Abou Ali, de son vrai nom Khalil Abdallah Monastapha Awad, un chef de la résistance palestinienne, qui était recherché depuis des années en Cisjordanie, a annoncé lundi 8 novembre un porte-parole militaire à Tel-Aviv.

Selon les forces israéliennes, il était responsable de nombreux actes de sabotage et attentats dans la région.

D'autre part, trois explosions, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont eu lieu lundi à Hébron. (Reuters, A.P.P.)

## EDITIONS SOCIALES



COLLECTION NOTRE TEMPS/HISTOIRE  
**HISTOIRE  
DU REFORMISME**  
EN FRANCE DEPUIS 1920.

PAR UN COLLECTIF  
D'HISTORIENS DE L'INSTITUT  
MAURICE THOREZ  
2 VOLUMES 40 F

"Ouvrage qui, quel que soit le jugement politique que l'on porte, me paraît être un ouvrage capital. J'ai été étonné du début à la fin par le contenu de cet ouvrage."

Jacques Paugam, France-Culture  
émission "parti pris 30-9-76"

"Une grande histoire du réformisme en France depuis 1920."

Le Quotidien de Paris

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES.

## ASIE

### Chine

### Le journal de l'armée publie un nouvel éloge dithyrambique du président Hua Kuo-feng

De notre correspondant

Pékin. — Le journal de l'armée qui avait déjà publié le 25 octobre un éditorial célébrant les mérites personnels de M. Hua Kuo-feng (le Monde du 2 novembre) a consacré, lundi 8 novembre, un nouvel éditorial au même sujet. D'un texte à l'autre, le quotidien découvre des qualités inédites au nouveau président. « Adouci par le président Mao lui-même », M. Hua est « un dirigeant marxiste exceptionnel », riche de « trésors d'expérience » acquis dans « de complexes luttes tant intérieures qu'internationales ». Il est « loyal », « prudent », « modeste », « persévérant », « franc », etc. Le parti, l'armée et le peuple tout entier ont même pu, paraît-il, constater par eux-mêmes que le camarade Hua Kuo-feng était

Deux mois après la mort de Mao, ce nouveau dithyrambe à la gloire de son successeur, à quel point il est étrange. Certes, les Chinois ont besoin d'apprendre à connaître M. Hua Kuo-feng et l'on ne peut qu'être impressionné par la vigueur avec laquelle l'armée prend l'initiative de leur expliquer tout le bien qu'ils doivent en penser, tout l'amour qu'ils doivent lui porter. On finit tout de même par s'étonner de tant d'insistance à affirmer qu'il est l'homme de la situation, le seul auquel Mao Tse-tung a fait confiance pour lui succéder. Quel qu'un en douterait-il ?

ALAIN JACOB.

### La solitude des traîtres

Chiang Ching est responsable du désastre provoqué par le séisme de juillet. Chiang Ching et ses « comploteurs » ont tenté de faire de la Chine un pays « hégémonique ». Chiang Ching et les autres « comploteurs » ont fait désorganiser la production en insistant sur la nécessité de respecter scrupuleusement les horaires des trains. Le groupe de Chang-chai a aussi voulu restaurer le capitalisme en Chine.

Chaque jour, les « crimes » des « quatre » sont dévoilés : « le fait divers comme, mise presque sur le même plan, la pire déviation idéologique. Encore le grand débailage ne fait-il que commencer. Encore la commission d'enquête vient-elle seulement de se mettre à la tâche. Elle va, nul n'en doute, retrouver le temps perdu, remonter le fil de l'histoire afin de dépeindre, au cours des décennies passées, ces garnes qui, dans le secret de cours déviés, se développent jusqu'à l'avertissement du complot ».

Déjà, l'un des « quatre » se voit reprocher des articles parus dans les années 1930. Je n'ai pas à aller jusqu'à rappeler la jeunesse de Chiang Ching ? Les communistes étaient alors de bons étudiants, mais ils ont été des déviants, au cours des décennies passées, ces garnes qui, dans le secret de cours déviés, se développent jusqu'à l'avertissement du complot ».

Peu importe. Ce qui frappe dans l'affaire, c'est la réduction du phénomène (sans doute authentique : le « groupe de Chang-chai ») à un simple problème de caractère. L'analyse officielle devient un cours de morale appliqué à quatre personnes qui ont péché contre la Chine. Il y a bien quelques comparaisons, mais sans doute s'agiraient-elles de Khrouchchev déjà accusé le

tyran pour mieux éviter le décalage du stalinisme et, en fait, du léninisme. En Chine, ce type de non-analyse fait partie de la tradition : l'affaire Lin Biao, par exemple, fut présentée comme un triste complot à peine digne d'inspirer un insipide mélodrame.

Lin Biao est mort. Mais les « comploteurs » vivants ne s'expriment pas davantage. Voilà qui peut, certes, éviter ces tragédies que lurent, dans les pays « européens », les procès des « traîtres ». Qui cherche à comprendre ne peut se satisfaire qu'on lui offre le spectacle de ces mauvaises farces.

### Science politique et roman de gare

Car l'histoire ne s'écrit pas aussi aisément. Assurer sans crainte d'être démenti, puisque les accusés ne sortent pas des oubliettes, qu'ils ont sans cesse camouflé leurs idées de droite sous un vocabulaire de gauche, c'est reprendre le (court) raisonnement que, naguère encore, faisaient, à l'encontre d'autres adversaires, les « traîtres » du moment. Chiang Ching et ses amis vivraient donc les partisans du rétablissement du capitalisme pour mieux assurer cette restauration. Tout le monde loue ainsi sur les mois, avec des mots privés de sens. Et on mobilise huit cents millions de personnes pour écraser quatre individus.

Quelle que soit la leçon dont on retourne le problème, l'explication officielle... n'explique strictement rien. Si les « quatre » sont quatre... ou même trente, comment ont-ils pu accéder au pouvoir ? Le pouvoir, il est évident, n'est pas un mystère, mais alors comment peuvent-ils se trouver tout un parti, toute une armée, les masses entières, et même si, nous dit-on, Mao devint méfiant sur ses vieux jours, le Grand Timonier, lui-même, pendant des années... Les « quatre » étaient dans ces conditions des génies, fussent-ils mauvais.

### Thaïlande

### Le chef de la police est limogé

De notre correspondant

Bangkok. — Le chef de la police, unique représentant de ce corps au sein de la junte militaire, le général Sirinuk Mahitabhai, a été limogé de son poste le 7 novembre. Le général Sirinuk Mahitabhai, qui a été nommé sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, fonction essentiellement honorifique, le 15 septembre, a été nommé membre du conseil d'État, qui dirige une opération d'assainissement de la police, qualifiée par lui de « nettoyage », et dont il veut améliorer l'image de marque. Le général Sirinuk est remplacé par son adjoint, le général Manichai Phankhachun.

C'est la première fois depuis le coup d'État du 5 octobre qu'un membre de la junte est mis à l'écart. La police étant déjà soustraite au gouvernement, la décision de limogir le chef de la police, qui a perdu tout rôle politique depuis la chute, il y a trois ans, de la dictature des maréchaux Thanom et Prapachon.

Au même moment, les autorités continuent de se défendre d'avoir effectué des arrestations injustifiées ou de se livrer à une quelconque chasse aux sorcières. Elles affirment que la situation est normale, les universités et les écoles ayant rouvert leurs portes et la plupart des étudiants et des enseignants ayant repris le travail. Sur ce point, les informations sont totalement contradictoires.

Le ministre de l'Intérieur a

lendemains on pouvait lire, sous le titre « Un enseignant innocent », que le suspect avait été relâché ; il ne possédait que des ouvrages traitant de commerce et un rideau qui avait le malheur d'être rouge.

Enfin, le ministre de l'Éducation a nommé une commission de contrôle des livres. Ceux qui « méritent l'attention sur les différences de classes sociales », ou « penchent en faveur du communisme » seront détruits. À la télévision, le ministre Phyo Sathorn a déclaré qu'il fallait réviser les manuels afin que « tous les héros soient désormais des Thaïs et non plus des étrangers ».

PATRICE DE BEER.

La situation en Corée du Sud. — M. Odra, député (P.C.) de la Seine-Saint-Denis, demande, dans une question écrite au ministre des affaires étrangères, « quelles interventions il a entreprises pour éliminer les crimes commis en Corée du Sud », ou un « régime fasciste » impose sa « terreur ». Dans une autre question, il fait part « de son inquiétude à la suite des révélations faites par plusieurs journaux parisiens selon lesquelles Paris s'apprêterait à égarer deux centrales nucléaires sud-coréennes. Des négociations dans ce but seraient en cours entre les deux gouvernements ». Ainsi, pourrait M. Odra... mais la question ne sera-t-elle pas... ?

### R.D.A.

### LE POÈTE REINER KUNZE EST EXCLU DE L'UNION DES ÉCRIVAINS

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienne. — Le poète Reiner Kunze, qui avait été chassé de la section d'œuvres de l'Union des écrivains (le Monde du 6 novembre), vient d'être exclu officiellement de l'Union des écrivains de R.D.A.

La sanction qui frappe Reiner Kunze semble avoir été provoquée par la publication récemment en Allemagne fédérale de son dernier livre *Les Années merveilleuses*, où le poète décrit dans un style sobre et réaliste la vie quotidienne de réfugiés de jeunes en R.D.A. Ce n'est pas la première fois que Reiner Kunze a eu à se débattre avec les autorités de son pays. Né en 1933, ce fils de mineur qui vit aujourd'hui à Greiz, en Thuringe, a été plusieurs fois interdit de publication en R.D.A. En 1968, en signe de protestation contre l'antisémitisme par les armes du « printemps de Prague », — sa femme, médecin, est tchécoslovaque, — il avait quitté le parti communiste. Par la suite, il avait été publiquement critiqué lors du 9 congrès des écrivains pour son lyrisme étiré, avait-on dit, entre « le regard sur le monde intérieur et l'anticommunisme ».

Mais comme Wold Biermann, figure de proue de la contestation politico-littéraire à Berlin-Est, — mais dont on vient d'apprendre qu'il aurait obtenu un visa de quinze jours pour la République fédérale, — Reiner Kunze dit souvent que « dans l'art, il n'y a pas de compromis ». — M. L.

## ORIENT

### Israël

### de grèves sans précédent d'autorité que traverse le pays

De notre correspondant

pondu au ministère de la santé, qui leur expliqua que si on leur cédait la foule de leurs communi-menciers à dévaler et exporteraient les fragiles barrières qui protègent l'économie du pays d'une érosion totale.

Mais la grève était imparable, les médecins (il ne s'agit que de ceux employés dans les hôpitaux gouvernementaux ou appartenant à la caisse de maladie des employés) ont décidé d'appliquer des « sanctions » contre leurs employeurs. Les sanctions sont une sorte de grève perdue qui n'entraîne pas une absence de lieu de travail. Ces sanctions ont conduit notamment à l'instauration d'une rotation entre les grands hôpitaux du pays pour l'accueil des nouveaux malades. Le réseau hospitalier étant déjà insuffisant, cette mesure a provoqué une situation extrêmement grave.

Enfin, à près d'un jour des élections avec le décès d'un malade qui avait besoin de soins très urgents et que le médecin de garde à l'hôpital de Beersheba a envoyé à l'hôpital de services à Ashdod, à une soixantaine de kilomètres. La malade est morte durant le voyage. L'irritation du public a été très vive, et le ministre de la santé, M. Victor Chamor, s'en est fait l'écho à la tribune de la Knesset, allant, dans un moment de colère, jusqu'à désigner nommément le médecin de Beersheba comme responsable du décès de la malade. Du coup, les médecins ne se sont plus contentés de réclamer une amélioration de leurs traitements, ils ont exigé aussi la démission du ministre, qui, ont-ils dit, s'est substitué au pouvoir judiciaire en jugeant coupable leur confrère.

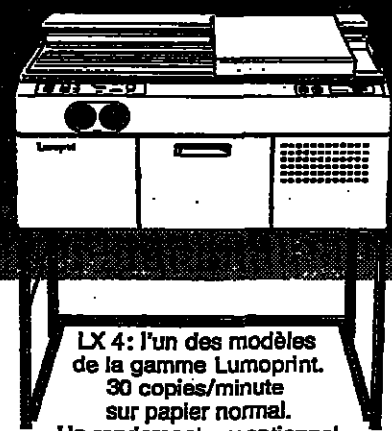
N'ayant obtenu jusqu'à présent satisfaction sur aucun de ces deux points, les 2 500 médecins des hôpitaux ont adressé leur démission collective, qui prendra effet à partir du mois prochain. Mais déjà des offres appréciables leur sont faites pour le paiement en permanence qu'ils assurèrent en dehors des heures ouvrables. Un règlement paraît en vue.

Des impératifs contradictoires. Parallèlement, un mouvement des médecins s'est développé de l'aviation civile dans des différents secteurs, puis de la marine marchande, qui menace d'étouffer l'économie du pays bien plus efficacement que le boycottage arabe.

Des solutions plus ou moins bolcheviques ont été trouvées, mais les ports du pays, Haifa, Ashdod et Eilat, ont été bloqués le 7 novembre parce que les dix-huit pilotes assurant l'entretien et la

# Lumoprint

Les photocopieurs  
solides, fiables, rentables.  
3 qualités allemandes.



LX 4: l'un des modèles  
de la gamme Lumoprint.  
30 copies/minute  
sur papier normal.  
Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à:

Lumoprint France S.A.  
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.  
Tél. 645.21.81

## L'Amérique de votre choix



avec **LOFTLEIDIR**

Toujours fidèle à sa  
politique de tarifs  
raisonnables, qu'elle  
maintient depuis des  
années, LOFTLEIDIR  
vous permet, sans  
contrainte, de découvrir  
l'Amérique.

Quelle que soit votre  
destination finale aux  
Etats-Unis, vous pourrez  
utiliser New York ou  
Chicago comme point  
de transit vers la ville  
de votre choix.

- vol quotidien New York  
aller-retour F. 1.795 (\*)
- 2 fois par sem. Chicago  
aller-retour F. 2.205 (\*)

Ces tarifs ouverts à tous  
n'impliquent pas une  
date limite d'inscription  
et autorisent les  
changements de  
réservation.

LOFTLEIDIR a également  
à votre disposition toute  
une gamme de tarifs  
particulièrement  
intéressants  
pour de courts séjours  
(tarifs excursion 21 jours  
sans minimum de séjour)  
ou de très longs séjours  
(billet valable 1 an).

Comparez vous-même  
ces tarifs avec ceux qui  
vous seront proposés  
par d'autres sociétés.  
L'effort important des  
régions de la grande souveraineté  
américaine.

Demandez à votre agent  
de voyages de vous  
parler aussi des  
forfaits New York, de  
3 à 30 jours, à partir  
de 1.890 F comprenant  
le transport aller-retour  
Luxembourg-New York en  
Jet Loftleidir et le  
séjour à l'hôtel  
Century Paramount  
(lic. 345 A)

N'oubliez pas de  
souligner également  
la possibilité d'une  
escale touristique  
en Islande lors de  
votre voyage  
transatlantique.

(\*) tarif excursion 22/45 jours.

Pour tout renseignement  
et documentation,  
adresser ce coupon à

**LOFTLEIDIR  
ICELANDIC**  
32, rue du 4-Septembre  
75002 Paris  
tél. 073.73.42 - 742.52.25  
32 bis, rue du MI Joffre  
06000 Nice  
tél. 88.73.41

Nom.....

Adresse.....

ou interrogez  
votre agent de voyages,  
il nous connaît bien !

## DIPLOMATIE

### POINT DE VUE

## La dégradation de la politique étrangère française

par JACQUES HUNTZINGER (\*)

DEPUIS deux ans il y a eu dégradation constante de la politique étrangère française. Mais il n'est pas sûr que M. Valéry Giscard d'Estaing soit le seul responsable. On constate cette dégradation à l'intérieur du monde occidental. La France a recherché tout à la fois à être « l'associé junior » des Etats-Unis, à devenir l'ardent défenseur de la construction européenne, à être l'ami privilégié de la République fédérale. En fait, la France ne pèse plus grand-chose dans le système occidental. Elle a renoncé à toute politique monétaire; elle s'est tue après l'écroulement des accords de la Jamaïque; elle n'est pas devenue un porte-parole des intérêts européens en matière énergétique; elle va perdre son rang de grande puissance aéronautique; elle fait le mort au lendemain des déclarations de Portorico; elle laisse se dégrader la politique agricole commune; elle n'a pas de ligne directrice dans les conseils européens et à Bruxelles elle se contente de chercher à se concilier l'ensemble des Etats occidentaux.

On constate également une dégradation des rapports avec le monde soviétique. Il est évident que la grande époque de la détente avec l'U.R.S.S. et les démocraties populaires est bien passée. Nous sommes à l'ère du soupçon dans les relations avec l'Europe de l'Est. Pourquoi? Bien sûr, le climat général des relations Est-Ouest a changé. Mais la France a sa propre responsabilité. Les Etats socialistes ont tous le sentiment que le développement du dialogue pacifique et de la coopération n'est plus du tout l'une des priorités de la politique étrangère française; les rapports politiques sont presque au point mort, les relations personnelles entre les dirigeants sont quelconques ou médiocres. Peut-on dire que Paris désormais néglige quelque peu Moscou au profit de Varsovie, de Bucarest ou de Budapest? Pas même. Les relations sont rigides avec l'ensemble des Etats d'Europe orientale. Est-ce une bonne chose? De plus, le flou artistique de la politique occidentale française inquiète. La

France est-elle indépendante, européenne ou atlantique? Les Européens de l'Est ne savent plus ce qu'il en est de ce sujet et sont mécontents. Par ailleurs, les rapports économiques entre la France et l'Europe de l'Est sont également médiocres. On constate enfin une dégradation des rapports avec le tiers-monde. La France n'apparaît plus du tout comme l'Etat occidental le plus proche des Etats sous-développés par ses propositions et son attitude. La conférence Nord-Sud montre parfaitement que la France ne veut plus ou ne peut plus jouer un rôle dynamique dans des négociations de ce genre. Mais ce qui est encore plus inquiétant ici, c'est l'attitude toute nouvelle de certains Etats à l'égard de la France telle qu'elle s'est exprimée au « sommet » des non-alignés de Colombo dans le message arabe à propos de l'initiative française au Liban à l'Assemblée générale de l'ONU.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, la France apparaît de nouveau au banc des accusés. Hypocrisie? Sûrement, mais quand on pense au prestige de la France dans le tiers-monde il y a encore quelques années on voit le chemin parcouru. Il faut dire qu'en matière de parole et de pratique une centrale nucléaire en Afrique du Sud, quelques jours après la conférence des chefs d'Etats africains à Paris, soutenir M. Vorster à l'ONU et lui vendre des bombardiers alors que l'Afrique australe est en plein bouleversement, cela fait beaucoup de choses à la fois. Pour le tiers-monde, la France est redevenue un simple Etat occidental détenteur de ses intérêts, mais par ailleurs trop petit pour être influent auprès des autres Occidentaux. Du coup, on condamne la France et on va négocier avec Washington ou parler à Bonn.

En résumé, la politique étrangère française est celle d'une puissance moyenne occidentale qui garde quelque goût pour une certaine indépendance de parole et pratique un mercantilisme forcené, mais qui ne se fait plus beaucoup entendre auprès de ses amis, auprès de ses alliés ou auprès de ses partenaires.

### Le cosmopolitisme et le gaullisme

Mais tout cela, dirait Giscard, « c'est la faute à Giscard ». Est-ce si sûr? Le bilan est sévère, mais l'accusation est-elle juste? Pas tout à fait. C'est la faute à Giscard, certes, mais c'est aussi la faute à ceux qui l'ont précédé, et c'est également un peu la faute à tout le monde.

La politique étrangère est la renouveau de la politique — puissance de l'Etat et environnement international — et le poids de la volonté — le style diplomatique du gouvernement.

Or le style diplomatique de M. Giscard d'Estaing est tout à fait caractéristique et explicite, en partie, le bilan. M. Giscard d'Estaing est l'héritier d'une double tradition. Il s'inscrit naturellement dans la grande tradition du cosmopolitisme qui a marqué la politique étrangère de tous les grands libéraux depuis le dix-huitième siècle. Plus optimiste que pessimiste, plus sensible aux interdépendances qu'aux rapports de forces, plus porté à la conciliation qu'à la négociation, le cosmopolitisme repose sur une double idée: premièrement, les divisions politiques, économiques et sociales entre les Etats n'ont qu'un sens relatif par rapport à l'unité de l'humanité; deuxièmement, il existe un ordre naturel des choses fondé sur la liberté des échanges et du commerce, la coopération et le progrès, qu'il faut sans cesse corriger, mais qu'il faut maintenir pour l'essentiel car il fait le bonheur des peuples.

Libéral jusqu'au bout des ongles, M. Giscard d'Estaing est cosmopolite d'instinct. Son « mondialisme » en est simplement une version au goût du jour. Mais, par ailleurs, cet homme a goûté au gaullisme. Or le gaullisme est très loin du cosmopolitisme. Marqué par le nationalisme et Maurras, le gaullisme exalte l'Etat et l'indépendance nationale, il voit dans la société internationale une jungle dans laquelle les rapports de forces, les intérêts et les appétits s'entrechoquent. Philosophie conservatrice, le gaullisme ignore les solidarités économiques internationales et l'évolution des systèmes sociaux; il est uniquement soucieux de préserver les souverainetés étatiques. Mais parce qu'il est empreint d'égotisme sacré, de « réalisme » et de pessimisme, le gaullisme s'accorde difficilement avec le cosmopolitisme libéral.

Dans ces conditions comment vont coexister ces deux traditions? Dans la nécessité du compromis, le président de la République a trouvé son style? Il ne choisit point. Encore faut-il faire quelque chose. D'où ce que l'on peut appeler « la petite-mu-

etique diplomatique » : c'est la pratique du « tourbillon diplomatique » qui consiste à multiplier les voyages, les rencontres et les « sommets » et à faire croire à leur succès complet, même si quelques jours ou quelques semaines plus tard on doit déchanter; c'est le désir d'être tout à la fois indépendant et « l'ami public » de la société internationale, des Etats-Unis, de l'Union soviétique, de la reine d'Angleterre, de H. Schmidt, des producteurs et des consommateurs de pétrole, des Etats développés et du tiers-monde. Cette pratique n'est pas seulement le fruit d'un amoralisme, elle est rendue nécessaire parce que le président ne sait pas où se situer.

### « La puissance et l'environnement »

Le style giscardien conduit naturellement à ce que le poids des choses joue à plein. Quand il n'y a pas de volonté personnelle, la politique étrangère d'un Etat est alors régie par la loi de la pesanteur. M. Valéry Giscard d'Estaing est coupable d'avoir laissé jouer la loi de la pesanteur.

Et quel est le poids des choses pour ce qui est de la France? C'est faire référence aux deux réalités essentielles de toute politique étrangère, la puissance et l'environnement.

Pour ce qui est de la puissance, la France est devenue une puissance faible. Et cela a commencé bien avant 1974. Pourquoi? Si la France s'est dotée d'une force militaire significative, elle a vu s'effriter sa force économique, sociale et politique. Le trouble s'est instauré depuis longtemps dans la société française: faiblesse industrielle, fonte des réserves monétaires, dégradation des échanges et de l'investissement, chômage et inflation, d'une part; dégradation des rapports individuels, sociaux et politiques, d'autre part. Les crises françaises sont assez sérieuses pour avoir fait de ce pays une puissance affaiblie, instable et fragile. Or la puissance extérieure d'un Etat est très liée à sa force intérieure, c'est-à-dire à ses capacités industrielles, à ses aptitudes technologiques, à son expansion commerciale, à sa stabilité sociale, à son esprit civique. C'est ce qu'avait un peu oublié le général de Gaulle. Ses héritiers ont fait la même erreur.

Mais la France est devenue une puissance faible au moment où la société internationale se réorganise. Après les années 60, qui furent l'ère des cent fleurs dans les relations internationales (dégel Est-Ouest, détente, décolonisation), les années 70 sont celles de la restauration de la bipolarité.

(\*) Maître de conférences à l'université de Besançon, membre du parti socialiste.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bulgarie

MGR CASAROLI, secrétaire pour les affaires publiques de l'Eglise catholique, qui séjourne pour la première fois en Bulgarie en relation officielle, a été reçu le lundi 8 novembre à Sofia par M. Todor Jivkov, chef du parti et de l'Etat. Mgr Casaroli est arrivé en Bulgarie le 3 novembre. Le dialogue entre la Bulgarie et le Saint-Siège avait commencé à se concrétiser l'an dernier à l'occasion de l'audience que l'au VI avait accordée à M. Jivkov. Cinq semaines après cette entrevue, le 5 août 1975, le pape pouvait rétablir la hiérarchie romaine en Bulgarie. Mgr Steinhilber, évêque de Nicopolis, et Mgr Dobrov, consacré discrètement en 1975, devenaient vicaires apostoliques de Sofia et Plovdiv. — (Corresp.)

### Corée du Nord

LA COREE DU NORD POURRAIT SIGNER UN TRAITÉ DE PAIX AVEC LES ETATS-UNIS au cas où les troupes américaines se retireraient de Corée du Sud. Le journal nord-coréen Tongui Sinbo, cité samedi 6 novembre par l'agence de presse nord-coréenne et selon lequel ce traité renforcerait

la paix et ouvrirait la voie à la réunification des deux Corées. Le journal ajoute que le pacte de non-agression proposé par Pékin tend à légitimer la division du pays. — (A.F.P.)

### Espagne

PLUSIEURS MEMBRES DU COMITÉ LOCAL DE LA COORDINATION DEMOCRATIQUE DE Séville ont été arrêtés, lundi 8 novembre. Ils avaient participé, vendredi, à une réunion à la faculté de droit de Séville. Parmi les personnes arrêtées se trouvent les professeurs Isidoro Moreno, du Parti du travail espagnol; José Luis Lopez, du parti socialiste ouvrier espagnol, et un militant communiste M. Eduardo Saborido. — (A.F.P., Reuter.)

L'ATTENTAT commis dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 novembre contre un bureau d'aviation à Madrid a été revendiqué lundi à Porto-Rico par un groupe d'extrêmes gauchistes se réclamant d'un mouvement appelé Organisation révolutionnaire unifiée. De son côté, le journal cubain Granma laisse entendre lundi que la C.I.A. est impliquée dans l'attentat. — (A.F.P., Reuter.)

### Portugal

L'ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE a rejeté le recours présenté par le major Otelo Saraiva de Carvalho contre la condamnation à vingt jours d'arrêt qui lui a été infligée pour avoir entraîné le règlement de discipline militaire interdisant aux membres des forces armées de faire des déclarations politiques. L'ancien commandant du Copcon avait été inculpé au fort de Casalis le 23 octobre et il devrait donc en sortir le 11 novembre. — (A.F.P.)

Kurt  
Sonthelmer  
et Wilhelm Bleek

**la République  
Démocratique  
Allemande**

«L'Autre Allemagne, celle que l'on ignore en fait, vue par d'autres Allemands, professeurs à l'Université de Munich.»  
(Valeurs, actualités)

ARMAND COLIN

1.60 U.S. 1.50



## AFRIQUE

### Namibie

**La minorité blanche rompra ses liens institutionnels avec Pretoria avant l'indépendance du territoire**

De notre correspondante

Johannesburg. — « La branche du parti nationaliste sud-africain au moment opportun... Elle le fera sur une base de consentement mutuel... » Par ces mots, M. A.H. Du Plessis, président du parti nationaliste du Sud-Ouest africain (P.N.-S.O.A.) et chef de la délégation blanche à la conférence constitutionnelle de Windhoek, a mis fin, lundi 8 novembre, aux rumeurs rapportées par le journal sud-africain *Sunday Times* qui annonçaient l'imminence d'une scission au sein du parti nationaliste au pouvoir en Afrique du Sud depuis 1948.

Dans son article, l'hebdomadaire s'appuyait sur des propos de M. Dick Mudge, président du comité de la conférence constitutionnelle, souvent présenté comme le chef de la tendance libérale du P.N.-S.O.A., dont il est vice-président. M. Du Plessis, et plus particulièrement M. Eben Van Zijl, représentant, quant à eux, la fraction la plus dure et la plus conservatrice.

M. Mudge avait déclaré samedi que le parti nationaliste du Sud-Ouest africain devrait devenir autonome, avant l'indépendance. Il avait également estimé qu'il faudrait songer à abolir plusieurs lois qui maintiennent l'apartheid en Namibie, telles que l'« immorality act », et le « mixed marriages act », interdisant mariages et relations sexuelles entre citoyens de race différente.

Le journal s'était cru autorisé à tirer sur une « scission imminente ». Il n'en a pas fallu plus pour déclencher aussitôt une polémique chez les nationalistes blancs. Car, si tous sont d'accord pour estimer qu'il faudra bien un jour ou l'autre émanciper le P.N.-S.O.A., les avis divergent quant à la date de cette émancipation.

Pour les « ultras », le plus tard sera le mieux. Et cela, malgré les souhaits de plusieurs délégations noires et métisses du comité de la conférence constitutionnelle.

La mise au point de M. Du Plessis — appuyé par M. Eben Van Zijl — ne contribuera probablement pas à d'éteindre l'atmosphère au sein du comité constitutionnel qui s'était séparé le 21 octobre dernier, après une violente altercation entre M. Van Zijl et les représentants métisses (le *Monde* du 22 octobre).

Ce mardi 9 novembre, le comité a repris ses travaux. Les sujets de discussions ne manquent pas : le problème des élections, par exemple, reste encore à résoudre, ainsi que la date de mise en place du gouvernement intérimaire (les

représentants métis et noirs souhaitent qu'elle intervienne le plus tôt possible). Les délégations s'opposent encore à propos de la structure du gouvernement, les métis et les Noirs accusant les Blancs de vouloir établir en Namibie une « mini-Afrique du Sud » entourée de bantoustans.

Même si l'on est loin d'une crise à Windhoek, on note cependant de l'amertume chez certains délégués, notamment chez les métis conduits par M. Andrew Kloppers, qui, à plusieurs reprises, a en vain, déploré la non-application des décisions du comité sur l'abolition de l'apartheid.

La délégation métisse voit rejeter régulièrement ses propositions d'« ouverture » à la SWAPO, mouvement nationaliste africain, dont l'aila dite « extérieure » mène la guérilla dans le nord du pays.

La SWAPO, récemment renforcée par l'adhésion de plusieurs petits partis politiques implantés dans le sud du pays, rejette la conférence constitutionnelle dont elle est exclue, et estime que toute négociation doit être menée directement avec le gouvernement sud-africain, « puissance coloniale ».

C. C.

● A propos des relations entre la France et l'Algérie, M. Boumediène a déclaré à la Conférence nationale réunie le 8 novembre qu'il s'agissait désormais seulement de « relations d'intérêts réciproques d'Etat à Etat ». Il a précisé : « Pour chacune des deux parties, tout se définit aujourd'hui en fonction de l'intérêt commun, nous avons des loyers et l'Etat colonisateur. » (A.F.P.)

### Angola

**Les forces gouvernementales ont lancé une offensive d'envergure contre les maquis de l'UNITA**

L'armée angolaise du M.P.L.A., aidée par des combattants cubains et des miliciens namibiens de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), poursuit son offensive contre les forces de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) stationnées dans le Sud du pays (« le Monde » du 9 novembre).

Selon la presse sud-africaine, cette opération combinée, à laquelle participeraient entre quinze mille et dix-huit mille hommes, aurait pour but de répliquer à une offensive lancée il y a une dizaine de jours par les troupes de l'UNITA. Ce dernier mouvement tenterait, selon le « Times », de rompre le cordon militaire mis en place le long de la frontière sud de l'Angola par le M.P.L.A. et ses alliés cubains et namibiens, et serait destiné à isoler l'UNITA du monde extérieur. Les forces de l'UNITA opèrent actuellement à partir de camps situés près de la frontière zambienne.

Le pasteur Cornelius Njohu, premier ministre du Bantoustan de l'Ovamboland, situé au nord de la Namibie, a déclaré, lundi 8 novembre, qu'environ deux mille deux cents réfugiés, dont la plupart sont des femmes et des enfants, ont traversé la frontière angolaise au cours du dernier week-end. Au total, six mille personnes ont trouvé asile en Namibie depuis le début des combats. Elles ont été prises en charge par les autorités locales.

Selon les témoignages de ces réfugiés, les récents combats ont fait de nombreuses victimes. A Oshikango, localité située près de la frontière avec l'Angola, des officiers sud-africains auraient avoir entendu le crépitements des armes automatiques et avoir suivi la jument la progression des troupes angolaises et cubaines.

Le M.P.L.A. n'a jamais réussi à liquider totalement les poches de résistance de l'UNITA. Cette orga-

**QUINZAINE DU MANTEAU**

en lame, poil de chameau, cachemire... garni fourrure, votre manteau AUTEUIL de 790 F à 2900 F

**AUTEUIL**

MODELES EXCLUSIFS  
TAILLES 44 à 60  
41, RUE LA FAYETTE - PARIS

YASHICA, ZEISS et PORSCHE vous invitent à découvrir le

**CONTAX**  
RTS

dans le numéro 40 de « Zoom »  
et le numéro 109 de « Photo ».

**A TOUS CEUX QUI PENSENT QU'OBTEINIR DES COPIES DOIT ETRE UNE CHOSE SIMPLE**

**FAXIL**  
de  
**Gestetner**

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 205, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

### LE CONSEIL EUROPEEN

Energie : la danse sur le volcan

Les communistes au Parlement européen

L'austérité en Italie et en Angleterre

Dans le numéro de novembre de

**30 JOURS D'EUROPE**

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

**GRATUIT**

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16<sup>e</sup>

NOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

**Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter**



**LA REDUCTION « GROUPES » 25 % ou 50 %**

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris - Nice et Continent - Corse).

Air Inter favorise vos déplacements de groupe

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de Voyages

**AIR INTER**

**Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter**



**L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE**

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 10 relient tous les jours (en semaine) PARIS à GRENOBLE dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la journée.

**PARIS ↔ GRENOBLE**  
10 liaisons quotidiennes (départ Only Ouest)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 539.25.25 et toutes Agences de Voyages

**AIR INTER**

décembre 1976 : le dernier volume paraît

## la Grande Encyclopédie Larousse

l'encyclopédie des générations montantes

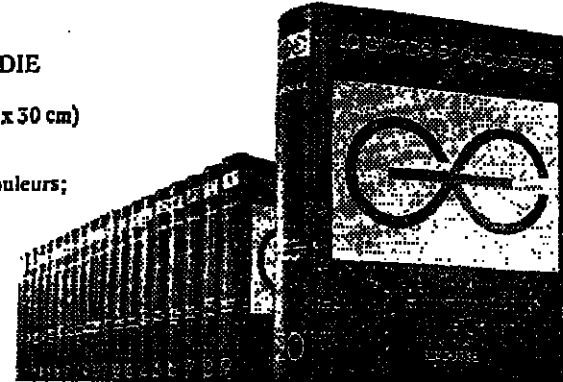
« Un nouveau type d'encyclopédie, capable non seulement de rassembler et d'expliquer mais aussi de coordonner la multitude de faits et d'éléments qui font de notre époque un monde si singulier, et parfois si déroutant. »  
« Une encyclopédie cohérente, qui couvre tous les domaines de connaissance, toutes les époques, tous les pays, avec un remarquable souci d'équilibre et de réponse aux problèmes actuels. »  
... et mieux qu'à jour, rendant compte des derniers développements dans tous les secteurs significatifs, elle éclaire aussi les étapes à venir.

VOUS POUVEZ ENCORE SOUSCRIRE

Les conditions spéciales de souscription, au prix actuel de 390 F, restent valables pour un temps limité. En souscrivant très rapidement, vous disposez tout de suite de la totalité de l'ouvrage.  
vous bénéficiez encore des facilités de règlement exceptionnelles.  
vous recevrez gratuitement le 21<sup>e</sup> volume d'index dès sa parution.

**LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE**  
20 volumes à reliure de luxe (24 x 30 cm)  
d'environ 600 pages chacun,  
8.000 articles-dossiers,  
près de 15.000 illustrations en couleurs;  
+ un 21<sup>e</sup> volume d'index.

RIEN NE REMPLACE UN SIÈCLE D'EXPERIENCE



Pour en savoir plus sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE, adressez-vous à votre libraire, ou remplissez ce bon. A renvoyer à la LIBRAIRIE LAROUSSE, 71, rue de Montparnasse 75280 PARIS Cedex 06. Gratuitement et sans engagement de sa part, le lecteur : « consulte votre magnifique documentation illustrée en couleurs sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE »  
NOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_  
PROFESSION \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
Valable pour la France métropolitaine, la Belgique et la Suisse romande. 6 6 10





## AFRIQUE

# UNE ÈRE NOUVELLE AU MAROC ?

## II. — L'opposition joue le jeu

De notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

Quelques 6,5 millions de Marocains sont appelés à élire, le 12 novembre, leurs conseillers municipaux. L'organisation de cette consultation, qui précède aux élections professionnelles et législatives, et à laquelle l'opposition a accepté de participer, illustre le « rétablissement » opéré par le roi Hassan II à la faveur de la « récupération » du Sahara occidental (le Monde du 9 novembre). Si neuf partis politiques sont officiellement recensés au Maroc, deux d'entre eux seulement, l'istigial et l'U.S.F.P., peuvent se prévaloir d'une réelle audience populaire.

Rabat. — Depuis l'accession du Maroc à l'indépendance, en 1956, le seul scrutin dont les résultats n'aient pas été contestés par l'opposition est celui qui se déroula le 29 mai 1960 au niveau municipal et communal. L'istigial avait obtenu 45 % des dix mille deux cents sièges à pourvoir. L'Union nationale des forces populaires de Mehdi Ben Barka (U.N.F.P.), née d'une scission de l'istigial, 30 %, les candidats dits « indépendants » se partageant le reste. Les élections suivantes, le 17 mai 1963, devaient permettre la mise en place de la Chambre des députés, prévue par la Constitution adoptée six mois auparavant, à une large majorité, malgré l'opposition de l'U.N.F.P. L'istigial remporta quarante et un sièges sur cent quarante-quatre, et le parti de Ben Barka, vingt-huit. Mais c'est une vaste coalition, le Front de défense des institutions constitutionnelles, ou F.D.I.C., créé à l'initiative du palais, qui obtint la majorité absolue. Les deux formations d'opposition démissionnèrent, en vain, l'annulation des scrutins dans une cinquantaine de circonscriptions. Dès le mois de juillet, les arrestations se multiplièrent dans leurs rangs, sous prétexte de complot contre le régime.

### Un boycottage de treize ans

Depuis cette période, la vie politique, jalonnée de complots, de tentatives de putsch, d'assassinats, de révisions constitutionnelles octroyées et de consultations entachées de fraude, n'a connu qu'une constante : le boycottage systématique par l'opposition des multiples scrutins organisés par le pouvoir. L'éclatement, le 30 juillet 1972, de l'Union nationale des forces populaires en deux camps : l'un dit « de Casablanca », et dirigé par M. Abdallah Ibrahim ; l'autre dit « de Rabat », et animé par M. Abderrahim Bouabid, ne devait rien changer à cette attitude. L'évocation de ce passé récent permet de mesurer la profondeur du fossé qui s'est creusé entre le palais et les partis d'opposition. Elle est aussi en évidence la portée du scrutin du 12 novembre, qui, si ses résultats ne sont pas contestés, peut marquer le début d'une ère nouvelle dans l'histoire contemporaine du Maroc. Un seul parti, en effet, a pris, à l'extrême, la décision de rester à l'écart : l'U.N.F.P. de M. Abdallah Ibrahim. Il a même été créé par Mehdi Ben Barka cette formation n'a gardé que le sigle. Les militants sont allés à l'Union socialiste des forces populaires de M. Bouabid.

Pour se convaincre du déclin de l'U.N.F.P., il suffit d'aller au siège provincial du mouvement à Casablanca, un immeuble de belle apparence, situé boulevard El-Fida, à l'entrée des quartiers populaires. Des projecteurs éclairaient d'une lumière crue la façade blanche décorée en lettres géométriques du sigle du parti. Mais la petite porte d'entrée est cadenassée et les bureaux sont vides.

Non loin de là, route de Médina, le siège local de l'U.S.F.P. installé au troisième étage d'une vieille demeure dans quelques pièces somptueusement meublées, connaît un va-et-vient continu de militants. Les responsables y font le point sur un vaste terrain de manœuvre et un enjeu politique de premier plan. Le parti de M. Bouabid y est fortement implanté.

### Au cœur du bidonville

Le bidonville de Bachko, en cette soirée d'automne encore chaude et moite, présente un aspect presque irréel. La large avenue parsemée de pierres est parcourue par une foule d'une densité oppressante. De chaque côté, des lampes à pétrole éclairent les événements des commerçants. Nous sommes loin des sous-solés, des boutiques regorgeant de tapis et de cuivres. Ni eau courante ni électricité dans les baraquements de tôle de carton et de bois qui abritent plusieurs milliers de familles. Les égouts sont un luxe inconnu, et les services de voirie sont quasiment inexistant. De minuscules mosquées dressent, à 2,50 mètres du sol, des minarets, construits à l'aide d'éléments hétéroclites. La folie au milieu de tant de pauvres, ne perd pas ses droits.

L'U.S.F.P. a construit au cœur du quartier une vaste salle de réunion. Les « murs » sont faits de planches, doublées de tôle ondulée à l'extérieur. Les miroirs métalliques ont été utilisés pour le toit. L'éclairage est fourni par une grosse lampe à acétylène suspendue à une poutre. Des affiches mal imprimées représentent les portraits de Mehdi Ben Barka, d'Omar Benjelloun, membre du comité central, tué le 18 décembre 1975, par un groupe de fanatiques armés, et de M. Bouabid, par le pouvoir, et qui n'ont toujours pas été jugés.

### Le renouveau de l'istigial

L'U.S.F.P. se situe résolument à gauche. Ce qui ne fait pas l'affaire de son grand rival, l'istigial, ainsi rejeté à droite. Le pouvoir lui-même accorde quelques honneurs à ces thèses et un ministre, brochant pour quelques journaux une fresque de la vie politique marocaine, a comparé au-dessus de la porte d'entrée les membres du Conseil national de l'istigial à ceux du Conseil national du patronat français. Ce geste de pacification a le don de mettre en fureur les dirigeants du grand parti nationaliste.

L'istigial est le doyen des partis marocains, nous dit le secrétaire général, M. Bouaceta, en nous recevant à Rabat. Il a commencé son action dans les années 30. Par rapport aux autres formations, pourtant issues de l'armée française, ancien cadre d'origine berbère révoqué sous le

vieux parti. C'est un parti ancien, et nous en sommes fiers. Mais ce n'est pas un parti de vieux. De nombreux jeunes nous ont rejoints.

Si l'istigial n'accepte pas d'être le parti des « vieux », il refuse aussi l'étiquette « conservatrice » que lui vaut la présence dans ses rangs de nombreux notables, de riches propriétaires terriens, commerçants ou industriels.

« Notre parti défend l'islam, souligne avec force M. Bouaceta. En Europe, cela le fait classer à droite. Nous contestons cette analyse. Notre programme économique et social est progressiste. Nous sommes partisans de la planification et de la justice sociale. Nous accordons une grande place à la notion d'égalitarisme. Nous militons pour une réforme agraire. Nous appuyons sans réserve les mouvements de libération contre le colonialisme et la lutte du peuple palestinien. Je vous laisse libre de juger et nous sommes à gauche ou à droite. »

Il ne fait guère de doute que l'istigial reste la principale force politique du pays. La disparition de son leader charismatique, Si Allal El Fassi, chanteur d'un « Grand Maroc » s'étendant de la Méditerranée au fleuve Sénégal, lui a porté un coup sévère. Mais M. Bouaceta a repris le flambeau avec une autorité incontestée. Ce parti est celui qui a le moins souffert de la répression. Il n'a jamais été suspendu ou interdit. Ses journaux, Al Alam (le Drapeau) et l'Opinion ont survécu à des saisies innombrables. Le parti s'est implanté en milieu ouvrier grâce à l'Union générale des travailleurs marocains (U.G.T.M.), née d'une scission de l'U.M.T.

### Neuf partis

L'istigial, qui n'a pas reculé devant la surenchère nationaliste vis-à-vis de l'Algérie — même si ses dirigeants s'en défendent et mettent en avant leur attachement au Grand-Magreb — est sans doute le principal bénéficiaire de l'affaire du Sahara occidental. Si les élections sont pour les autres formations une occasion de tester leur audience tout en développant librement leur propagande, elles revêtent pour l'istigial une tout autre importance. Le parti espère qu'elles consacreront sa suprématie et le mettront en bonne position pour revendiquer le pouvoir.

Beaucoup de Marocains ont manifesté une certaine surprise lorsqu'ils ont appris que le conseil mis en place auprès du souverain pour contrôler le déroulement des élections comprenait les représentants des « nouveaux » partis politiques officiellement recensés dans le pays. « On dénie les autorités ont-elles dénié leur formation ? », se sont-ils demandés. Outre M. Bouabid (U.S.F.P.), M. Bouaceta (istigial), M. Allal Yata (P.P.S.) et M. Abdallah Ibrahim — qui se rétracta par la suite, la liste des noms comprenait M. Mahjoubi Aherdane et le Dr Abdelkrim Khattab, dirigeants des deux chapelles concurrentes du Mouvement populaire (le Mouvement populaire tout court et le Mouvement populaire démocratique et constitutionnel).

La forte personnalité de M. Aherdane, ancien officier de l'armée française, ancien cadre d'origine berbère révoqué sous le

protectorat pour sa fidélité au roi Mohammed V, vaudra sans doute au mouvement qu'il dirige de recueillir dans les milieux d'origine rurale un nombre non négligeable de adhérents.

Le Mouvement populaire a constamment affiché son loyalisme à l'égard de la monarchie. C'est également le cas de deux autres formations, créées à la fin de 1974, le parti de l'action de M. Senhaji, à prétention régionaliste rifaine et le parti libéral progressiste de M. Ahmed Ouhadi, organisation pressentie pour une mise en place par certains milieux d'affaires du Sous. Le neuvième parti n'est autre que le Parti démocratique de l'indépendance (P.D.I.), né avant 1956 d'une scission de l'istigial et dirigé par un vieillard respecté mais dépourvu de soutien populaire, M. Hassan Ouszzani.

Ce panorama serait incomplet s'il ne faisait une place particulière au Parti du progrès et du socialisme (P.P.S.), qui se réclame du communisme, en raison non pas de son audience, qui reste minime, mais de la personnalité de son secrétaire général, M. Allal Yata, nous a dit un ministre, est un communiste patriote. Il n'est pas infidèle à Moscou. C'est un monsieur correct, un notable à convictions communistes. Il est d'origine algérienne, le premier, aura amené un certain nombre de communistes dans un pays arabe à siéger à un Parlement. En bien, c'est une satisfaction que nous pouvons lui donner.

Correspondant M. Allal Yata l'est assurément. Mais si l'on considère les distances prises à son égard par la plupart des partis « frères »,

il est moins sûr qu'il soit « orthodoxe ». Trapu, combatif, cheveux de neige et sourcils charbonnés, il nous a reçu au siège d'Al Bayane, le quotidien du parti.

« Nous faisons un reproche aux démocrates occidentaux, et plus particulièrement aux communistes français, dit-il avec flegme. Sous prétexte que le Maroc est une monarchie, ils n'ont cessé de qualifier ce régime de réactionnaire, et même d'ultra-réactionnaire. »

« Votre parti a pourtant été interdit... — C'est vrai, deux fois : en 1960 et en 1963. Moi-même j'ai connu la prison. Mais ces mesures n'ont jamais conduit à une liquidation totale. Il en est de même pour l'U.N.F.P., qui, malgré la répression, a toujours pu poursuivre son activité. Quant à l'istigial, il a joué constamment de la légalité. Dans ce pays, le mouvement national a pu arracher, grâce à ses sacrifices, les libertés essentielles de réunion, d'association, de presse. Malgré cela, on considère que le Maroc est un pays réactionnaire parce qu'il n'a pas été libéré. Personnellement, je trouve le roi aussi démocratique et libéral que M. Giscard d'Estaing. »

« Il y a encore des militants de l'U.S.F.P. en prison... — Ils ont été pris les armes à la main en mars 1973 dans le cadre d'une action insurrectionnelle organisée de l'étranger, et payée par l'Algérie et l'Organisation pour la libération de la Méditerranée. Dans certains pays, on a même été fusillé sur-le-champ (1). »

« Les exilés ? — Personne ne leur interdit de rentrer. — Certains ont été libérés. En ce qui concerne ceux qui sont encore détenus (2), il faut croire

qu'ils ne veulent pas sortir. Les représentants à l'étranger de quelques-uns d'entre eux ont commis un véritable acte de trahison en assistant à un congrès du Front Polisario. Ils ont incité leur pays. »

Si plusieurs partis se situent résolument dans l'opposition, aucune des formations engagées dans la bataille électorale ne se réclame ouvertement du régime. Celui-ci, on s'en doute, n'est pas pour autant absent de la compétition. D'abord parce que des formations comme le Parti de l'action et le Parti libéral progressiste n'ont pas grand-chose à lui refuser ensuite parce que beaucoup des vingt mille candidats dits « indépendants » ne le sont que de nom. Officiellement le gouvernement se garde de les cautionner, même lorsqu'ils sont ministres ou secrétaires d'Etat, ce qui est le cas d'une dizaine d'entre eux.

L'opposition ne demande qu'à se laisser convaincre des bonnes intentions du pouvoir. Engagée comme elle l'est, il lui est difficile de faire machine arrière. Les dirigeants de l'istigial et de l'U.S.F.P. jouent leur va-tout, et n'excluent pas d'accepter des responsabilités auxquelles ils ont goûté dans le passé. Les militants du parti de M. Bouabid appréhendent une trêve qui leur permet de reprendre des forces et de diffuser à nouveau le message socialiste dans les masses populaires. Celui-ci a d'autant plus de chances d'être entendu, estiment-ils, que les mois et les années à venir s'annoncent difficiles...

### Prochain article :

QUAND LE ROI PRÊCHE LA « PAIX SOCIALE »

## Un entretien avec le premier ministre

Le Maroc est l'un des rares pays du tiers-monde qui pratique le pluripartisme, nous déclare M. Osman

Rabat. — Je n'aime pas beaucoup ce terme de « démocratisation », si souvent employé ces temps-ci, nous a dit le premier ministre, M. Ahmed Osman. Agé de quarante-sept ans, ayant une réputation de compétence et d'intégrité, M. Osman est très proche du roi, dont il a épousé une des sœurs, la princesse Laïla N'Zah.

Les critiques dont le régime est l'objet ne lui paraissent pas terribles. « Dois-je rappeler, nous déclare-t-il, que le Maroc est l'un des rares pays d'Afrique et du tiers-monde qui, depuis toujours, pratique le multipartisme, accepte l'existence et l'expression d'une opposition, et dispose d'une presse libre de critiquer le gouvernement ? Vous avez pu remarquer qu'elle ne s'en prive pas. Les élections font partie de notre pratique politique normale. Celles du 12 novembre ont pour but de renouveler des mandats municipaux et communaux qui étaient venus à expiration en septembre 1975. A l'époque, nous étions préoccupés par le Sahara occidental, et nous lui avons donné une totale priorité. La « marche verte » était plus importante, vous en conviendrez, que les élections municipales. »

« Si l'on veut aller plus au fond, poursuit M. Osman, il faut remonter plus loin. Lorsque le souverain m'a demandé, en novembre 1972, de constituer un gouvernement, celui-ci avait notamment pour tâche d'organiser des élections. J'avais pour ambition de réunir autour de moi une équipe jeune pour former un cabinet d'union. La chose n'a pu se faire, l'istigial s'étant prononcé en faveur d'un gouvernement homogène dont il revendiquait la direction. J'ai donc fait appel à des gens politiquement indépendants : certains d'entre eux étaient d'ailleurs proches de l'opposition, — et nous nous sommes attaqués aux problèmes économiques et sociaux. »

« Notre action est, dans l'ensemble, jugée favorablement par l'opinion publique. Nous avons eu la chance d'établir un plan quinquennal et de

### De notre envoyé spécial

l'exécuter de bout en bout. Nous pouvons donc présenter un bilan. Malgré les charges entraînées par la récupération du Sahara, et en dépit d'une conjoncture internationale souvent difficile, nous avons pu mener à bien nos projets. Mais nous n'avons jamais perdu de vue, en traitant les problèmes économiques, que nous devions préparer les élections : municipales d'abord, puis professionnelles, enfin législatives. Notre Constitution, remaniée en 1972, prévoit toute une série d'institutions. Il faut donc les mettre en place. C'est à cela, tout naturellement, que nous nous employons, et cela n'a rien d'extraordinaire. »

Interrogé sur le risque de voir certains partis d'opposition se retirer de la compétition électorale si la « neutralité » de l'administration n'est pas réelle, M. Osman répond avec quelque vivacité :

« De nombreux fonctionnaires sont affiliés à des partis d'opposition ou éprouvent pour eux de la sympathie. L'administration est loin d'être monolithique. C'est une mode d'affirmer que la consultation est truquée. Nous prenons toutes les mesures pour qu'elle donne une image fidèle de ce que veut et pense le peuple. Il faut jouer le jeu. Si l'opposition remettrait en cause sa participation, elle commettrait une grave erreur. On dit que le pouvoir use, mais le non-pouvoir use aussi. Il faut que toutes les compétences trouvent à s'employer. Il n'est pas juste de priver le pays de la compétence de certains jeunes cadres et de les tenir éloignés du pouvoir. Nous avons prouvé aux partis d'opposition qu'il ne servait à rien de rester à l'écart. Nous souhaitons qu'ils en tirent des conclusions positives. »

L'opposition conteste la « neutralité » du pouvoir. Elle cite le cas de la dizaine de ministres et secrétaires d'Etat qui n'ont pas craint de descendre dans l'arène et qui figurent au nombre des quelque vingt

### mille candidats indépendants recensés.

« En Europe, c'est le parti ou le pouvoir qui organise les élections, nous a déclaré à ce propos le premier ministre. Je vous ai dit dans quel contexte mon cabinet avait été formé. Il n'est bâti sur aucun parti. Il y a, d'est vrai, de nombreux candidats qui se présentent sans étiquette à ces élections municipales. Vont-ils organiser ? On ne peut pas dire. J'en ai souvent affirmé qu'il y a dans ce pays une « majorité silencieuse ». Certains pensent qu'existe une certaine désaffection à l'égard des partis actuels, qu'il faudrait créer une formation nouvelle. Les élections vont permettre de faire le point à ce sujet. »

### Nous voulons éviter la confrontation avec l'Algérie

Une aggravation du conflit avec l'Algérie à propos du Sahara occidental ne risquerait-elle pas, entre autres conséquences, de conduire à un report des élections législatives ? « Nos relations avec l'Algérie constituent notre grand point d'interrogation. Nous ne pouvons prévoir, savoir, ce que pensent les Algériens. Nous avons récupéré nos provinces sahariennes d'une façon conforme à nos droits, et aussi à une certaine éthique internationale. Depuis un an, nous avons enregistré de nombreux succès sur le plan diplomatique. Ce n'est pas tant la question du Sahara qui est préoccupante, mais plutôt la tension régnant dans la région. Nous voulons toujours éviter la confrontation. Nous n'y trouvons pas de motifs, surtout pour nos voisins. Nous faisons tout pour éviter l'escalade. Nous espérons qu'aucune nouvelle dégradation de la situation ne viendra retarder l'installation du Parlement en avril. Mais, de toute façon, nous entretenons avec tous les partis politiques une concertation permanente sur cette question. — D. J.

**MERCI MONSIEUR SEGALOT** ça c'est du meuble  
PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc  
Nocturnes mercredi et vendredi jusqu'à 22h

# L'UNI VERT DE L'ECRITURE.

Voici Ball Pentel, le premier feutre à bille : la beauté de l'encre, la commodité de la bille et la souplesse du feutre. Il écrit noir, vert, rouge ou bleu, mais il est toujours vert. C'est à ça qu'on le reconnaît. Ball Pentel de Pentel. 3 Francs.

Ball Pentel

**CONTROL DATA**  
premier constructeur mondial de super-ordinateurs  
forme, dans son Institut

**PROGRAMMEURS**  
en 19 semaines

**ANALYSTES  
FONCTIONNELS**  
en 5 semaines

**TECHNICIENS  
DE MAINTENANCE**  
en 26 semaines

Pour conditions et dates d'interviews  
Appelez dès maintenant M. Magnan  
au 583.46.72 (en P.C.V. de province)  
Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

**INSTITUT PRIVE CONTROL DATA**  
46, rue Albert 75013 PARIS

## A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : "J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour l'épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier".

Le charme du petit port de Saint-Mandrier.

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors là

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyez ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. : 924 45 63

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous.

La Port de plaisance et ses voiliers colorés est là, sous votre fenêtre. L'animation joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme, dans votre parc. Vous bénéficiez d'un ténis, d'une vue merveilleuse sur la mer, de la tranquillité.

la Pinède  
Saint-Georges

Studios, 2, 3 et 4 pièces  
Livraison printemps 1977  
Possibilité de location.  
Renseignements et vente sur place  
(7 jours sur 7)  
Tél. (06-93) 94 9703

En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La seconde tranche de la Pinède Saint-Georges est très avancée. L'appartement-témoignage attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ?

**ECONOMIA**  
Vous connaissez ?

Vous ne connaissez pas encore Economia ?  
Vous serez surpris de découvrir le seul  
périodique économique publié en français  
qui se préoccupe vraiment de ce qui se passe  
hors de France.

Vous connaissez déjà Economia ? Vous ne serez  
pas surpris de trouver notamment au sommaire  
du numéro de novembre :

- RHODÉSIE : COMMENT  
A ÉTÉ TOURNÉ L'EMBARGO
- LES CHINOIS D'OUTRE-MER
- LES HOMMES D'AFFAIRES  
AMÉRICAINS DANS LES  
PAYS DE L'EST

Ainsi que des critiques de  
livres américains, russes ou  
allemands non publiés en  
français, les pages de  
conjoncture habituelles sur  
le Japon, l'Afrique, l'Amérique  
Latine ou les marchés financiers,  
l'actualité sociale internationale... et plus  
de dix autres rubriques régulières.

**ECONOMIA**  
Mensuel économique et politique international  
En vente chez votre marchand de journaux

## POLITIQUE

### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

## GIRONDE : quand le Médoc s'industrialise

M. Aymar Achille-Fould avait dû, en janvier dernier, abandonner ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, le président de la République n'ayant pas souhaité son maintien au gouvernement à l'occasion du remaniement de l'équipe de M. Jacques Chirac. Ce départ avait surpris et navré les partisans de M. Achille-

Fould, en Aquitaine, d'autant plus que leur chef de file paraissait s'être engagé dans un processus destiné à le placer en concurrence avec M. Chaban-Delmas pour le rôle de leader du grand Sud-Ouest.

Pour reprendre en main la situation, M. Achille-Fould tente, dans un premier

temps, de reconquérir la cinquième circonscription, celle du Médoc, dont il est l'élu depuis 1963. Il se heurte à quatre représentants de la gauche et se trouve particulièrement menacé par M. Raymond Julien, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche.

De notre envoyé spécial

ment réformateur, M. Glinestet, qui, en l'occurrence, agitait surtout en tant qu'adversaire du Chaban-Maximilien contre le propriétaire du Château-Beycheville.

Depuis, les annales financières de M. Glinestet l'ont écarté des joutes électorales et les dernières élections cantonales ont donné à réélire à M. Dussédat, maire de Saint-Médard-en-Jalles, et Pinta, sénateur. L'un et l'autre en effet ont vu leur siège ravi par les socialistes et les radicaux de gauche.

La gauche serre les rangs

C'est d'ailleurs le vainqueur de M. Dussédat, M. Raymond Julien, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, qui, comme en 1973, affronte M. Aymar Achille-Fould au nom de l'Union des radicaux de gauche et démocrates (U.R.D.G.). Médoc-bordelais, il avait, à l'époque, le handicap d'apparaître comme un parvenu, et malgré cela il n'avait été devancé, au deuxième tour, que de deux mille voix par le député sortant.

Aujourd'hui, il dispose d'un mandat dans la circonscription et il se présente comme le porte-parole d'un courant politique ascendant, alors que l'image de marque de M. Achille-Fould s'est trouvée dévalorisée par son éviction du gouvernement en janvier dernier. M. Raymond Julien mène une campagne très classique à base de réunions publiques, évitant volontairement de paraître faire le forcing. Seuls les deux principaux responsables du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche, MM. Mitterrand et Mauroy, d'une part, l'autre et coprésident d'autre part, sont venus sur place le soutenir. Pour le reste, il s'emploie à expliquer que le programme commun n'a rien à voir avec la circonscription de gauche, est d'autant plus aisé qu'on imagine mal ce bourgeois libéral, propriétaire d'une clinique, militer pour une dévaluation de la monnaie.

Sentant la victoire à sa portée, la gauche serre les rangs et s'abstient de toute polémique publique. Ce qui ne suffit pas toujours à faire oublier les rivalités qui se manifestent entre les trois formations signataires du programme commun. Les socialistes auraient bien voulu se battre sous leurs propres couleurs dans la circonscription du Médoc et souhaitaient présenter M. Noël, qui avait battu M. Pinta lors des élections cantonales. Mais M. Julien étant un dirigeant national des radicaux de gauche, il était diplomatiquement difficile de lui imposer une élection « primaire » dans le cadre de l'U.R.D.G. D'autant que dans le département les radicaux de gauche sont déjà réduits par leurs alliés à la portion congrue. En 1973, les socialistes leur avaient abandonné deux circonscriptions, celle du Médoc et celle de Libourne. Si rien ne soit encore officiel, il est pratiquement acquis que le P.S. récupérera la circonscription de Libourne lors des prochaines élections législatives et que, dans l'esprit de ses responsables départementaux, M. Julien effectue dans le Médoc sa deuxième et dernière tentative. S'il ne parvenait pas à enlever le siège, le parti socialiste revendiquerait la place.

Les communistes, qui ne peuvent nourrir aucun espoir sérieux, sont surtout préoccupés d'augmenter leur capital de voix. Ils présentent, comme en 1973,

l'autogestion, est soutenu par le P.S.U., la Ligue communiste révolutionnaire et le mouvement « Votez vivre et paier ».

Reste à savoir pourquoi M. Aymar Achille-Fould a délibérément choisi, au début des conseils de M. Valéry Giscard d'Estaing, de se lancer dans une entreprise aussi périlleuse. Il est vrai que son suppléant, M. Guy Antoine, ne se sentait pas un bon candidat pour la fonction parlementaire et désirait pouvoir se consacrer, en prévision des élections municipales, à sa vie d'homme de terrain. Mais la population a presque triplé. Il est vrai, aussi, que M. Achille-Fould a le goût du combat politique et qu'après l'échec subi par la majorité lors des élections cantonales, il ne fallait pas laisser à la gauche le temps de parfaire son implantation. Il est probable, enfin, que l'ancien secrétaire d'Etat souhaite savoir à quel point s'en va exactement sur le rapport des forces au sein de sa circonscription avant les élections municipales. Il n'est pas exclu, en effet, qu'en cas d'échec irrémédiable dans le Médoc, M. Achille-Fould finisse par la circonscription voisine d'Arcachon, plus favorable à la majorité, et qui cherche justement une personnalité ayant une audience nationale et donc capable de plaider efficacement à Paris son dossier touristique.

THIERRY FISTER

## LES OPOSSUMS DESCENDENT DANS LA RUE.



Vente opossum

**2.500.**

**Galeries Lafayette**

Hausmann - Montparnasse - Belle Etoile

**on en parle..**

**ETATS-UNIS**  
des dossiers de presse  
PROBLEMES POLITIQUES  
ET SOCIAUX

Le débat sur l'égalité  
aux Etats-Unis  
n° 282 ..... 5 F

La CIA en question  
n° 285 ..... 5 F

L'affaire du Watergate et  
la chute du président Nixon  
n° 241 ..... 5 F

maisons de presse, librairies et  
LA  
DOCUMENTATION  
FRANCOISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

سنة ١٤٠١ هـ



PIERRE BATON  
présente

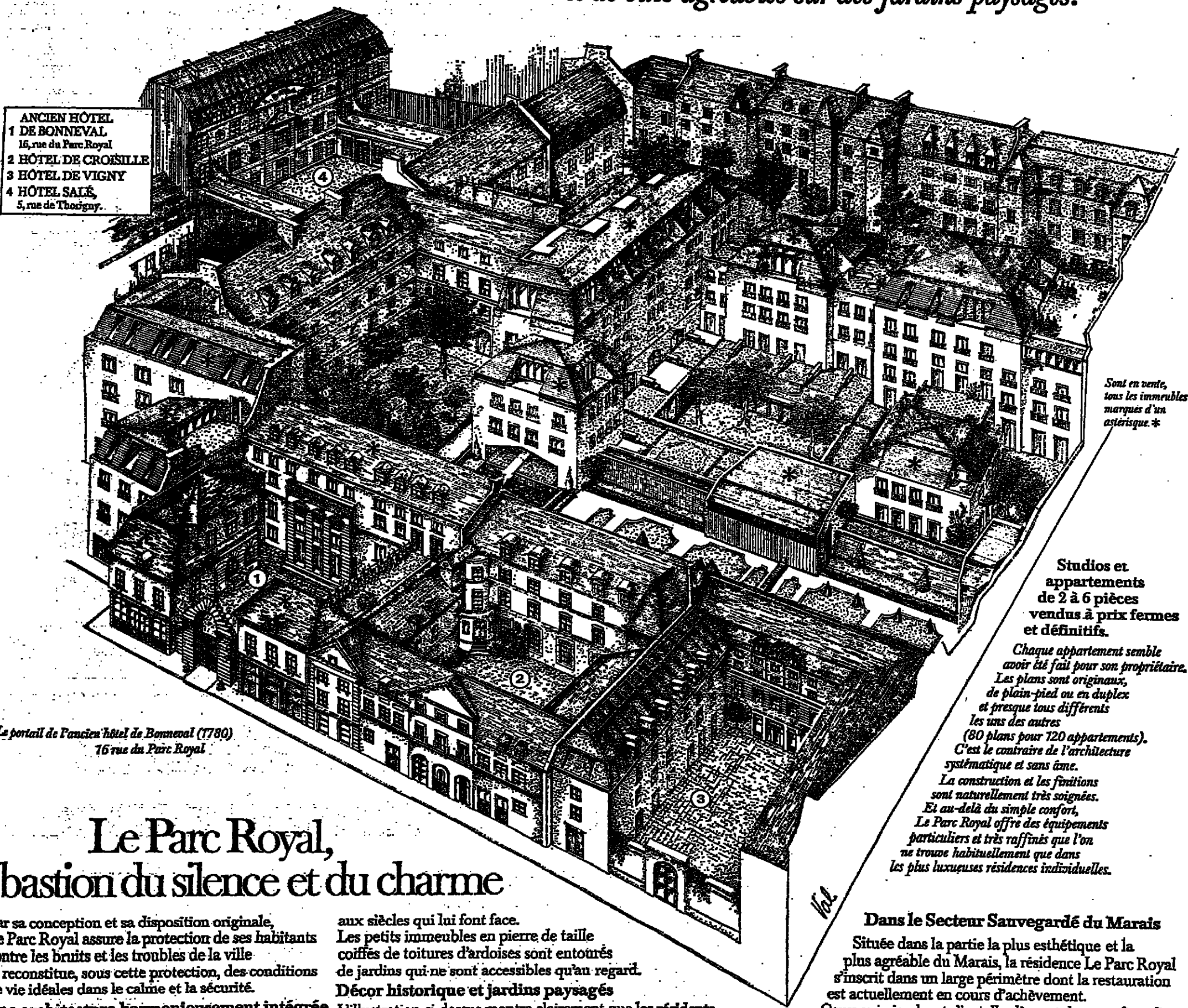
# Dans le Marais



16, rue du Parc Royal, Paris 3<sup>e</sup>

une résidence qui a pour elle: protection et environnement

*Protégés par une enceinte d'immeubles anciens et d'hôtels historiques en voie de restauration,  
120 appartements hors du commun vont bénéficier d'un calme absolu  
et de vues agréables sur des jardins paysagés.*



ANCIENT HÔTEL  
1 DE BONNEVAL  
16, rue du Parc Royal  
2 HÔTEL DE CROISILLE  
3 HÔTEL DE VIGNY  
4 HÔTEL SALS  
5, rue de Thionville

Le portail de l'ancien hôtel de Bonneval (1780)  
16 rue du Parc Royal

Sont en vente,  
tous les immeubles  
marqués d'un  
astérisque \*

Studios et  
appartements  
de 2 à 6 pièces  
vendus à prix fermes  
et définitifs.

Chaque appartement semble  
avoir été fait pour son propriétaire.  
Les plans sont originaux,  
de plain-pied ou en duplex  
et presque tous différents  
les uns des autres  
(80 plans pour 120 appartements).  
C'est le contraire de l'architecture  
systématique et sans âme.  
La construction et les finitions  
sont naturellement très soignées.  
Et au-delà du simple confort,  
Le Parc Royal offre des équipements  
particuliers et très raffinés que l'on  
ne trouve habituellement que dans  
les plus luxueuses résidences individuelles.

## Le Parc Royal, bastion du silence et du charme

Par sa conception et sa disposition originale,  
Le Parc Royal assure la protection de ses habitants  
contre les bruits et les troubles de la ville  
et reconstitue, sous cette protection, des conditions  
de vie idéales dans le calme et la sécurité.

Une architecture harmonieusement intégrée  
Ici, l'enceinte est formée par des hôtels  
historiques et des immeubles anciens.  
Elle abrite les constructions nouvelles dont  
l'architecture d'accompagnement s'intègre bien

aux siècles qui lui font face.

Les petits immeubles en pierre de taille  
coiffés de toitures d'ardoises sont entourés  
de jardins qui ne sont accessibles qu'au regard.

Décor historique et jardins paysagés

L'illustration ci-dessus montre clairement que les résidents  
vont ainsi bénéficier d'un calme absolu et d'une protection totale.  
Ils jouiront aussi de vues agréables et dégagées sur les façades anciennes  
qui les entourent et représentent pour eux  
le plus beau décor qui se puisse rêver dans Paris.

### Dans le Secteur Sauvegardé du Marais

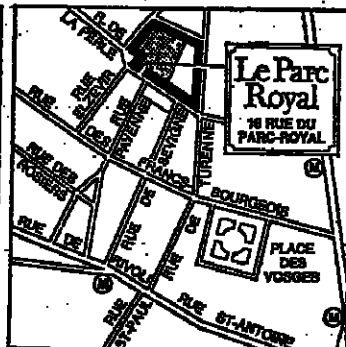
Située dans la partie la plus esthétique et la  
plus agréable du Marais, la résidence Le Parc Royal  
s'inscrit dans un large périmètre dont la restauration  
est actuellement en cours d'achèvement.  
Ceux qui viendront s'installer là vont donc profiter d'un  
environnement architectural particulièrement intéressant  
et que rien ne pourra altérer puisqu'il s'insère  
dans le Plan Permanent de Sauvegarde  
et de Mise en Valeur du Marais.

Programme réalisé par la **SOREMA**

**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE RESTAURATION DU MARAIS**

Dans le cadre du Plan Permanent de Sauvegarde  
et de Mise en Valeur du Marais, la réalisation  
d'un secteur pilote de trois hectares a été confiée  
à la Société d'Économie Mixte de Restauration  
du Marais (SOREMA), créée à cette fin. Ce pre-  
mier secteur opérationnel est en voie d'achève-

ment et Pilot dans lequel est compris Le Parc  
Royal en constitue la dernière phase. C'est donc  
avec la maîtrise que confère l'expérience que la  
Sorema réalise cette résidence, qui présente de  
réelles garanties de sérieux, de qualité - esthé-  
tique et technique - et de juste prix.



Pour ce programme,  
la Sorema s'est assurée  
le concours du  
**GROUPE  
PIERRE BATON SA**  
21, AVENUE PAUL DOUMER  
PARIS 16<sup>e</sup>  
TÉLÉPHONE  
704.55.55  
704.83.20

Envoyez ce bon  
ou votre carte de visite  
à Pierre Baton S.A.  
21, Av. Paul Doumer, 75016 Paris.  
Veuillez m'adresser, sans engagement de ma  
part, une documentation Le Parc Royal.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

## POLITIQUE

### Les élections législatives partielles

#### LE P.C.F. LANCE UN APPEL EN FAVEUR DE SES CANDIDATS

L'Humanité du 9 novembre publie en première page un appel en faveur des candidats communistes aux élections législatives partielles du 14 novembre.

« Défendre, renforcer le parti communiste, c'est votre intérêt, et c'est votre devoir, car il faut aider ceux qui vous défendent afin qu'ils puissent passer plus fort encore en votre faveur, peut-être. Depuis trente ans, les communistes sont tenus à l'écart des responsabilités. Pour que ça change vraiment demain, pour que vos espoirs ne soient pas déçus, il faut que le parti communiste ait sa place dans le pays et dans les responsabilités. Un parti communiste plus fort et plus influent, c'est votre vote qui ne fait rien entendre, c'est la gauche plus forte pour vaincre, pour tenir tête à l'extrême droite, maintenir son action et réaliser les engagements définis par le programme commun. »

#### Mlle LAGUILLIER : le gouvernement envisage des élections anticipées.

Au nom de la direction nationale du mouvement trotskiste Lutte ouvrière, Mlle Arlette Laguillier a déclaré, lundi 8 novembre que Giscard et Chirac auraient envisagé, à un moment où le plan Barre peut encore faire illusion aux yeux de l'électorat, de dissoudre le Parlement et de procéder à des élections anticipées brusquées au début de 1977, qui ne laisseraient pas aux partis de gauche la possibilité de mobiliser tout leur électoral et de faire le plein de leurs voix potentielles.

« Ce n'est certes pas par la voie des élections, quelle qu'en soit la date, que les travailleurs pourront changer la vie et la société, mais Lutte ouvrière proteste par ce geste contre toute tentative de fausser l'expression du suffrage universel par des tentatives de basses manœuvres. »

#### Le XVI<sup>e</sup> congrès de l'Union internationale des maires

#### M. ALAIN POHER : la réforme des collectivités locales suppose de résoudre leurs difficultés financières.

Le XVI<sup>e</sup> congrès de l'Union internationale des maires s'est ouvert, lundi 8 novembre, à Mâcon, sous la présidence de M. Widmer, maire de Zurich.

M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, a déclaré : « Le gouvernement français ressent profondément la nécessité d'inscrire le développement des collectivités locales, de leurs responsabilités, de leur rayonnement, dans un cadre qui soit, tout à la fois, celui de l'épanouissement de l'homme et de la sauvegarde des libertés. C'est dans cet esprit qu'il s'est attaché à l'estimation des libertés communales et départementales, qu'il a manifesté la ferme volonté de résoudre les problèmes financiers des communes et de veiller à l'équilibre des responsabilités de décision et de financement entre l'Etat et les collectivités locales. »

M. Alain Poher, président du Sénat et de l'Association des maires de France, a estimé, sur ce point : « Il est bien entendu que l'on peut toujours associer riches et pauvres : mais il faut d'abord résoudre le problème financier. Voilà le début d'un grand débat national, où différentes thèses vont s'opposer. Mais ce qui est essentiel, c'est que, dans les années à venir, on arrive à donner une vraie place aux collectivités locales dans l'ensemble de l'Etat. Plus nous allons vers l'expansion des différentes localités régionales, communales et départementales, plus leurs moyens d'action doivent être développés et leur pouvoir élargi. Il n'y aura pas de miracle si l'on ne fait pas un grand effort du côté des finances. »

### AVANT LE SCRUTIN DE BALLOTTAGE EN HAUTE-LOIRE

#### Un étrange commentaire de M. Poniatowski

France Inter a diffusé à deux reprises dans la soirée de lundi 8 novembre un très étrange commentaire de M. Michel Poniatowski, lequel, après avoir indiqué sa volonté de « regarder les chiffres en état sérieux », a notamment déclaré : « Le recul des socialistes et des communistes est très net, plus net encore pour les communistes que pour les socialistes. L'addition des voix socialistes et communistes est très près du nombre des voix du docteur Proriot. »

Ces appréciations pour le moins partiales du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, appellent les observations suivantes :

1) Le P.C. et le P.S. ont totalisé 23 107 voix. Ils ne sont pas « très près » de M. Proriot (22 627 voix) mais le dépassent. Si l'on veut bien ne pas raisonner sur le nombre absolu des suffrages recueillis, ce qui n'a aucun sens, on constate que le P.S. passe de 40,50 à 42,40 % des suffrages exprimés. Il gagne donc 1,90 point, le P.C. en perdant 1,82 (8,51 au lieu de 8,13 %). Il est donc contraire à la vérité de dire que socialistes et communistes reculent :

2) M. Poniatowski fait d'ignorer la présence d'un candidat de Lutte ouvrière. Si l'on en tient compte, on observe que l'opposition de gauche, considérée dans son ensemble, recueille 23 817 voix, soit 50,42 % des suffrages exprimés contre 47,58 % à M. Proriot et 1,97 % au candidat d'extrême droite :

3) M. Poniatowski oublie, enfin, que M. Proriot était dimanche le candidat unique d'une majorité qui rassemble J.U.D.R., les républicains indépendants et les réformateurs.

Il a recueilli 47,50 % des suffrages exprimés, alors qu'en 1973 les candidats de ces formations en avaient totalisés 51,36 %. On en conclura qu'une bonne fraction de l'électorat centriste n'approuve pas le ralliement du centre à la majorité. C'est, en tout cas, ce que l'on est enclin à penser si l'on veut vraiment « regarder les chiffres en état sérieux ». — R. B.

#### LES « NON-INSCRITS » DU SÉNAT N'ONT PLUS DE GROUPE POLITIQUE

(Le groupe des sénateurs « non-inscrits », que présidait depuis octobre 1968 M. Michel Chauty (Loire-Atlantique), disparaît faute d'avoir désormais les quinze membres requis pour pouvoir constituer un groupe politique au Sénat — ce nombre est de treize à l'Assemblée nationale. Il ne subsistera donc plus au Sénat qu'une « réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe ».

Cette « réunion » de sénateurs, qui ne bénéficie d'aucune des prérogatives d'un groupe politique (représentation dans les commissions, etc.), comprend douze membres sur les dix-sept qui appartiennent au groupe des « non-inscrits ». Ont quitté ce groupe : MM. Tajan et Prost, respectivement sénateurs du Rhône et de la Seine-Saint-Denis, qui ont rejoint le groupe de l'Union centriste, le premier à titre pleinier, le second comme « rattaché administratif » à ce groupe.

Le comité central du P.C.F., qui a ouvert ses travaux mardi 9 novembre, à la salle des fêtes de la mairie d'Ivry, a entendu un rapport de M. André Lajoinie sur « la situation politique et les tâches du parti ». Mercredi, le comité central examinera un rapport de Mme Madeleine Vincent sur la situation des femmes.

#### LE CANDIDAT DE LUTTE OUVRIÈRE SE DÉCIDE EN FAVEUR DE M. EYRAUD (P.S.)

Le mouvement trotskiste Lutte ouvrière annonce que son candidat à l'élection législative partielle de la Haute-Loire, M. Pélion, qui avait obtenu au premier tour de scrutin 1,50 % des suffrages, se décide en faveur de M. Eyraud (P.S.), qui avait recueilli 42,40 % des voix. M. Eyraud bénéficie également du désistement du candidat communiste M. Benoît.

De son côté, M. Bernard Lehl-doux, membre du secrétariat national des républicains indépendants, estime que le résultat du premier tour de l'élection législative partielle de Haute-Loire est « tout à fait satisfaisant ». Il s'agit d'une « circonscription difficile, arrachée de haute lutte à l'opposition en 1973 ».

Il ajoute : « A l'heure où les communistes politiques veulent absolument prouver au gain de 4 à 5 % pour l'opposition dans l'ensemble des circonscriptions, nous sommes contents d'avoir obtenu un tel résultat. Ce fait que la gauche n'a progressé que de 1 % au cours de ce scrutin. Cela montre clairement que lors d'élections générales, les majorités pourraient maintenir et même améliorer ses positions. »

### LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

#### Le Conseil constitutionnel juge irrecevable la demande de soixante-trois députés

Le Conseil constitutionnel a décidé, lundi 8 novembre, que la demande faite par soixante-trois députés de la majorité de l'Assemblée nationale de la conformité à la Constitution des dispositions de l'article 13 de la loi relative au développement de la prévention des accidents du travail n'est pas recevable.

Le Conseil constitutionnel fonde sa décision (publiée au Journal officiel du 9 novembre) sur le fait que « ne peuvent être déférés au Conseil constitutionnel que les textes qui, à la date à laquelle des parlementaires prennent l'initiative de saisir le Conseil, ont le caractère de loi, c'est-à-dire ceux qui, au terme de la procédure législative, ont été définitivement adoptés dans l'ensemble de leurs dispositions par les deux Chambres du Parlement ».

En effet, la demande d'examen de la conformité à la Constitution a été signée, le 30 octobre 1976, par soixante-trois députés appartenant à la majorité.

Le texte, objet de la demande, n'a été adopté définitivement par l'Assemblée nationale que le 27 octobre, et par le Sénat que le 28 octobre.

L'article 13 (ancien article 13) de la loi permet au tribunal de saisir la chambre de l'employeur tout ou partie des amendes d'un préposé reconnu coupable d'un accident du travail dû à l'irrespect des règles d'hygiène et de sécurité. Les députés signataires de cette requête avaient estimé qu'une pareille disposition contredisait formellement le principe de la personnalité de la responsabilité pénale et le principe de la responsabilité des peines, principes de droit libéral, ajoutaient-ils, qui sont exprimés à l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

M. Giscard d'Estaing recevra à déjeuner, mercredi 10 novembre, les ministres et secrétaires d'Etat républicains indépendants et centristes. Il s'agit, pour les R.I. de MM. Poniatowski, Pourcade, Bonnet, d'Orsaino, Taittinger, Cavallé, Dijoud, Soisson, Médécin, Ligot (qui appartient à M. C.N.P.) et de Mme Scrivener ; pour le C.D.S. de MM. Lecanuet, Baylot et Médusier. M. Barre, premier ministre, participera également à ce déjeuner. Le chancelier de l'Etat, qui a reçu le 22 septembre les ministres et secrétaires d'Etat radicaux, le 29 octobre les ministres républicains indépendants, et le 4 novembre les ministres et secrétaires d'Etat qui portent l'étiquette « majorité présidentielle », conviendra, en outre, la semaine prochaine, les ministres U.D.R. du gouvernement.



Opel City

IRMAN et CARO S.A.  
15, boulevard de la République  
ST-NAUR-74 885.42.40  
et 126, rue du Général de Gaulle  
CHÉTEL Tél. 207.45.37

bonne nuit !



EPEDA

matelas, sommiers, ensembles au nouveau centre CAPELOU

97, av. de la République (11<sup>e</sup>)  
Métro-Parmentier - 357.46.35  
livraison très rapide

(PUBLICITE)

TRIBUNE SOCIALISTE  
(hebdomadaire du P.S.U.) annonce

CE SOIR, 9 NOVEMBRE, à 20 h. 30  
MUTUALITÉ (24, rue Saint-Victor. — PARIS-5<sup>e</sup>)

“ PROGRAMME COMMUN ET AUTOGESTION ”

avec Victor LEDUC et Charles PIAGET  
Secrétaires nationaux du P.S.U.

GALA avec IMAGO  
Patrick FONT et Philippe VAL

## LE DÉBAT

### Tourisme : une contribution au redressement de la balance des échanges extérieurs

Lundi matin 8 novembre, sous la présidence de M. DU-COLONE (P.C.), l'Assemblée nationale examine le budget du tourisme (« le Monde » du 3 septembre 1976).

M. BONNET (radical de gauche), rapporteur spécial, constate la régression des crédits destinés aux opérations régionales d'aménagement touristique. Il s'agit, en particulier, de la diminution de la dotation de la mission Aquitaine.

Analysant les taux de départ en vacances, il constate de grandes distorsions entre classes d'âge, et surtout entre catégories socio-professionnelles.

M. BECAUT (réformateur), rapporteur pour avis de la commission de la production, relève l'effort patrimonial accompli en faveur du tourisme social, notamment en matière d'hébergement. Il se félicite de la progression du « tourisme vert ».

M. JACQUES MÉDECIN, secrétaire d'Etat au tourisme, observe que son budget, dans une période difficile, en augmentation de près de 30 %. Il poursuit : « Mon budget est conçu dans un esprit de meilleure justice sociale. Grâce aux efforts entrepris par le gouvernement, les Français partent en vacances de plus en plus nombreux : d'une année sur l'autre, nous constatons une augmentation de plus d'un million de Français. Ceci est un effort important, car il contribue à l'équilibre de la balance des échanges extérieurs. »

« En faveur du camping, d'abord, mode d'hébergement économique (...). Il s'agit de permettre la réalisation de plus de terrains par des procédures plus légères tout en intensifiant l'effort en faveur de la protection du milieu naturel (...). J'ai demandé à chaque préfet de désigner un « site de camping » qui sera l'endroit privilégié des usagers. Dans chaque département, la mise au point d'une « prime camping » est en cours.

« En faveur de la petite hôtellerie ensuite, où de nouvelles conditions d'accès à la prime d'équipement hôtelier ont été définies.

« En ce qui concerne le maintien du taux de la T.V.A. de 17,5 % sur la petite hôtellerie non classée, le secrétaire d'Etat fait remarquer que la plupart des hôtels de préfecture peuvent accéder au classement s'ils le souhaitent réellement.

Constatant que, si la balance touristique est encore excédentaire de quelque 700 millions de francs, cet excédent ne cesse de diminuer au fur et à mesure que notre pays s'enrichit, M. Médécin insiste sur la nécessité de rétablir l'équilibre de nos échanges extérieurs. Pour ce faire, son budget agit dans deux directions :

— Inciter les Français à découvrir leur pays ;

— Attirer vigoureusement les marchés étrangers. En 1977, le plus gros des efforts portera sur le marché américain.

Dans la discussion générale, M. MAURICE BLANC (P.S., S.F.V.), conteste la réalité de la progression du budget, cette dernière résultant, selon lui, du simple transfert de crédits d'un poste

Georges Maucou

éducation et sexualité

« A tous les éducateurs, à tous les parents... et même aux psychologues... on voudrait consacrer la lecture de ce livre. »

(Le Monde de l'éducation)

ARMAND COLIN

## Le monde des affaires en pays de connaissance.

Air France permet aux hommes d'affaires voyageurs vers l'étranger de gagner le temps nécessaire à s'adapter. Et leur rend, partout dans le monde, les services auxquels ils sont habitués.

● Réservations : Avion - Hôtel - Auto.

Les passagers qui désirent trouver à destination une voiture et une chambre d'hôtel peuvent, sur simple appel téléphonique, en faire la réservation en même temps que celle de leur billet d'avion.

● A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

● Arrivée : trouver à qui parler.

Partout dans le monde, les passagers d'Air France sont accueillis, dès l'arrivée, par un personnel parlant français. Toujours prêt à les renseigner et les aider.

● Service Affaires : le terrain préparé.

Le Service Affaires fonctionne dans les plus grands centres économiques mondiaux. Un interlocuteur désigné par Air France se met à la disposition des hommes d'affaires qui désirent obtenir des renseignements utiles sur les villes, des informations sur la vie économique du pays et une sélection d'adresses, notamment de bureaux de secrétariat et d'interprétariat.

● Club Service Plus : pour les grands voyageurs.

Destiné à ceux qui se déplacent sur Air France plus de 20 fois par an à l'étranger, le Club Service Plus offre aux hommes d'affaires des avantages qui leur permettent de voyager dans des conditions encore meilleures.

Pour mieux connaître le monde des affaires, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

سكينة الرحيل



## Défense : 1326 millions de francs supplémentaires d'autorisations de programme

Directeur : **PIERRE-BLOCH**  
E vient de paraître  
**OPTIONNEL**  
**LAZIS A L'ŒUVRE**  
LES ARTICLES DE :  
vénérable Père **RIQUET**  
**ROSENTHAL**  
sur les arts et les livres  
morts de la région parisienne.  
3 F.

Le 8 novembre à la Mutualité l'occasion de sa candidature à l'élection législative partielle du 10e arrondissement de Paris, Jean Piquet, directeur adjoint du Centre de documentation des courants marxistes, a été amené à répondre à une question sur la dissuasion nucléaire. Après avoir souligné l'absence de consensus au sein du personnel M. Eilenstein a indiqué que, dans la mesure où elle est nécessaire, la force nucléaire est nécessaire à la France.

A Le pays, a-t-il ajouté, a besoin d'une dissuasion nucléaire pour protéger son territoire et ses intérêts. Une condition cependant n'est pas nécessaire. Cette dissuasion n'est que « tous azimuts » et permet d'assurer réellement, et non seulement, l'indépendance du territoire.

Cette prise de position ayant suscité des mouvements divers dans le public, M. René Piquet, a émis deux suggestions : la première, d'inviter le nom du secrétaire du P.C.F. a rappelé à l'heure actuelle la position sur la formation « est négative ».

**LE DROIT DE VIVRE** —  
40, rue de Paradis 75010 PARIS  
Le numéro de NOVEMBRE

**NUMÉRO EXC**

**LES FAUSSAIRES N**

Louis de VILLEFOSSE, R  
Bernard LEFORT - G  
et les chroniques habituelles  
En vente dans les drogueries, aér  
Le numéro

« Vous nous avez dit que vous comptiez en 1978 de 450 millions de francs de crédits dont vous n'avez besoin qu'en 1978 (...). Nous n'avons pas bien compris que, cherchant des crédits de paiement, vous déclariez disposer de 450 millions ! Nous avons compris que vous n'avez pas besoin de crédits immédiats, par l'Alphabète fédérale, d'une somme de 450 millions de francs correspondant à des commandes d'Alphabète, la réglementation budgétaire allemande de permettant un tel règlement d'une commande, nous avons compris que les crédits allemands viennent ainsi en secours du budget français », M. BIGNON (U.D.R., Somme) se félicite « de ces conséquences bénéfiques des mesures prises pour

40, rue de Paradis 75010 PARIS - Directeur : PIERRE-BLOCH  
Le numéro de NOVEMBRE vient de paraître

**NUMÉRO EXCEPTIONNEL**

**LES FAUSSAIRES NAZIS A L'ŒUVRE**

LES ARTICLES DE :  
**Louis de VILLEFOSSE, Révérend Père RIQUET**  
**Bernard LEFORT - Gérard ROSENTHAL**  
et les chroniques habituelles sur les arts et les livres

En vente dans les drugstores, aéroports de la région parisienne.  
Le numéro 3 F.

Vous aimez la peinture.  
Voici l'ouvrage permettant de mieux la comprendre.



Paul Robert présente  
**le Dictionnaire Universel de la Peinture.**  
(6 volumes, 3 000 pages, 2 700 reproductions en couleurs).

**Un dictionnaire qui n'existait pas.**

Paul Robert vous propose une formule inédite permettant à chacun d'étendre et d'approfondir sa connaissance de la peinture.

Dans cet ouvrage d'un type nouveau, à la fois dictionnaire et livre d'art, figurent les peintres et leurs œuvres, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours : 3 500 articles classés par ordre alphabétique, 2 700 reproductions de grand format, en couleurs.

**Une somme de la peinture.**

Pour la première fois sous la forme d'un dictionnaire se trouvent réunis une abondante source d'informations, un traitement

original et une très riche iconographie constituant une indispensable synthèse.

Parce qu'il n'est pas d'art sans technique, ce livre initiera le lecteur aux procédés fondamentaux de la peinture : détrempe, clair-obscur, sfumato, collage, dripping... Il fera mieux comprendre comment ont évolué les techniques depuis les origines.

**Un ouvrage de référence.**

Un système de renvois permet de situer tout ce qui concerne l'artiste et ses œuvres et de reconstituer, à partir d'un seul article, l'histoire d'un mouvement ou d'une école.

De nombreux articles consacrés aux musées du monde en répertorient les principales richesses.

**Un ouvrage contemporain.**

Le Dictionnaire Universel de la Peinture ne s'arrête pas aux impressionnistes. Il analyse avec la même précision le Pop-Art, le Nouveau Réalisme ou l'Art Conceptuel. Le Dictionnaire Universel de la Peinture : pour la première fois toute la peinture du monde entier en 6 volumes.

**Le Dictionnaire Universel de la Peinture a obtenu un Aigle d'Argent au Festival International du Livre de Nice.**



**Bon de documentation gratuite.**

PR

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète et en couleurs sur le Dictionnaire Universel de la Peinture.

M., Mme, Mlle \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Découpez ou recopiez ce bon et retournez-le dès aujourd'hui, sans affranchir à :

SNL LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75011 Paris

**Avec la sortie du Tome VI en juillet 1976, le Dictionnaire Universel de la Peinture est désormais complet.**  
En vente également en librairie.

صكرا من الامل



## ANNIVERSAIRE

### IL Y A SIX ANS MOURAIT LE GÉNÉRAL DE GAULLE

#### Gaullisme 76

(Suite de la première page.)

Le général de Gaulle avait de la France « une certaine idée ». Il faut entendre par là qu'il estimait que la France n'était elle-même que dans l'affirmation de sa personnalité singulière. De la maîtrise incontestée de son destin à l'affirmation d'une mission à sa mesure, à l'intérieur comme à l'extérieur du monde occidental, d'une ardeur volontaire de bien tenir son rang au constant souci d'approfondir les conditions de la dignité humaine, d'une inébranlable résolution à assurer la promotion de ses intérêts au respect des principes qui définissent les relations entre les États, la valeur de la France vient d'une conception de sa place et de son activité particulière dans la communauté des nations.

Dès lors, le devoir des Français, et au premier rang de ceux qui ont la charge de les gouverner, est de faire en sorte que les moyens de cette « certaine idée » soient rassemblés. Institutions, développement économique, unité sociale, éducation, défense, diplomatie : toute la structure de la vie nationale doit être inspirée de cette conception, en dehors de laquelle la personne France est égarée, diminuée, piétinée, car la France est entourée de voisins et de partenaires qui, tous, grands ou moins grands, n'ont cessé de manifester le désir que la France conserve son particularisme, c'est-à-dire sa liberté de penser et d'agir.

Bien des hommes politiques qui font, si volontiers, de nos jours, référence au général de Gaulle ne suivent pas cette démarche. Ils considèrent, d'abord, les moyens de l'action : formations politiques, syndicats, organisations professionnelles, journaux, sans omettre les statistiques des naissances ou des investissements et le comportement quotidien des Français. Ils abaissent l'idée de la France et la conception de la politique française à l'état de ces moyens. Ils n'hésitent pas, les uns par contentement, d'autres par ignorance, d'autres encore par ambition, à déformer ou à laisser se déformer la qualité de ces moyens. Après quoi, levant les bras au ciel, ils disent : on ne peut faire mieux. Pensés sur les sondages d'opinion avec une considération qu'ils n'accordent pas aux exigences éternelles de la nation, ils ajoutent : les Français ne nous suivent pas !

Entre les deux approches il y a un abîme. Cet abîme est approfondi selon l'appréhension que l'on porte sur l'histoire internationale de la France.

Le général de Gaulle évoquait parfois la puissance française des siècles passés. Il mesurait ce qu'il n'y avait pas de France qui n'aurait pas souffert de sa dégradation démographique du dix-neuvième siècle, ni des pertes terribles de la première guerre mondiale. Le monde d'aujourd'hui est-il dominé par des puissances auxquelles la France ne peut comparer ses moyens ? Le monde est-il entraîné ou déchiré par des idéologies auxquelles la France demeure étrangère ? Le monde est-il inspiré par des sociétés multinationales ou des préoccupations matérielles qui ne sont pas dans la nature des choses ou des intérêts de la France ? Le patrie doit s'affirmer, marquer sa fierté, en un mot comme en cent, renforcer sa susceptibilité pour tout ce qui concerne son indépendance. Le réalisme du général de Gaulle, c'est-à-dire l'acceptation d'évolutions inéluctables, n'avait de

sens à ses yeux que par le renforcement de la personnalité française, réalité fondamentale, réalité première.

L'autre démarche, quel que soit le vocabulaire employé, est d'une tout autre nature. Elle prend sa source dans une régression au rôle mineur de la France. Nous serions, de ce fait, condamnés au renoncement par alignement sur une grande puissance, ou par intégration dans un méli-mélo européen, à un repli sur des problèmes secondaires. Ce renoncement et ce repli laissent à d'autres le soin des grandes affaires du monde, voire notre diplomatie et notre défense, l'autonomie de notre science et de notre industrie. Considérer les forces qui exercent leur influence dans notre univers, États dominants, idéologies, sociétés multinationales, comme des puissances qui condamnent la France au rôle de servante, quelles que puissent être les bonnes intentions, est à l'opposé de la conception exprimée, et enseignée par le général de Gaulle.

La situation intérieure est difficile : la natalité baisse ; l'inflation continue ; dans tous les domaines l'ampleur des tendances à sacrifier l'avenir au présent. À l'extérieur, la pression des super-puissances se fait forte, et l'idéologie de la supranationalité, mortelle pour la France, se déchaîne. Il convient de parler au Français de la France et de sa grandeur, condition de leurs libertés et de leur fierté. Voilà ce qu'il ne faut jamais oublier et que feraient bien de méditer ceux qui d'un cœur honnête font appel à la mémoire ou à l'exemple du général de Gaulle.

En vérité, qui peut en parler à l'époque où nous vivons ? Du côté de la majorité, des illusions trop longtemps maintenues et surtout une tragique hésitation à assumer l'État, c'est-à-dire la souveraineté de la nation. Du côté de l'opposition, un compromis entre idéologies discordantes qui traduit un programme commun à l'indifférence de la France. Tel et tel, une combinaison de préoccupations immédiates et de rêves impossibles — où est l'honnêteté, où est l'honneur de la politique ? La seule attitude qu'approuverait, me semble-t-il, le général de Gaulle serait de dominer les comportements actuels des partis et de leurs dirigeants afin de travailler à l'urgence salutaire de la République, par le retour à une certaine idée de la France, expliquée aux Français — dans leur intérêt et dans l'intérêt de leurs enfants. Que cette idée de la France appelle à un refus de la facilité et des indulgences, nous oriente vers l'effort, un immense et noble effort, qui cessait de douter ?

MICHEL DEBRÉ

#### La foule dans le désert

La route de ceux qui sont restés attachés aux principes de la philosophie politique du général de Gaulle a traversé de vastes solitudes. La petite caravane ne doit d'avoir survécu qu'à une foi profonde et à une obstination solide. Elle débouche aujourd'hui sur une place grouillante d'un monde en dispute de la pensée du fondateur de la V<sup>e</sup> République.

Les baladins racontent leur voyage en jurant que, s'ils ont marché vers le nord, c'était pour aller plus étroitement vers le sud, et que, s'ils ont suivi des piliers et participé à leurs mauvais coups, c'était pour mieux leur montrer le droit chemin.

Nul doute que le général se réjouirait de constater qu'il ne s'était pas trompé en président que tout Français, qui ne l'avait pas été, serait gaulliste un jour.

Malgré notre allégresse devant tant de signes ralliement, comment oublier les combats menés contre l'entrée au gouvernement des atlantistes, pour la défense du Marché commun face à l'ingérence destructrice de la Grande-Bretagne, contre la tentative de modification de la durée du mandat présidentiel, pour la poursuite de l'effort en matière d'armement nucléaire, contre la remise au Parlement du droit de désigner les candidats à la prési-

dence de la République, pour le refus d'une évolution de nos institutions vers un régime présidentiel et, en ce moment même, contre la mise en place d'une assemblée européenne supranationale. Et comment ne pas déplorer l'immobilisme social et l'abandon du grand espoir de la participation.

Notre joie est donc légèrement ternie par une crainte : celle de retrouver certains de ces enthousiastes embusqués derrière le premier rocher du chemin.

Quoi qu'il en soit, n'est-il pas significatif que la foule se dispute aujourd'hui à qui aura le plus de titres à la fidélité ?

Plus de sept années après le départ du général de Gaulle, l'invocation de son nom est considérée comme un atout électoral ; c'est assez dire la valeur et la force de sa pensée.

À chaque anniversaire, les analystes s'interrogent, et je ne doute pas qu'ils constateront avec nous que le gaullisme a fait plus que survivre à de Gaulle : la comparaison l'a développé, le regret l'a grandi, en France, et dans le monde, il occupe une place privilégiée dans l'esprit des hommes.

PIERRE LEFRANC

#### Témoignages et manifestations

● M. YVES GUENNA, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à la Lettre de la Libération, l'Association des Français libres et l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle. Deux messes sont célébrées dans la matinée à Colombey-les-Deux-Églises. Une messe devait être dite, à 8 heures, à Saint-Louis des Français, à l'initiative de l'Institut Charles-de-Gaulle. D'autre part, une délégation de l'Association des gaullistes de Lorraine se rend à pied de Domrémy-la-Pucelle à Colombey-les-Deux-Églises (environ 80 kilomètres).

En marge des manifestations officielles, une exposition « De Gaulle par les livres », rassemblant quelques six cents ouvrages en français et en langues étrangères, consacrés à la vie et à l'œuvre de l'ancien président de la République, est ouverte jusqu'au 10 novembre à la Librairie Juillard, 228, boulevard Saint-Germain.

● M. MESSMER, ancien premier ministre, président de l'Association Présence du gaullisme, a déclaré : « En ce 9 novembre, nos souvenirs, notre affection se porteront vers le général de Gaulle, et nous affirmerons notre volonté de lui rester fidèles en servant la France. L'avenir est à bien. Les temps où nous entrions ne seront pas faciles. Que nos paroles, nos actions, montrent que le gaullisme est particulièrement rigoureux dans les temps difficiles. »

● M. JOBERT, fondateur du Mouvement des démocrates, écrit dans une « tribune libre » du journal Sud-Ouest : « Charles de Gaulle est une ombre libre qui échappe aux fils et ne cessera de visiter l'avenir. (...) Son privilège est d'ignorer souverainement les barrières, de se moquer des entraves dérisoires par lesquelles des mains infantiles et peu nettes voudraient la saisir, et de retrouver sa forme familière dans le regard de quiconque. N'appartenant à personne, elle appartient à tous. »

Robert Cresswell

éléments d'ethnologie

ARMAND COLIN

PROFITEZ EN !!!  
AVANT EPUISEMENT DES STOCKS  
**DES PRIX QUE VOUS NE REVERREZ PLUS**  
**MONDIAL MOQUETTE**

SUPER VELOURS

disponibles en six magnifiques coloris

**29** F le M<sup>2</sup>

Gde LARGEUR

MOQUETTE BOUCLEE

**15** F le M<sup>2</sup>

GRANDE LARGEUR

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

MOQUETTE DECOREE

ICI EN OFFRE une qualité exceptionnelle à un PRIX TRÈS BAS

**39** F le M<sup>2</sup>

IMBATTABLE à Qualité égale DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

FINS de SERIE

Gde LARGEUR

**22,50** F le M<sup>2</sup>

STOCK LIMITE

Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.

**MONDIAL MOQUETTE**  
PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-38.  
PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd de La Villette. M<sup>o</sup> Colonel Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203-00-79.  
COIGNIERES (N 10) : pres Trappes, route du Pont d'Aulneau. Tél. : 451-70-12.  
SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-82-93.  
Lacroix, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77.  
PARIS 18<sup>e</sup> : 114 rue DAMREMONT. Tél. : 606.05.73.

OUVERT JEUDI 11 NOVEMBRE TOUTE LA JOURNÉE

Pour les problèmes de transports exceptionnels faites appel à

**Tirrenia cargo**

n° 1 du fret en méditerranée parce que plus que jamais les temps sont à l'économie et à la rapidité

— 5 escavatrices sur chenilles de 55 tonnes chacune, 13 m de long, 4 m de large, 4 m de haut, transportées de Marseille au sud de l'Italie.  
— 2 presses pour voitures posées sur remorques spéciales l'ensemble pesant 130 tonnes. Destination : Afrique du Nord.

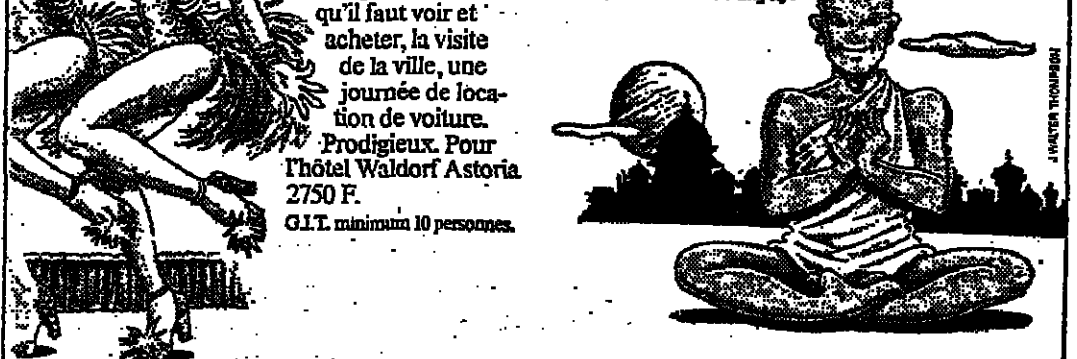
Ces 2 exemples vous permettront de vous faire une opinion précise des possibilités exceptionnelles offertes par TIRRENIA CARGO, numéro 1 du fret en méditerranée grâce à ses cargos Ro/Ro de très grandes capacités et son expérience peu commune acquise auprès de la sidérurgie.

« Impossible n'est pas TIRRENIA CARGO »  
Recherchez-vous à faire transporter :  
— des poids lourds avec remorques ou conteneurs ?  
— des marchandises dangereuses ?  
— des liquides ?  
— des véhicules réfrigérés ?  
Nos bateaux disposent d'installations complètes et de prises de courant réparties de partout. Même si vous n'expédiez que de petits chargements, nos transitaires vous proposeront pour répondre à vos besoins des formules économiques comme celle du « service spécial Groupage ».

Perdre son âme à Broadway ? Ou la retrouver à Kathmandou ?

UNE SEMAINE A NEW YORK. HOTEL COMPRIS : 2220 F.

Ce prix comprend : le voyage aller-retour, départ Paris, votre chambre double avec salle de bains à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodiges. Pour l'hôtel Waldorf Astoria 2750 F. G.T.T. minimum 10 personnes.



Pour vous décider, un agent de voyages et la brochure Vacances Fabuleuses

**PAN AM.**  
Pan Am Paris. 1 rue Scribe, tél. 266.45.45.

LES JOURNÉES SONT PEUT-ÊTRE TRISTES... mais les nuits sont gaies. Gault et Millau vous offrent rendez-vous avec ces nuits et les jours qui suivent. En 1976, vous avez un bon souvenir quand tout est fermé. Ne riez pas. Le Nouveau Guide Gault-Millau de novembre. En vente chez tous les marchands de journaux.

**Opel Rekord**  
Essence ou Diesel

PARIS AUTO S.A.  
41-43, rue de Valenciennes  
PARIS 10<sup>e</sup> tél. 250.43.00.

## JUSTICE

### L'attentat contre un diplomate iranien

#### L'avocat des inculpés pense que la police compromet le travail du magistrat

M. Guy Floch, chargé d'instruire la tentative d'assassinat du diplomate iranien M. Homaïoun Keykavousi, blessé de plusieurs balles le 2 novembre devant son domicile parisien, 19, rue des Batignolles (le Monde du 4 novembre) a ordonné une expertise balistique. Celle-ci est destinée à établir si le projectile de calibre 7,65 mm qui a blessé le brigadier Jacques Cochet lors de l'agression provient de la même arme que celle qui a été utilisée lors de « deux opérations précédentes » : l'assassinat de l'ambassadeur de Bolivie à Paris, le général Joaquín Zenleno Anaya, le 11 mai 1976, et l'attentat contre le capitaine Bartholomée Garcia Plata-Valle, attaché militaire adjoint de l'ambassade d'Espagne le 8 octobre 1975.

Un communiqué reçu par l'A.P.P. d'un groupe s'intitulant « Brigades internationales » — qui n'a évidemment aucun rapport avec les brigades qui se sont créées au moment de la guerre civile espagnole en faveur des Républicains — indique que les deux Iraniens inculpés de tentative d'assassinat volontaire, MM. Mohamed Reza Tahbiri et Nader Oskoui « sont totalement étrangers à cette entreprise ». Le communiqué affirme que ces « brigades » représentent « un groupe de révolutionnaires français ».

D'autre part, après les interpellations qui avaient été opérées dans les milieux iraniens de Paris, quatre d'entre eux ont été expulsés le 8 novembre de France vers Francfort. L'Allemagne fédérale, puis la Suisse leur ayant refusé le droit d'asile, les quatre Iraniens, trois hommes, Behrouz, Arash, Shadman et Gholam, et une femme, Zohreh Kardeh, tous deux domiciliés à Paris, et Rohabeh Oskoui, épouse de l'un des inculpés, domiciliée à Los Angeles (Etats-Unis) ont été dirigés vers la Suède où ils se trouvent actuellement.

Ces quatre Iraniens expulsés étaient en compagnie des deux inculpés mercredi matin 3 novembre, 119, avenue Félix-Faure, à Paris-16, domicile de trois d'entre eux, quand ils ont été interpellés à l'aube par la police. Les avocats de MM. Reza Tahbiri et Oskoui, M<sup>rs</sup> Thierry Mignon, Jean-Paul Mignard et Michèle Beauvillard, s'étonnent de la rapidité avec laquelle la police a expulsé « des principaux témoins à décharge », ce qui constitue, selon eux, « une entrave au fonctionnement de la justice ». M<sup>rs</sup> Mignon se demande d'autre part pourquoi ne figure pas au dossier le résultat d'un

test à la paraffine, alors que la police avait fait connaître qu'il avait été pratiqué.

Dans les milieux iraniens de la capitale, on affirme que M. Keykavousi figurait sur une liste de la Savak (police secrète iranienne) dérobée le 1<sup>er</sup> juin dernier au consulat d'Iran à Genève et qui a été publiée par plusieurs journaux.

### INTOXICATIONS A LA PRISON DE LA SANTÉ

Plusieurs détenus de la maison d'arrêt de la Santé à Paris ont été, depuis le 6 novembre, victimes d'une intoxication dont l'origine reste encore indéterminée. Ce mardi 9 novembre, selon les services du ministère de la Justice, une trentaine de détenus, souffrant d'accès de fièvre et de troubles digestifs, sont placés sous surveillance médicale. Six d'entre eux ont été transférés à l'hôpital des prisons de Fresnes, non qu'ils soient gravement atteints, précise-t-on, mais afin que les examens médicaux puissent être poursuivis et permettent de déceler l'origine de ces indispositions.

Déjà, des examens ont été effectués, lundi 8 novembre, par l'inspection générale de la protection sanitaire à la préfecture de police de Paris. Les médecins ont constaté que, sur les trente détenus actuellement admis à l'infirmerie, seize étaient atteints de grippe.

Selon des chiffres non officiels, une centaine d'autres détenus souffriraient également, mais à un degré moindre, de troubles digestifs accompagnés de fièvre, ainsi que plusieurs fonctionnaires appartenant au personnel de surveillance.

### Le tribunal de Paris ordonne la destruction d'un film pornographique autorisé par la censure

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacques Henon, estime qu'elle n'a pas à tenir compte des autorisations accordées par le secrétariat d'Etat à la culture sur avis de la commission de contrôle à la sortie des films.

Elle a infligé lundi 8 novembre des amendes de 5 000 à 500 francs au producteur, au distributeur, au scénariste, à la chef monteuse et

à la principale interprète du film pornographique *« Les yeux »*, dont elle a ordonné la destruction, bien que celui-ci ait obtenu le visa ministériel le classant dans la catégorie X (projection dans les salles spécialisées, interdit aux moins de dix-huit ans, surimpression, privation de l'aide de l'Etat).

Les deux associations familiales qui avaient déposé l'action au parquet ont obtenu le franc de dommages et intérêts qu'elles réclamaient.

Le long jugement de principe rendu dans cette affaire déclare notamment : « (...) Le pouvoir administratif demeure séparé de l'autorité judiciaire. S'il appartient au premier de définir, dans le cadre de ses attributions, les conditions dans lesquelles les films pornographiques doivent être exploités, il incombe à la seconde de juger, à partir des faits qui lui sont soumis, les films constitutifs du délit d'outrage aux bonnes mœurs tel qu'il est prévu et réprimé par l'article 233 du code pénal. »

### Les libertins et les marchands

Le tribunal observe : « (...) Le pouvoir critique et la liberté d'expression n'ont rien à voir dans cet étalage désordonné de surimpressions provocantes qui constituent autant d'incitations à la débauche et à la débauche. Seul le profit motive, comme certains l'ont admis, la réalisation de cette opération (...). »

Précisément, le succès de tels films ne démontre-t-il pas que ceux-ci, étant donnée l'évolution des mœurs, « n'outragent » pas ceux qui fréquentent les « salles X » ? La sentence affirme : « (...) L'état de la société contemporaine ne se mesure pas seulement au nombre de faibles occupés dans les salles de spectacle ni aux chiffres d'affaires des sex-shops. Le public de libertins ou d'intellectuels blasés qui les fréquente pour le plus grand bénéfice des marchands sans scrupules ne saurait représenter la moyenne de la population (...). »

Le caractère irrémédiable de la décision prise est, d'une certaine façon, aussi choquant que le film lui-même. Si une décision définitive devait être prise, une simple confiscation pourrait y pourvoir. Le 21 février 1972, le tribunal de Tours avait, de la même manière, ordonné la destruction d'un tableau pornographique et la confiscation de neuf autres toiles au profit de l'Etat. Moins présumptueuse quant à l'avenir, la cour d'Orléans, au mois de juillet suivant, avait renoncé à la destruction au profit d'une simple confiscation. — Ph. B.]

### A Versailles

#### UN MÉDECIN EST CONDAMNÉ POUR NON-ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER

La septième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles, qui présidait Mme Jacqueline Cochard, a condamné, lundi 8 novembre, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 francs d'amende le docteur Roger Moles, cinquante-trois ans, poursuivi pour non-assistance à personne en danger.

De garde, dans la nuit du 11 au 12 mai 1974, le docteur Moles était absent de son cabinet, puis, enfin alerté par le fils d'un malade, avait jugé inutile de se rendre au chevet de ce dernier, sans savoir, M. Henri Bourdin, quatre-vingt-huit ans, devait décider d'un infarctus. Au cours de l'audience, le 25 octobre, le médecin avait expliqué que, invité à aller chez ses beaux-parents, il avait branché un répondeur automatique, mais cet appareil ne fonctionnait pas.

Alerté par téléphone par le commissariat, à qui il avait laissé son numéro, le médecin n'avait d'abord pu trouver le domicile du malade, faute d'avoir retenu correctement le nom. Finalement, il avait été accueilli dans la rue par le fils de M. Bourdin. Mais le docteur Moles avait refusé de monter dans l'appartement pour examiner le malade. « D'après les explications du fils, j'avais deviné qu'il s'agissait d'un infarctus massif et qu'il n'y avait plus rien à faire », devait dire le praticien.

De nouvelles infractions fiscales sont imputées au chanteur Charles Aznavour. Une nouvelle information a été ouverte contre M. Charles Aznavour par la section financière du parquet de Versailles, sur plainte de l'administration des finances. Le dossier a été confié à M. Freddy Faucel, doyen des juges d'instruction, qui avait déjà inculpé l'artiste le 12 avril 1975 pour infraction à la législation sur les changes et infraction douanière (la date de ce premier procès sera fixée en audience le 10 novembre. Le dossier fait apparaître que le chanteur a étudié en 1972 et 1973 le paiement de plus de 3 millions de francs d'impôt. Son nombre de recettes de gains de plus-values immobilières et de cachets divers ne figuraient pas sur les revenus déclarés.

### M. DE VATHAIRE RÉTRACTE SES ACCUSATIONS CONTRE DES FONCTIONNAIRES DES IMPÔTS

M. Hervé de Vathaire, assisté de M<sup>rs</sup> Marcel Cecaldi, a été interrogé lundi 8 novembre par M. François Petot, juge d'instruction.

L'inculpé a profité de cette occasion pour rétracter les accusations qu'il avait formulées dans son manuscrit de seize pages, rédigé le 8 juillet, à l'encontre de deux fonctionnaires des impôts, MM. Marcel Tixier et Roger Fallon, à propos des fraudes fiscales imputées à M. Dassault (le Monde du 19 octobre 1976). Il aurait même ajouté que l'enquête administrative relative au comportement de ces deux fonctionnaires ferait justice de tous les soupçons pesant sur eux.

MM. Tixier et Fallon, dès que leurs noms avaient été prononcés, avaient porté plainte contre X, pour diffamation. M. Hubert Pinasseau, juge d'instruction, les avait entendus à ce sujet vendredi 5 novembre.

M. Petot, de son côté, a demandé lundi à M. de Vathaire des explications, au sujet des sommes qu'il a pu donner à Mlle Bernadette Roels, son amie, avant le 6 juillet, date à laquelle il a prélevé les 8 millions sur le compte de M. Marcel Dassault.

M. Cecaldi aurait, pour sa part, l'intention de demander au magistrat de faire des vérifications sur le voyage de dix jours en Floride que son client dit avoir effectué en compagnie de sa maîtresse, de M<sup>rs</sup> Jean Kay et de l'amie de celui-ci, Mlle Danièle Marquet. L'enquête n'a pas déterminé comment les quatre voyageurs, et notamment Jean Kay, ont obtenu leur visa d'entrée aux Etats-Unis, a souligné l'avocat.

(Publité)  
Un livre explosif



« L'imposture de l'art moderne industrialisé » par la cote au mètre de signature (une fausse monnaie d'infatigable). La persécution des artistes révisée par la plume Guayana contre X.  
N.E.L., 1, rue Palatine - 25 FR.

## Ligne 13 CAP AU SUD

Un nouvel axe Nord-Sud :

Aujourd'hui 9 novembre,

il y a du nouveau dans le métro. La ligne 13 et la ligne 14 se rejoignent entre les stations Champs-Élysées-Clémenceau et Invalides. C'est la nouvelle ligne 13.

Aujourd'hui, vous pouvez traverser Paris d'une seule traite. De Saint-Denis-Basilique (tout au nord) à Châtillon-Montrouge (tout au sud), en ligne directe. Paris est à vous.

Le métro change. Vous pouvez changer plus facilement :

La nouvelle ligne 13 est

en correspondance avec 9 autres lignes de métro.

Dès maintenant, vous pouvez choisir votre nouvel itinéraire.

Il vous évitera certains changements, il vous fera gagner du temps.

Cap au Sud :

La nouvelle ligne 13 grandit encore au sud. De 3 nouvelles stations :

Malakoff-Plateau de Vanves, Malakoff-Rue Étienne Dolet et

Châtillon-Montrouge. Avec un

simple ticket de métro (ou la carte orange

valable pour la zone 2),

vous pouvez maintenant aller

très simplement tout au sud.

Et en revenir aussi vite.

Chose due, chose faite.

Aujourd'hui,

il se passe

quelque chose

dans le métro.



RATP

Il y a du nouveau dans le métro.

صكنا من الامل



## ÉDUCATION

### LES SUITES DE LA «DÉSECTORISATION» DE NANTERRE

#### La nouvelle U.E.R. de droit de Malakoff doit ouvrir ses portes le 15 novembre

La rentrée dans la nouvelle unité d'enseignement et de recherche de droit, créée à l'université Paris-V-René-Descartes, doit se faire le lundi 15 novembre pour les cours magistraux et à partir du lundi 22 pour les travaux dirigés et pratiques. Tous les enseignants des premier et deuxième cycles doivent reprendre avant le 15 décembre. Quarante enseignants au maximum sont attendus en première année. Pour les trois années suivantes, les responsables comptent sur quatre cents transférés en provenance de Paris-X-Nanterre. La plupart des enseignants doivent avoir lieu à Malakoff (Hauts-de-Seine), contrairement à ce qui avait été envisagé au début du mois dernier, et à ce que nous avions indiqué dans le Monde du 21 octobre : seuls trois diplômes d'études approfondies (D.E.A.) (droit public, privé, des affaires) doivent se dérouler à la Sorbonne.

La polémique continue entre les enseignants qui souhaitent venir à Paris-V et ceux qui veulent rester à Nanterre. Le 14 octobre, M. Robert Mandron, administrateur provisoire de l'U.E.R. de droit de Paris-X avait invité les étudiants de droit des deux universités à se réunir à Malakoff pour discuter de la situation.

sur les dates de rentrée des deux U.E.R. Les responsables de l'association des professeurs, maîtres de conférences et maîtres-assistants de droit, qui vont à Paris-V, ont répondu en assurant de leur compréhension les étudiants soucieux d'un travail sérieux et de diplômes de valeur qui souhaitent s'inscrire dans une autre université. Le président de l'université Paris-X, M. Jean-Marie Verdier, a réagi contre « des propos intolérants et en certains cas tendancieux » tenus pour inciter les étudiants de Nanterre à quitter cet établissement pour aller à Paris-V. L'association des assistants en droit a protesté contre « les actions provocatrices d'une minorité d'enseignants » et en dénonçant même des tentatives de sabotage des examens.

## Libres opinions

### Pourquoi nous quittons Nanterre

par PHILIPPE ARDANT (\*)

Aucun moment dans les nombreux articles consacrés aux études de droit à l'université de Paris-X Nanterre on ne s'est intéressé sur les raisons qui poussent les enseignants et les étudiants en droit à quitter cette université. Pourtant la question essentielle est bien là, avant celle des modalités de ce départ et de l'accueil des partants.

Pourquoi quitte-t-on Nanterre ? La raison en est toute simple : parce qu'il est de plus en plus difficile, et qu'il devient même impossible, d'y travailler sérieusement et régulièrement. On en juge : depuis dix ans, chaque printemps a connu sa grève, qualifiée par les uns de sociologique, par les autres de folklorique, qui, pendant une quinzaine de jours ou trois semaines, parfois plus, permettait aux étudiants amateurs d'assemblées générales enfiévrées de satisfaire leur passion et aux autres d'aller tranquillement aux sports d'hiver. L'année universitaire était déjà ainsi abrégée par rapport à d'autres universités, mais la situation n'était pas encore catastrophique.

Ces deux dernières années, les choses se sont aggravées et le travail a été compromis : en 1974-1975, la grève a occupé le quart de l'année universitaire ; l'an dernier, un semestre, soit la moitié de l'année, a été perdu. En même temps, un laxisme inquiétant est apparu lors de la délivrance des diplômes : l'université proposait, sans rita, de remplacer le contrôle continu — qui, par définition, doit chaque semaine aider l'étudiant dans son travail et vérifier les résultats — par un unique devoir écrit fait par l'étudiant chez lui ; des enseignants faisaient savoir qu'ils n'interrogent pas l'examen que sur ce qui avait été traité avant la grève, c'est-à-dire, l'an dernier, sur moins de la moitié du programme.

Ainsi le climat des relations s'est-il agité à l'intérieur de l'U.E.R. de droit : les uns s'efforçant de faire malgré tout leur métier, les autres prétendant subordonner l'enseignement et la pédagogie aux nécessités de leur action politique. Accusations et anathèmes ont pourri les rapports entre les hommes, certains sont interdits de séjour à l'université et les réunions les plus anodines sont menacées de voir apparaître une bande de perturbateurs qui s'opposent pendant plusieurs heures à tout débat, comme au départ des participants. Quelle saine conception de l'université et de la conscience professionnelle ! Il faut avoir pour reprocher à des professeurs et à des étudiants de vouloir, dans ces conditions, s'en aller pour trouver enfin un endroit où travailler. Le départ ne va d'ailleurs pas sans regret chez beaucoup, qui avaient cru en Nanterre, qui pensaient que les choses allaient changer de son campus et les possibilités de coopération entre enseignants de spécialisations différentes, étaient les gages d'un avenir passionnant.

Mais là encore, il a fallu déchanter : les locaux se sont dégradés. Affiches, graffiti, déprédations, créent un environnement affligeant, dans lequel on ne demande parfois comment de Français accepteraient de travailler. La pluridisciplinarité elle-même a tourné court : le nombre des étudiants en droit qui suivent des enseignements en lettres n'est pas plus grand qu'autrefois, et on ne peut manquer d'être sceptique sur l'intérêt de cette ouverture et sur ses mobiles quand on considère le thème des cours choisis et le niveau élevé des notes obtenues. Faut-il ajouter qu'aucun professeur de droit n'a jamais été invité à collaborer avec une U.E.R. de lettres ?

Nanterre, Nanterre-droit, tout au moins, est un échec. Il faut en tirer la leçon. Faute de pouvoir sur place reprendre le problème à la base, vingt-quatre enseignants et de nombreux étudiants, venant — contrairement à l'idée que l'on cherche à accorder — de tous les horizons sociaux et politiques, croient être fidèles à leur conception de l'université en choisissant d'aller ailleurs, là où ils auront la possibilité de travailler.

(\*) Professeur de droit public à l'université de Nanterre.

### Les difficultés de l'éducation physique

#### MÉCONTENTEMENT DANS LE VAL-D'OISE ET LES PAYS DE LOIRE

Une délegation d'enseignants et de parents d'élèves (délégués Cornet et Lagarde) des C.E.S. Galois et Lurcat de Sarcelles (Val-d'Oise) s'est présentée à la direction régionale de la jeunesse et des sports pour réclamer le remplacement des deux professeurs d'éducation physique actuellement en congé. Il lui a été expliqué que, faute de crédits, des remplacements ne pouvaient être envisagés avant 1977.

Notre correspondant à Nantes nous indique, d'autre part, que le 8 novembre, une délégation de parents d'élèves et d'enseignants de la Loire-Atlantique, de la Sarthe et de Maine-et-Loire ont occupé les locaux de la direction régionale de la jeunesse et des sports, à Nantes, pour protester contre la suspension de service d'une douzaine de maîtres auxiliaires recrutés en septembre pour effectuer les suppléances des professeurs d'éducation physique titulaires. Faute de crédits, la direction régionale de Nantes a dû, le 19 octobre, mettre fin au service de ces remplaçants.

### Les effectifs des classes maternelles

#### SERRER AVANT DE DESSERRER

Le seuil d'ouverture des classes maternelles à la rentrée 1976 a été officiellement fixé à trente-cinq élèves inscrits par une circulaire de mai dernier. À condition que des locaux existent, que les municipalités engagent le personnel de service nécessaire et que les enseignants titulaires soient disponibles, les maîtres qualifiés. Ce texte est alors pour effet immédiat de faire répondre le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) à un mois d'ordre de grève. En même temps, le ministre de l'éducation indiquait que l'application du « plan de développement » des écoles maternelles s'achèverait à la rentrée de 1979.

Une nouvelle circulaire (publiée au « Bulletin officiel » du ministère de l'éducation le 25 octobre) révisait quelque peu la partie du texte précédent, qui, est-il précisé, ne peut s'appliquer automatiquement aux classes actuellement en fonctionnement et aboutir à restreindre les capacités d'accueil.

Avant de « desserrer », on va donc continuer à serrer quelque temps encore les jeunes élèves dans les classes. L'Institut général, ajoute la circulaire, commande, dans les écoles maternelles, d'écarter les enfants des deux premières années (et non inscrits), un peu plus nombreux à celle qui était en vigueur avant la rentrée de 1976, doit être retenu à titre de mesure transitoire indispensable.

Compte tenu d'un taux moyen d'absentéisme de 20 % en maternelle, le nombre d'inscrits correspondant à trente-cinq présents est de quarante-cinq, contre cinquante en vigueur jusqu'à il y a quelques années. Il y a donc, mais il est mince... C.A.

## AÉRONAUTIQUE

### LA GRANDE-BRETAGNE REFUSE À CE JOUR DE FINANCER LE PROJET D'UN SUPER-CONCORDE

Londres (A.F.P.). — Le gouvernement britannique a rejeté une demande de la société aéronautique British Aircraft Corporation (co-constructeur de la cellule du Concorde) pour le lancement d'une étude d'un Super-Concorde, à révéler, lundi 8 novembre aux Communautés, M. Gerald Kaufman, ministre de l'Industrie britannique.

Selon M. Kaufman, le coût de cette étude aurait été de 500 millions de livres (4 milliards de francs). La France a, en revanche, annoncé (le Monde du 4 novembre) qu'elle consacrerait, seule, 20 millions de francs au cours des dix mois à venir à l'étude théorique d'un Concorde de la seconde génération. M. Kaufman a réaffirmé qu'aucun nouveau Concorde du modèle actuel ne serait construit avant que des commandes fermes ne soient enregistrées, et il a souligné que le maintien en activité des chaînes de production puisse être assuré sans recours au contribuable.

[C'est environ 17 milliards de francs (valeur 1976) que la France a consacré à la mise au point et à la production en série de la version actuelle de Concorde, dont seulement sept exemplaires ont été vendus à ce jour. On estime généralement que la conception d'un Concorde de seconde génération pour 1990 requerrait environ 35 milliards de francs et les industriels avant, de leur côté, surmonter certaines difficultés technologiques, notamment pour la propulsion. Avec des crédits de la NASA, qui se seraient élevés cette année à l'équivalent de 50 millions de francs, la société américaine McDonnell Douglas a préparé les plans d'un nouvel avion de transport supersonique. La France et la Grande-Bretagne n'ont jamais dissimulé qu'elles étaient favorables au lancement, en commun avec les États-Unis, d'un éventuel Super-Concorde.]

### Conçu par Dassault et la SNIA

#### LE TRIÉACTEUR D'AFFAIRES MYSTÈRE 50 A FAIT SON PREMIER VOL

Après son bord MM. Hervé Laprince, Riquet et Gérard Joyeux, respectivement pilote d'essai et ingénieur d'essai navigant à la société Dassault-Breguet, le nouveau triéacteur d'affaires Mystère-Falcon-50 a fait, dimanche 7 novembre, son premier vol depuis la piste de Bordeaux-Mérignac. Ce vol a duré 1 heure et 20 minutes.

Le Mystère-Falcon-50 a bénéficié de l'expérience acquise avec les biéacteurs d'affaires Mystère-Falcon-10 et Mystère-Falcon-20 vendus, à ce jour, à quatre cent soixante-quatre exemplaires dans le monde. Équipé de trois réacteurs américains Garrett TFE-731, qui développent chacun une poussée de 1 800 kilos, le nouvel avion de Dassault-Breguet devrait transporter quatre à neuf passagers sur des distances de 5 600 kilomètres. Les premières livraisons devraient intervenir à la fin de 1978. Une campagne de promotion commerciale a déjà permis d'obtenir quarante-neuf prises d'option, dont quarante-trois en provenance de clients américains.

Assemblée dans les usines de Breguet à Bordeaux, le Mystère-Falcon-50 sera produit, à raison de 55 % de la charge de travail représentée par la cellule, par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) et la suite d'un accord conclu entre les deux sociétés, cette année.

Le coût du programme, aux conditions économiques de janvier 1974, date à laquelle il a été présenté aux services officiels, est estimé à près de 600 millions de francs. L'aide de l'État est approchée par la SNIA. Le reste des 450 millions de francs d'avances remboursables — dans le cadre du plan de soutien de l'économie, et elle a été répartie en 240 millions pour Dassault-Breguet et 210 millions pour la SNIA. Le reste des investissements est à la charge de la société privée, qui évalue le marché à plus de trois cents appareils.

## HOTESSE

COURS - EXPOSITIONS  
TOURISME - COMMERCE  
INDUSTRIE - ADMINISTRATION

Une profession dynamique pour les jeunes filles allant les relations humaines et l'accueil.

PROCHAINES SESSIONS :  
● COURS 1 OU 2 ANNÉES  
Prép. B.T. Accueil, restr. oct. 77.

● COURS ACCÉLÉRÉS :  
Janvier 77 (matinée, après-midi).  
Souscrire la sur demande, ou mieux, rendez-vous visite.

ÉCOLE  
PARISIENNE  
DES HOTESSES  
ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
41, BOUL. DES CAPUCINES  
75001 PARIS  
TEL. : 291.58.51

Autres écoles :  
ANVERS - CASABLANCA  
BORDEAUX - GRENOBLE  
LAUSANNE - MARSEILLE

(Publié)

Titulaires d'un  
DEUG, DUES, DUEL  
Licence...

Entrez dans la vie professionnelle avec un

DIPLOME UNIVERSITAIRE  
DE TECHNOLOGIE  
TECHNIQUES  
DE COMMERCIALISATION

Obtenu en  
UN AN :

Inscriptions immédiates :

I.U.T.

de Saint-Denis

2, rue de la Liberté,  
93200 SAINT-DENIS.  
TEL. : 343-33-61, poste 24.

Premier cours : 15 novembre 1976

le dictionnaire  
toutes  
disciplines  
à partir de la 6<sup>e</sup>

# pluri

## dictionnaire

Le PLURIDICIONNAIRE, un ouvrage vraiment marquant : univers scolaire s'élargissant de plus en plus vers les réalités du monde adulte, c'est le premier dictionnaire qui recouvre non seulement les programmes officiels d'enseignement mais aussi tous les autres domaines auxquels les élèves s'intéressent hors de la classe.

● un dictionnaire de langue :  
il donne la prononciation, l'étymologie, les sens de chaque mot, les synonymes et les contraires, des exemples tirés de la langue écrite ou parlée, ainsi que les conjugaisons et les règles grammaticales.

● un dictionnaire des connaissances :  
dans le prolongement des disciplines enseignées en classe, il englobe l'ensemble des données auxquelles les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés : vie économique, politique et sociale, sciences humaines, philosophie, psychanalyse, beaux-arts...

● un dictionnaire pédagogique :  
il est fondé sur les orientations et les programmes pédagogiques actuels pour chaque discipline (histoire, géographie, littérature, mathématiques modernes, sciences naturelles, information, sexuelle, technologie...);  
il est facile à utiliser : définitions aussi simples que possible, système de renvois qui aident à élargir le champ des connaissances, tant dans le domaine du vocabulaire que dans celui de l'information;  
il est conçu pour l'animation de la classe (exposés, enquêtes individuelles ou par petits groupes, travail indépendant...); l'illustration apporte un complément de documentation : schémas, cartes, reproductions d'art...

1 volume (17,5 x 25 cm), plus de 1500 pages dont 64 hors texte en couleurs, 121 dessins, 191 cartes. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES



un dictionnaire  
**Larousse**

## Le BAIN LINGUISTIQUE

plonge les jeunes dans la vie de la langue choisie

Multiples formules de séjours en :  
Angleterre, Allemagne, Espagne,  
Irlande, Espagne, Autriche, Italie, Malte,  
Japon, U.S.A.



L'Association "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréée par le Secrétariat de la Jeunesse et des Sports (n° 16.64) et le Commissariat au Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de "Bain Linguistique" de toutes durées et à toutes époques de l'année : Séjours en famille, séjours scolaires encadrés, séjours indépendants avec appoint journalier ; Séjours "Échange cordiale" avec pratique de sports en Angleterre ; Séjours au pair ; Stages rémunérés ; Échanges individuels, etc., pour jeunes scolaires, étudiants et adultes (recyclage). Possibilité sous Dual-Licence.

6.970 participants satisfaits ces trois dernières années. S.I.L.C. est la seule Association française offrant des séjours au Japon. Pensez tout connaître sur cette Association qui présente toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisissez la formule de Bain Linguistique qui correspond à vos désirs, demandez - tout de suite - la documentation complète et gratuite.

BON À REMPLIR ET À RETOURNER À S.I.L.C. (Service 70)  
58, avenue Jules Ferry - 18000 ANGOULEME

Je désire recevoir - gratuitement - une documentation complète sur : l'Association S.I.L.C. et la chose de "Bain Linguistique".

Précisez (cochez) :  
Pour : ☐ Jeune (je) ☐ Jeune (je) ☐ Adulte

NOM : \_\_\_\_\_  
PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
VILLE : \_\_\_\_\_

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC  
A L'ÉCOUTE DE LONDRES  
Textes et explications en français  
Abonnement 12 francs par an, 2.400 francs  
Spécimen gratuit sur demande  
à ÉDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

Bureau à Paris :  
Mme REINER, 62, rue Labrousse, 13615 Paris, tél. 260-71-20 avant 13 h.  
Reçoit sur rendez-vous.

**« Révéler l'Absolu de Dieu dans l'histoire des hommes »**

صِدْقًا مِنَ الْإِسْلَامِ



# Le Monde

## DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

### La gazéification souterraine peut redonner un avenir au charbon

La société des ingénieurs civils de France a récemment organisé une journée d'étude sur le charbon, matière première d'avenir. Alors que des mines ferment en France, le propos est pourtant audacieux. Mais si l'extraction souterraine semble condamnée à terme pour des raisons économiques et sociales, il reste dans le monde de nombreux gisements exploitables et cela ouvre, si pour les autres la gazéification in situ paraît être la solution de l'avenir. Longtemps négligée à l'époque du pétrole abondant, elle reprend un intérêt depuis la flambée du prix des hydrocarbures.

Des procédés nouveaux sont étudiés, adaptés à l'exploitation des veines profondes encore nombreuses en Europe occidentale. L'industrialisation est possible d'ici à 1980, et la fin du siècle verra peut-être un « come back » du charbon bien imprévisible il y a seulement cinq ans.

**S**OURCE principale d'énergie jusqu'en 1960, le charbon a vu son importance décroître au profit des hydrocarbures. Ce n'est pourtant pas par épuisement des réserves. Si les gisements les plus exploités d'Europe occidentale sont proches de leur fin, il reste de par le monde, en réserves exploitables aux conditions économiques actuelles, autant de charbon que d'hydrocarbures de toute sorte. Les chiffres les plus pessimistes dépassent 150 milliards de tonnes. Si l'on fait entrer en ligne de compte les gisements à grande profondeur — entre 1 200 et 5 000 mètres — ils doivent probablement être multipliés par cinquante ou cent.

Le déclin du charbon a donc des causes uniquement financières et sociales. Son extraction demande des travaux souterrains importants, et une main-d'œuvre abondante qui doit fournir un travail dur, difficile et dangereux.

On pense depuis longtemps à utiliser le charbon sans l'extraire.

C'est la gazéification *in situ*, étudiée depuis plus de cinquante ans, dont on sait qu'elle est parfaitement possible : cinq installations fonctionnent actuellement en U.R.S.S. Mais elles fournissent un gaz pauvre et ne pouvaient commencer l'extraction du pétrole et du gaz jusqu'en 1973.

Depuis cette date, le prix des hydrocarbures a quadruplé. Ce qui a remis la gazéification du charbon à l'étude, et fait apparaître des perspectives nouvelles.

La gazéification telle que la pratique l'U.R.S.S. utilise un procédé par filtration. On fore deux sondages séparés par une vingtaine de mètres. De l'air sous pression est injecté dans le premier, qui va d'abord élargir les fissures de la veine charbonnière et en créer d'autres. Ensuite, on amorce une combustion, entretenant par le flux d'air, qui va progresser dans la veine. L'oxyde de carbone produit et les hydrocarbures volatils qui constituent le charbon sortent par le second forage. De faible pouvoir calorifique, ce gaz est converti sur place en électricité.

Le procédé soviétique, adapté à des gisements peu profonds, ne convient pas à l'Europe occidentale où les gisements de ce type sont, pour la plupart, épuisés. Mais il peut être adapté à des gisements plus profonds et les études ont montré que, loin d'être un inconvénient, la profondeur est au contraire un avantage.

Un des problèmes que pose la gazéification, comme toute autre forme d'exploitation, est l'éloignement des couches sur-jacentes. Ces couches se fissurent, ce qui provoque des ventes d'eau, et, dans le cas de la gazéification, des fuites de gaz. Or ces deux inconvénients disparaissent vers 700 mètres. A cette profondeur, les schistes houillers acquièrent, sous l'effet de la pression, une plasticité qui leur permet de colmater les cassures produites par l'exploitation.

L'Institut national des industries extractives (INIEI) de Belgique a étudié une variante du procédé par filtration, adapté aux couches profondes qui entourent la mer du Nord (1). La différence essentielle tient à l'injection d'air à haute pression : 30 à 80 atmosphères, au lieu de 2 à 3. L'abaissement de fuites et l'augmentation de pression permettent d'espacer les puits et améliorent beaucoup le rendement utile — rapport de l'énergie électrique obtenue à l'énergie potentiellement présente dans le gisement. Il passe de 14 à 25 %. Des essais ont été faits dans le bassin de Campine, pour mettre au point le procédé.

On étudie en Allemagne un procédé plus ambitieux, où l'air injecté est remplacé par de l'hydrogène, ce qui fournit un gaz riche en méthane qui serait un véritable substitut du gaz naturel.

MAURICE ARVONNY.

(1) Les bassins charbonniers qui entourent la mer du Nord en Grande-Bretagne, France, Belgique, Pays-Bas et Allemagne, produisant un « gonflement » vers cette mer. Ainsi le bassin du Nord - Pas-de-Calais s'étend jusqu'aux environs de Calais.

**SANTÉ ET VITALITÉ**

au bout de vos doigts par la Méthode de J. K. L. D. Dérivée de l'acupuncture, elle permet de traiter sans aiguille 118 affections courantes et de soulager la douleur et du « stress ». Traduction littérale de l'ouvrage du prof. Nacikoshi, qui a soigné plus de 100 000 personnes et formé 10 000 disciples, cette méthode est d'application facile à la maison, sans drogue ni appareil.

Notice illustrée sur demande.

Un album 16 x 24 - 155 illustrations, dont 56 photos et 10 plans anatomiques, 47,50 F (Cronos) 15 F. Chez les libraires et aux Éditions GUY LE PRAT, 5, rue des Grands-Anglais, Paris-8, C.C.P. 7715-28 Paris.

PIERRE BERLOQUIN.

### LES LIMITES DE LA MINIATURISATION DES COMPOSANTS

## Une poignée d'atomes pour un transistor

Depuis que l'électronique existe, les composants n'ont pas cessé de diminuer de taille. Les lampes à vide de la première génération ont fait place aux lampes miniatures, puis aux transistors, aux circuits intégrés, enfin aux L.S.I. (Large scale integration). Dans une montre à quartz, on compte des centaines de transistors ou de diodes, et dans une calculatrice de poche des milliers d'éléments actifs.

La miniaturisation des composants ne s'est pas arrêtée au L.S.I. Les fabricants travaillent aujourd'hui sur des « super-L.S.I. » où les composants sont encore plus petits. Mais cette course devrait s'arrêter : le temps n'est pas loin où les techniciens se heurteront à des obstacles physiques fondamentaux. Il faut qu'il reste quelques milliers d'atomes dans un transistor...

De très nombreux facteurs poussent en effet, les fabricants à produire des circuits de plus en plus petits et ce faible encombrement n'est plus maintenant le moteur principal de cette évolution. L'emploi des hyperfréquences, le rendement de la fabrication, la diminution de la consommation électrique sont aujourd'hui les vraies raisons d'une recherche toujours plus poussée de la miniaturisation.

**L**a fabrication d'un circuit intégré comporte de nombreuses phases. Mais toutes se ramènent à quelques tâches élémentaires, toujours les mêmes. Il s'agit soit de déposer un corps extérieur à un endroit bien précis d'une pastille de silicium, soit de faire pénétrer à l'intérieur du silicium à un endroit aussi bien défini une quantité déterminée d'impureté. Ces opérations sont répétées un grand nombre de fois jusqu'à obtention de l'ensemble complexe recherché.

Pour déposer à un endroit donné une connexion métallique ou pour faire pénétrer une impureté, les techniciens procèdent de la même manière. Ils placent à la surface de la pastille de semi-conducteur, en général du silicium, un masque en résine, percé de trous. Les impuretés qui doivent diffuser, les éléments qui doivent être déposés, passent à travers les trous du masque et se trouvent ainsi mis à la bonne place. Le problème technique de la miniaturisation revient donc, pour l'essentiel, à savoir mettre en place sur la pastille de silicium un masque de résine muni de trous assez petits aux endroits précis où ils sont nécessaires.

Ce masque est fabriqué sur place. On recouvre la pastille de silicium d'une résine photosensible (sensible à la lumière). On place sur cette résine un modèle percé de trous. On illumine l'ensemble. A l'endroit des trous du modèle, la résine est impressionnée. Il suffit de « révéler » cette résine par un procédé chimique pour avoir un trou à l'endroit prévu. La difficulté du processus tient à la petitesse des trous. Leurs dimensions se mesurent en microns (millièmes de millimètre). Dans un circuit L.S.I. moderne, on trouve des trous pour la diffusion d'impureté qui n'ont que quatre microns de côté. Les métallisations atteignent des largeurs de dix microns et sont séparées les unes des autres par cinq microns.

Ces chiffres ne sont pas des records, même dans le domaine industriel. Les transistors à très haute fréquence comportent des parties encore plus miniaturisées. Leur largeur atteint un micron. Car en hyperfréquence, certains éléments doivent obligatoirement être très petits : plus les éléments sont petits, plus la fréquence d'utilisation est grande, donc les performances élevées.

De nombreuses raisons poussent ainsi les fabricants de semi-conducteurs à produire des éléments de plus petite dimension.

● augmentation de la fréquence de fonctionnement des transistors hyperfréquences et des lignes à retard ;

● augmentation de la rapidité des circuits logiques ;

● diminution de la consommation électrique ;

● augmentation du rendement de la fabrication : plus un circuit est petit, moins il a de chance d'être fabriqué à l'endroit d'un défaut de la pastille de silicium.

Mais les techniques actuelles, qui viennent d'être rappelées, ne permettent guère d'aller plus loin. Elles sont limitées par leur principe même.

### La lumière est insuffisante

La lumière qui est utilisée pour impressionner la résine a, en effet, une longueur d'onde d'environ un demi-micron. Or la physique enseigne qu'il n'est pas possible de dessiner des figures dont les dimensions sont inférieures à la longueur d'onde : la diffraction étale la lumière sur une surface qui a au moins la dimension de cette longueur d'onde. Même avec les appareils les plus parfaits, il n'est donc pas question de tracer des détails plus fins que ceux que l'on obtient sur les transistors hyperfréquences actuels, c'est-à-dire de l'ordre du micron.

Pour aller plus loin, les techniciens ont inventé plusieurs solutions. Elles consistent à utiliser des rayonnements de plus courte longueur d'onde que la lumière visible.

● l'ultra-violet n'exige pas un véritable changement de technique. La lumière visible (longueur d'onde 0,4 à 0,7 micron) est simplement remplacée par de la lumière ultraviolette de longueur d'onde 0,1 ou 0,2 micron.

● les rayons X (de 1 centième à 1 dixième de micron de longueur d'onde) permettent un nouveau bond en avant. Mais leur technique d'emploi est beaucoup plus délicate.

● les électrons ont une longueur d'onde associée encore plus courte que les rayons X. Ils permettent de descendre au-dessous du dix-millième de micron. Mais leur emploi présente de grands inconvénients : la pastille doit être placée dans le vide, il faut prendre garde que des champs électriques ou magnétiques parasites ne dévient pas les électrons d'une manière intempestive.

Ces techniques modernes n'existent aujourd'hui qu'en laboratoire. Les chercheurs s'efforcent d'en maîtriser tous les aspects, de trouver par exemple des résines qui soient sensibles aux ultra-violets, aux rayons X ou aux électrons. Elles ont permis de battre des records inimaginables jusqu'à présent : barreaux de 1 demi-micron de largeur espacés de 0,2 micron avec les rayons ultraviolets, des circuits de 0,1 micron de dimension avec les rayons X, et même moins avec les faisceaux d'électrons.

Il est probable que l'on ne pourra jamais aller beaucoup plus loin. Certes, les longueurs d'onde utilisées sont plus courtes que les dimensions atteintes. Mais il intervient d'autres phénomènes que la diffraction pour imposer des limites. Par exemple, l'impact des rayons X sur la résine engendre des électrons secondaires qui impressionnent la résine et qui élargissent donc les détails.

Même si l'on y arrivait, le profit ne serait probablement pas grand. Les circuits ainsi fabriqués risqueraient de ne pas fonctionner. Au-delà de dimensions inférieures à 0,1 micron, la théorie des semi-conducteurs ne s'applique plus. Cette théorie est, en effet, de nature statistique. Elle suppose qu'il y a un grand nombre d'atomes en jeu. Il n'y en a plus assez sur une longueur inférieure à 0,1 micron, et de nouveaux phénomènes imprévus doivent survenir. Ils ne sont pas encore connus.

D'autre part, à ces dimensions, surviennent des phénomènes nouveaux. Le champ électrique local peut atteindre des valeurs supérieures à la tension de claquage du matériau. Ce champ peut faire migrer les éléments à l'intérieur du semi-conducteur (électro-diffusion). Les éléments deviennent si voisins qu'ils s'influencent les uns les autres, etc.

Même au niveau strictement technique, les problèmes demeurent nombreux. Il ne suffit pas, par exemple, de savoir tracer des traits de 0,1 micron. Il faut les placer exactement où l'on veut. La position de la pastille doit donc être définie avec cette précision. La mécanique seule ne le permet pas. Le repérage de la position devra se faire d'une manière optique (par interférométrie laser). La position doit être maintenue tout le temps de l'opération avec cette précision. Il faudra par exemple utiliser des asservissements par matériaux piézo-électriques. Un système de repérage consiste un petit déplacement. Il engendre un signal élec-

trique, qui, appliqué au matériau piézo-électrique, le fait se dilater. Le matériau piézo-électrique pousse donc la pastille sur une distance infime, exactement calculée et commandée.

Le repérage de la position des dessins sur la pastille est en lui-même particulièrement difficile. Les détails à graver arrivent à être si petits qu'ils ne sont plus visibles au microscope optique (ils sont plus petits que la longueur d'onde). Il n'est donc pas question pour l'instant de réaliser, même en laboratoire, des ensembles complexes qui exigent la superposition de plusieurs masques, comme on le fait couramment à une échelle plus grande.

Les dimensions du silicium n'ont même pas cette stabilité. Ce semi-conducteur est, en effet, soumis, au cours du processus de fabrication, à une succession de traitements thermiques où il se dilate puis se contracte. Ces traitements altèrent ses dimensions, qui ne sont plus exactement les mêmes après le traitement qu'avant, sa surface se gonfle. Il en résulte que la superposition, qui serait bonne à un endroit de la pastille, cesse de l'être à un autre. La pastille doit alors être traitée localement, morceau par morceau, ce qui prolonge beaucoup la durée de l'opération, donc son coût.

Si l'on peut passer en laboratoire des dizaines d'heures pour un masquage, un tel délai est exclu au stade de la fabrication. C'est ce qui interdit, pratiquement, l'emploi direct du faisceau électronique pour tracer des dessins précis sur la résine. Cette méthode est toutefois admissible pour la fabrication du modèle dont le masque n'est que la copie sur la pastille de silicium.

La miniaturisation n'est pas le seul domaine technique de recherche avancée dans le domaine des micro-circuits. Beaucoup de travaux concernent au contraire la production de circuits de plus grande dimension. Il y a, en effet, deux moyens d'augmenter le nombre d'éléments placés sur une pastille de silicium : soit diminuer la taille de ces éléments (ce qui a été envisagé ci-dessus), soit augmenter la taille de la pastille (et bien sûr combiner les deux progrès).

De nombreuses raisons poussent à envisager cette deuxième voie, qui, pour être moins spectaculaire que la première, n'en est pas moins efficace.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

### En toute logique Trois coups de compas

PROBLÈME N° 79

La construction de la moyenne proportionnelle est une des plus classiques qui soient. Mais savez-vous la réaliser de la manière la plus économique ? Les deux longueurs à relier étant convenablement posées sur une droite, la longueur de leur moyenne proportionnelle peut être déterminée en trois coups de compas.

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

### SOLUTION DU PROBLÈME 78

#### ÉTAGE SUPÉRIEUR

|    |    |    |
|----|----|----|
| 10 | 26 | 6  |
| 24 | 1  | 17 |
| 8  | 15 | 19 |

#### ÉTAGE MOYEN

|    |    |    |
|----|----|----|
| 23 | 3  | 16 |
| 7  | 14 | 21 |
| 12 | 25 | 5  |

#### ÉTAGE INFÉRIEUR

|    |    |    |
|----|----|----|
| 9  | 13 | 20 |
| 11 | 27 | 4  |
| 22 | 2  | 18 |

On remarquera que ce cube magique est rempli par une suite de suite identiques, interrompues par des décrochements réguliers. On suppose que le cube se reproduit, identiquement dans toutes les directions et :  
— Saut général : un pas au Sud sur l'étage au-dessous ;  
— Après chaque multiple de 9 : un pas vers le bas ;  
— Après chaque multiple de 3 : un pas Sud-Est vers le bas.

PIERRE BERLOQUIN.

## Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.

Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.

Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.

Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.

Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.

Bangkok : 9 jours chambre et petit déjeuner, 3100 F.

Rail : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.

**Jet tours AIR FRANCE**

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

## UN INSTITUT DE PROTECTION ET DE SURETÉ NUCLÉAIRE EST CRÉÉ AU SEIN DU C.E.A.

UN Institut de protection et de sûreté nucléaire vient d'être créé au sein du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). L'arrêté a été publié au Journal officiel du 4 novembre. L'institut groupe des unités et services, déjà présents au sein du C.E.A., qui sont spécialisés dans la protection des personnes, dans la sûreté des installations nucléaires et dans la protection et le contrôle des matériaux radioactifs. Il assure donc des études, recherches et travaux de protection et de sûreté nucléaire qui lui sont confiés par les départements ministériels et organismes intéressés, et contribue à la mise en œuvre des mesures arrêtées dans ce domaine.

Son action est définie par un comité des programmes, présidé par le haut commissaire à l'énergie atomique et comprenant, outre des membres nommés par le ministre de l'Industrie et de la recherche, des représentants des ministères qui participent au comité interministériel de sûreté nucléaire, le délégué général à l'énergie et le chef du service central de sûreté des installations nucléaires. Le directeur de l'institut est nommé par l'administrateur général du C.E.A., après avis du secrétaire général du comité interministériel de la sûreté nucléaire.

[La création de cet institut était attendue depuis longtemps. Jouant un grand rôle dans la conception, la construction, des centrales nucléaires, dans l'élaboration et le traitement du combustible, le C.E.A. ne peut méconnaître à cette activité industrielle ses missions de recherche et de contrôle. C'est une des raisons, et non la seule, de l'évolution des structures qui se poursuit depuis que M. André Girard dirige le C.E.A. Les activités industrielles sont transférées à des filiales, malgré l'opposition des syndicats qui y voient une volonté gouvernementale de démanteler le secteur public. Les autres activités sont regroupées en instituts à vocation précise, sans changement de la nature juridique de l'entreprise et du statut du personnel.]

À la création, il y a un an, d'un institut de recherche fondamentale (« le Monde » du 18 octobre 1975) répondait donc maintenant la création de l'institut de protection et de sûreté nucléaire, qui disposera lui aussi, au sein du C.E.A., d'une ligne budgétaire propre : pour 1977, la subvention budgétaire prévue s'élève à 324 millions de francs, auxquels pourront s'ajouter des ressources propres provenant des missions précises qui seront confiées au nouvel institut. Il sera très vraisemblablement dirigé par M. Jean Bourgeois, qui préside actuellement le groupe permanent d'experts chargé d'examiner la sûreté des réacteurs nucléaires.]

## L'Union soviétique a procédé à une explosion nucléaire pour créer un réservoir d'eau

Moscou (A.F.P.). — Un réservoir d'eau de 20 millions de mètres cubes a été créé en U.R.S.S. à l'aide d'une explosion nucléaire de faible puissance, a annoncé récemment la Pravda, citée par l'agence Tass. « L'explosion, précise l'organe du comité central du P.C. soviétique, a soulevé une masse de 8 millions de mètres cubes de terre, créant un cratère de 100 mètres de profondeur et de 150 mètres de diamètre. » « Quelques jours après l'explosion, ajoute le quotidien, les spécialistes soviétiques ont constaté que l'eau contenue dans le réservoir était propre à l'irrigation. » « Rapidement, ajoute le quotidien, les grandes dans le lac artificiel ont été autorisées. On a pu constater en même temps la présence dans la région de champs sauvages. » Enfin, la Pravda rappelle que

l'U.R.S.S. et les États-Unis ont signé, en mai 1976, un accord sur l'utilisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques. « On peut dire, poursuit l'agence Tass, que la solution pacifique de l'explosion nucléaire est confirmée. »

[Les États-Unis ont pratiquement renoncé à l'utilisation des explosions nucléaires à des fins pacifiques ; l'Union soviétique, au contraire, poursuit activement son programme dans ce domaine, essentiellement pour des travaux de génie civil. Le traité signé le 28 mai dernier par MM. Brejnev et Ford limite la puissance des engins susceptibles d'être utilisés à 150 kilotonnes (ou 150 kilotonnes dans le cas d'un « chapelet » de charges, dont aucune ne doit dépasser les 150 kilotonnes). D'après des renseignements fournis par les Soviétiques, une charge de 150 kilotonnes pourrait creuser un cratère de 180 mètres de diamètre et de 100 mètres de profondeur (« le Monde » du 18 octobre 1972).]

(PUBLCITE)

POUR CONNAÎTRE VRAIMENT L'U.R.S.S.  
et suivre son évolution économique, sociale et culturelle

Abonnez-vous à :

**ÉTUDES SOVIÉTIQUES**  
Illustrée  
revue mensuelle illustrée, d'information générale  
conçue par des Soviétiques.

Au sommaire du n° 344 - Novembre

- Le 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE.
- Le C.A.E.M. : « Soyuz-22 » - Nouvelle étape de la coopération Les industriels français à Moscou - Le Pont d'aluminium Sibérie-France - Visite de la Lettonie - La médecine à l'Est - L'autorité des syndicats - L'eau en l'an 2000 - Les fonds sociaux de consommation à Moscou : comment vivent les étudiants - Les marchés kolchoziens - L'environnement : une réserve en Extrême-Orient Une ville sportive dans les montagnes, etc.

Abonnements :

France : 1 an, 30 F ; 2 ans, 50 F - Étranger : 1 an, 30 F ; 2 ans, 55 F.

Règlements à l'ordre du C.D.L.F. - C.C.P. PARIS 46299.

CADREAU à tout nouvel abonné sur envoi de cette annonce à « Etudes Soviétiques », 8, rue de Prony, 75017 PARIS ;

Une histoire de l'U.R.S.S., illustrée et reliée - Pour 2 ans.

Le texte de la Constitution avec schéma de la structure de l'État - pour 1 an.

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - Le numéro 2,50 F  
Spécimen gratuit sur demande.

dans les nouvelles littéraires

une enquête exclusive :

**Qui sont les nouveaux écrivains français ?**

en vente exceptionnellement à partir de mercredi.

## BIBLIOGRAPHIE

### Mathématiques et philosophie

QUAND un philosophe et trois mathématiciens s'associent pour écrire un livre, comment qualifier le résultat ? *Philosophie et Calcul de l'infini* n'est ni un livre de mathématiques ni un livre de philosophie. Peut-être un livre d'histoire, celle d'une « longue maison entre travaux mathématiques et travaux philosophiques ». En tout cas, une réussite.

L'entreprise n'était pourtant pas facile : le thème choisi par les auteurs est aride. La notion d'infini s'est lentement dégagée de celle d'indéfini et chez les auteurs grecs, la distinction n'est pas toujours évidente. Même quand cette distinction fut faite, l'utilisation en mathématiques de l'infini fut encore longtemps problématique. Le livre ne traite d'ailleurs qu'en partie ce sujet, il s'attache à l'histoire du calcul infinitésimal, et se termine à l'époque où les travaux de Bolzano et Cauchy, en définissant clairement la notion de limite, ont affirmé le calcul. Mais les mathématiciens n'en avaient pas encore fini avec l'infini — le même ou un autre, — et il y aurait un autre livre à écrire sur les difficultés conceptuelles liées à l'utilisation d'ensembles infinis.

L'ouvrage est en quatre parties. La première, « La philosophie dans tous ses états », de Flaton à Hegel, retrace l'évolution de la philosophie de l'infini et éclaircit son rôle ; elle montre comment la philosophie grecque a d'abord dénié la notion d'infini et donné un sens positif, mais dépassant les possibilités des mathématiques du temps, à ce qui était encore que la négation du fini. Plus tard, au dix-huitième siècle, la philosophie a aidé les mathématiciens à se passer d'un concept d'infini incontrôlable : les mathématiciens ont pu renvoyer à la philosophie le traitement de l'infini, devenu pour un temps et légitimement extérieur à leurs propres recherches. Chez Euler et Lagrange, enfin, dans les dernières années du dix-huitième siècle, se développe une « idéologie de la rigueur » qui les conduit à se désintéresser d'une métaphysique de l'infini dont ils n'ont plus besoin : les constructions mathématiques sont devenues suffisamment solides — ou ressenties comme telles — pour qu'il ne soit même plus nécessaire de l'évacuer vers une philosophie imprécise ; il n'était, au fond, qu'une « illusion idéologique ».

### Un goût d'inachevé

C'est ce que percevait Hegel : et c'est l'infini à « abandonner l'infinisme philosophique » et à s'engager dans une direction nouvelle, et peu claire. Le commentateur jusqu'à la limpidité de Pierre Raymond devient ici quelque peu obscur, mais cela reflète la pensée de Hegel, qui cherche vainement à réserver au philosophe la formation d'un concept d'infini qu'il refuse au mathématicien. Tentative vouée à l'échec : philosophie et mathématiques vont inévitablement diverger, ces dernières échappant définitivement à un contrôle de la philosophie que Hegel ne peut maintenir.

Les trois autres parties du livre, commentaires des travaux d'Euler et de Lagrange, tranchent par leur aspect un peu sommaire sur l'étude très fouillée qui les précède. Ce qui ne les empêche pas d'aller parfois plus loin. Elles sont écrites par des mathématiciens, qui recourent avec naturel à un symbolisme mathématique simple, mais utilisent de façon quelque peu naïve le vocabulaire philosophique. Cela masque un peu la profondeur de ces études qui, en décortiquant soigneusement les écrits d'Euler et de Lagrange, mettent finalement bien en évidence comment raisonnent ces deux mathématiciens, et comment leur sens du progrès mathématique leur permet d'avancer malgré les insuffisances de leur conception de l'infini, quitte à tomber parfois dans des chausse-trappes.

La lecture de ce livre laisse pourtant une impression de décalage : philosophie et calcul de l'infini sont peut-être beaucoup plus loin l'un de l'autre que ne l'imaginaient les auteurs, et certaines liaisons paraissent artificielles. Mais Christian Houzel, Jean-Louis Ovaert, Pierre Raymond et Jean-Jacques Sansuc s'inscrivent en terrain à peu près vierge, et leur livre très neuf, en ne saurait reprocher un léger goût d'inachevé.

M. A.

\* Philosophie et Calcul de l'infini, par Christian Houzel, Jean-Louis Ovaert, Pierre Raymond et Jean-Jacques Sansuc, éd. Maspéro (coll. Algorithmes), 24 p., 40 F.

## LES COLORANTS RÉACTIFS

### Des molécules qui s'accrochent aux fibres

Dans la vie des hommes, les colorants ont joué de tout temps un rôle de premier plan.

Depuis le milieu du siècle dernier jusqu'à nos jours, les chimistes ont non seulement expliqué le secret des couleurs naturelles, mais ont mis au point d'innombrables gammes de matières colorantes synthétiques correspondant à plusieurs milliers d'espèces chimiques définies. Leurs utilisations s'étendent pratiquement à tout ce qui nous entoure (industrie textile, coloration du papier, du cuir, des matières plastiques, des vernis, des peintures, des encres, des cosmétiques, des teintures, des cheveux, des produits alimentaires et

pharmaceutiques, la photographie, la biologie, le laser, etc.).

Les colorants réactifs, qui constituent la famille la plus étudiée de ces vingt dernières années, ne représentent pas simplement un groupe nouveau s'ajoutant aux séries anciennes, mais une classe tout à fait à part grâce à l'originalité de leur mode de fixation sur les supports auxquels ils sont appliqués. Fabriqués à l'échelle industrielle, ils sont destinés principalement à l'industrie textile des fibres cellulosiques, de la laine, de la soie et des polymères. Des exemples de leurs applications biologiques récentes dans l'étude de certaines protéines mettent l'accent sur leur intérêt d'ordre fondamental.

par  
MIR HEDAYATULLAH (\*)

UN colorant est une matière colorée qui, mise en contact de manière adéquate avec un substrat, est susceptible de se fixer sur ce dernier de façon « durable ». Une matière colorée n'est donc pas forcément un colorant. Ainsi, certains hydrocarbures colorés (polynés, azulènes, etc.) ne présentent pas d'attachement pratique comme colorants à cause de leur caractère tinctorial trop fugace.

La notion de fixation solide d'un colorant sur un substrat est donc une notion fondamentale qui a préoccupé les chimistes de la couleur depuis fort longtemps.

La coloration des fibres textiles naturelles, artificielles ou synthétiques est restée basée pendant longtemps sur deux principes : l'adsorption physique (cas des colorants hydrophobes) et la rétention mécanique (cas des colorants insolubles dans l'eau). Schématiquement, dans le premier cas, la fibre adsorbe physiquement le colorant à partir d'une solution aqueuse. Dans le second cas, le colorant est appliqué sur la fibre, par exemple, sous une forme réduite soluble dans l'eau, puis régénéré par oxydation sous sa forme initiale de pigment insoluble que la fibre retient mécaniquement.

L'emploi de l'acétate de cellulose, hydrophobe, et l'apparition de toute une gamme de fibres synthétiques également hydrophobes ont posé des problèmes nouveaux aux fabricants des matières colorantes qui ont dû introduire des techniques spéciales pour appliquer les colorants classiques à la coloration dans la masse, dans des bains de teinture, teinture en bain aqueux sous pression, intervention de véhicules, invention des colorants directs de structure moléculaire telle qu'ils s'adaptent exactement à la molécule de cellulose et sont fortement adsorbés, ainsi que la mise au point des colorants phénoliques insolubles synthétisés à l'intérieur de la fibre. Mais tous ces procédés restent des variantes des deux anciens principes.

La chimie organique moderne ayant conduit à une compréhension plus précise de la structure des fibres textiles et des mécanismes réactionnels, on a cherché à fixer solidement le colorant aux substrats par création d'une liaison chimique stable.

### De l'idée de base à la réalisation pratique

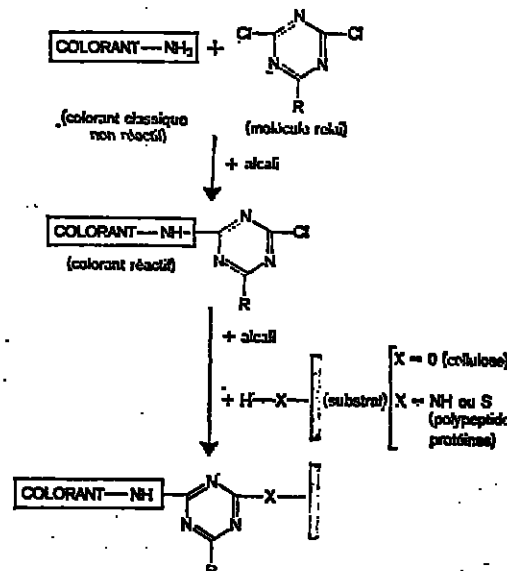
Le principe de base des colorants réactifs est relativement simple. Au lieu de faire intervenir l'adsorption physique ou la rétention mécanique, on part d'un colorant classique auquel on accroche un groupement chimiquement réactif, lequel réagit avec la fibre de telle sorte que la molécule de colorant devient partie intégrante de celle-ci. Autrement dit, une molécule de colorant ayant réagi avec la cellulose, par exemple, fait autant partie de la molécule de celle-ci que le groupement glucosidique de la chaîne. Il s'agit donc d'un principe de fixation idéal car, si un substrat peut être débarrassé aisément d'un colorant non réactif par des méthodes simples d'extraction au solvant, les colorants réactifs, en revanche, résistent à ce genre de traitement et ne peuvent être extraits des molécules auxquelles ils sont liés que par coupure chimique relativement brutale.

Si ce principe de base est simple, on peut se demander pourquoi un siècle s'est écoulé entre la naissance de l'industrie des matières colorantes synthétiques et l'apparition sur le marché des premiers colorants réactifs présentant un intérêt pratique réel.

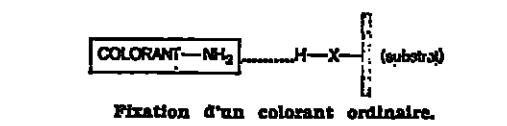
La raison essentielle de cette apparition tardive (1935) est que l'on considérait la cellulose et les fibres polypeptidiques comme relativement inertes et que, par suite, on n'imaginait pas qu'il soit possible au cours d'une opération rapide de teinture en milieu aqueux de réaliser une réaction chimique sélective conduisant à un dérivé coloré de ces fibres. Un colorant possédant un groupement très réactif semblait devoir réagir avec l'eau des bains de teinture avant toute réaction avec les groupes hydroxyles de la cellulose ou les groupes amino ou thioles non aqueux ne possédant pas possible pour des raisons d'ordre économique.

La synthèse proprement dite d'un colorant réactif consiste à introduire dans la molécule d'un colorant classique (non réactif) un groupement réactif suffisamment stable vis-à-vis de l'eau et capable de réagir dans des conditions douces, préférentiellement avec le substrat plutôt qu'avec l'eau. On estime à environ trois cents le nombre actuellement connu de groupements chimiques susceptibles de réagir avec la cellulose, les fibres polypeptidiques (laine, soie naturelle), les polymères et certaines protéines. Mais, pour être intéressants, les colorants réactifs doivent posséder une stabilité suffisante dans l'eau et conduire à une liaison colorant-substrat très solide, ce qui réduit notablement le nombre des possibilités. Les groupements réactifs réellement intéressants appartiennent schématiquement aux trois catégories suivantes :

- Systèmes aliphatiques comprenant des halogénures d'alkyle et des esters sulfuriques ;
- Systèmes aromatiques tels que les halogénures nitrobenzéniques et les sulfonates ;
- Systèmes hétérocycliques dérivés du chlorure de cyanuryle, des



La suite de réactions conduisant à un colorant réactif.



Fixation d'un colorant ordinaire.

trichloro- et tétrachloropyrimidines, de la trifluorochloropyrimidine, de la dichloroquinoline, du chlorobenzotriazole, etc.

Quant au squelette chromogène du colorant classique, il peut théoriquement appartenir à n'importe quelle classe chimique, mais, en pratique, il appartient essentiellement aux séries azoïque (métales ou non), anthraquinone et phthalocyanine. Ces différentes classes de colorants ont été commercialisées sous des noms variés, dont les principaux sont : Procion, Procion (ICI) ; Cibacron, Lanaset (CIBA) ; Remazol (Hoechst) ; Levafix, Verofix (Bayer) ; Reaction, Reactofil (Gely) ; Drimaren, Drimalan (Sandoz) ; Primazin (BASF) ; Solidazol (Cassella) ; Réstax (Francolor : P.C.U.K.).

Un exemple de colorants réactifs importants fabriqués à l'échelle industrielle est celui des « Cibacron » et « Procion », dont la synthèse est réalisée à partir de colorants classiques renfermant un groupe amine primaire libre, que l'on fait réagir, à basse température (10 °C), sur une « molécule relais » en l'occurrence le chlorure de cyanuryle ou un de ses dérivés monosubstitués. Cette réaction conduit à des colorants renfermant un ou deux atomes de chlore du groupe cyanuryle qui sont capables de réagir avec la cellulose, la laine, la soie et certaines protéines en formant des combinaisons chimiques particulièrement stables.

Une deuxième famille importante de colorants réactifs se compose des colorants « Remazol » comprenant le groupe bêta-sulfatoéthylsulfone (colorant SO<sub>2</sub> - CH<sub>2</sub> - CH<sub>2</sub> - O - SO<sub>2</sub>). En présence d'un alcali, on forme un

composé vinylsulfonique (colorant SO<sub>2</sub> - CH<sub>2</sub> - CH<sub>2</sub> - O - cellulose), qui s'additionne facilement, sur la cellulose par exemple, pour donner un éther sulfone stable (colorant SO<sub>2</sub> - CH<sub>2</sub> - CH<sub>2</sub> - O - cellulose).

La fixation des colorants réactifs sur un substrat dépend, bien entendu, de nombreux facteurs, parmi lesquels on peut citer la température, l'acidité, la quantité d'électrolyte (NaCl) contenu dans le bain et l'affinité du colorant pour le substrat. A propos de ce dernier facteur, il faut signaler que, si l'on exige une grande affinité des colorants classiques pour le substrat, paradoxalement on choisit des colorants de faible affinité comme base de colorants réactifs. Il y a pour cela plusieurs raisons, dont la plus importante est la facilité avec laquelle on peut éliminer la fraction de colorant hydrolysé ou hydraté non combiné.

Les colorants classiques ont trouvé des applications biologiques fort intéressantes, notamment en histochimie, en cytochimie et en chimiothérapie. Il en est de même de certains colorants réactifs qui, récemment, ont été appliqués avec succès à des études d'intérêt fondamental.

L'emploi de colorants réactifs dichlorotriaziniques comme le « Bleu Procion Brilliant MR » dans la séparation des protéines par électrophorèse

rése sur acétate de cellulose a permis d'améliorer très nettement la reproductibilité et la précision des essais par rapport aux méthodes utilisant des colorants non réactifs tels que le Noir Amid (Amido Black 10 B) et le Rouge Ponceau.

L'emploi du chlorure de danylie du dinitro-2,4 fluorobenzène et de l'acide trinitro-2,4,6 benzène sulfonique a été très précieux dans la détermination des groupements terminaux des protéines. Récemment, dans des études analogues, on a montré que l'emploi de colorants réactifs comme les dichlorotriazinylaminofluorocéolines conduit à des résultats encore plus intéressants, grâce aux conditions plus douces et à la souplesse de leur mise en œuvre.

Enfin, dans l'importante technique d'analyse immunologique des anticorps fluorescents, l'emploi d'un colorant réactif renfermant le squelette de base de la fluorescéine, l'isothiocyanate de « tétraméthylrhodamine B », a permis de résoudre d'intéressants problèmes relatifs à l'étude des complexes antigènes-anticorps.

On peut donc dire que l'invention des colorants réactifs a été incontestablement une belle réalisation de la chimie organique moderne. Leur grand succès industriel et leurs ramifications de plus en plus variées dans la recherche fondamentale en sont les meilleurs témoins.

Les recherches qui se poursuivent activement dans ce domaine doivent permettre, dans les années à venir, la mise au point de colorants réagissant à la température ambiante (économie d'énergie) avec des taux de fixation voisins de 100 % (donc sans déchets qui polluent).

(\*) Maître de recherches au C.N.R.S.

سنة ١٤١٧



ACTUALITÉ MÉDICALE

APRÈS L'INCUPLATION DE TROIS MÉDECINS POUR HOMICIDE INVOLONTAIRE

Anesthésie locale et surveillance du réveil

L'inculpation du professeur Lortat-Jacob, président du conseil national de l'ordre des médecins ; du professeur Jean Labayle, oto-rhino-laryngologiste, et du professeur Solange Clot, médecin-anesthésiste, à la suite du décès de Alain Farjat, survenu en 1973, après l'ablation des amygdales (le Monde daté 7-8 novembre), suscite de multiples prises de position.

Le professeur Labayle, qui avait pratiqué l'opération et avait quitté la clinique Péronnet (92 Neuilly-sur-Seine) lors de l'arrêt cardiaque du jeune homme, rappelle que ce dernier n'avait subi qu'une anesthésie locale « sous prémédication », et considère qu'en l'absence d'autopsie, tout peut être considéré comme une affection pré-existante.

Bien que l'anesthésie pratiquée ait été « locale », un médecin-anesthésiste, le docteur Clot, responsable de la prémédication et du réveil, se trouve elle aussi inculpée.

Enfin, le professeur Lortat-Jacob — inculpé parce qu'il porte le titre de « directeur médical » de la clinique en question, — évoque le fait que ce titre n'implique nullement, de sa part, une participation quelconque à la gestion de la clinique.

Un communiqué de la Fédération syndicale des établissements hospitaliers privés rappelle d'ailleurs que cette notion de « directeur médical » n'existe que pour les maternités.

Il serait plus exact de préciser qu'elle d'existe pour toutes les cliniques — chirurgicales ou autres — du département de la Seine, et ce depuis vingt ans. Elle est toujours valable pour Paris, mais ne l'est plus à Neuilly (où se trouve la clinique Péronnet) depuis le découpage de la région parisienne.

On peut dès lors se demander si l'inculpation du

président de l'ordre ne repose pas sur une confusion juridique.

Si des reproches devaient être adressés à la clinique Péronnet (c'est-à-dire à son personnel régulier et salarié ou à son équipement), c'est en effet le directeur administratif de cette clinique qui devrait en répondre.

Depuis la circulaire du 30 avril 1974 conçue par M. Pompidou, alors ministre de la santé, et « relative à la sécurité des malades anesthésiés », des exigences particulières concernent la surveillance de ces malades.

Le procès intenté au docteur Paul Tessier, dont une malade, opérée elle aussi sous anesthésie locale, est décédée à Nantes le 14 octobre 1973, et dont le jugement doit être rendu le 10 novembre, montre bien que ces normes de sécurité sont loin d'être appliquées partout. Le docteur Tessier s'en prend en effet aux insuffisances de la clinique où il opérait.

Enfin, l'organisation même de l'anesthésiologie laisse sérieusement à désirer tant dans les hôpitaux publics que dans les cliniques privées. Le ministère de la santé se préoccupe de cette situation.

Mais il est frappant de constater que les deux « affaires » qui viennent d'attirer l'attention de l'opinion publique concernent des accidents mortels survenus après anesthésie locale et prémédication.

L'extension de ces procédés (qui permettent de se passer au besoin des services des anesthésistes) semble devoir appeler une action vigoureuse d'information tant auprès des chirurgiens que dans le cadre des études médicales. Ils ne sont, en effet, pas dépourvus de risques, et l'attention portée, lors du réveil, à des malades par des infirmières, des drogues devrait, certes, être aussi vigilante que pour une anesthésie générale.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

LE PROFESSEUR LORTAT-JACOB :

Aucun reproche ne peut être fait aux dirigeants de la clinique

Inculpé en tant que « directeur médical » de la clinique Péronnet, le professeur Lortat-Jacob précise pour sa part :

— Que la fonction administrative de directeur médical de la

LA FÉDÉRATION DE L'HOSPITALISATION PRIVÉE :

une confusion sur le terme « directeur médical ».

Le docteur Lecomte, président de la Fédération inter-syndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.), rappelle, dans un communiqué, que les cliniques et autres établissements privés « sont directement responsables, selon le droit commun, vis-à-vis de leurs malades. Cette responsabilité n'est a priori ni élargie, ni diluée. A l'inverse, à l'hôpital, la responsabilité de l'administration est toujours engagée en première ligne (...).

Le communiqué précise également la position de la F.I.E.H.P. en ce qui concerne le terme « directeur médical » et affirme, à ce sujet, qu'une telle notion ne s'applique qu'aux maternités et qu'elle n'existe pas dans les cliniques chirurgicales.

C'est vraisemblablement sur cette confusion que repose l'inculpation du professeur Lortat-Jacob. Cela ne veut pas dire pour autant que personne ne soit responsable. Au contraire, c'est de plain foot, sur chaque praticien, que s'exerce la responsabilité, et non pas sur l'un d'eux à la place de tous les autres. »

LE PROFESSEUR LABAYLE : une accusation relevant de la malveillance.

La présentation, les faits, nous a déclaré le professeur Labayle, est tendancieuse et tronquée, apparaissant « fait de nature à tromper l'opinion publique. Il est indigne, en ces temps de faiblesse de surveillance de l'industrie, lors du réveil du malade opéré, une intervention n'a pu être pratiquée immédiatement et que, finalement, la responsabilité de cette négligence a été le décès du malade. Cette version appelle le démenti suivant : premièrement, le malade, qui n'avait pas subi d'anesthésie générale, est surveillé après l'opération jusqu'à sa reprise complète de conscience ; il a été l'objet d'une réanimation et tout a été fait pour tenter de le sauver ; deuxièmement, contrairement à la règle médico-légale, aucune autopsie n'a été demandée ni pratiquée, et cette lacune fondamentale a privé la justice du moyen unique et irréfutable de déterminer les causes du décès. Faute de connaître les résultats qu'aurait fournis l'autopsie, les accusations portées sont dénuées de fondement et relèvent de la simple malveillance. »

AU COLLOQUE DE MARSEILLE

Vers une organisation régionale de la prévention médicale

Durant deux jours s'est tenu à Marseille — à l'initiative du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur — un colloque organisé par l'union régionale de la Mutualité sur le thème de « la prévention ».

Pour la première fois à cette échelle, médecins, sociologues, psychologues, économistes, ont pu échanger leurs expériences et réfléchir sur les objectifs prioritaires en matière de prévention de la maladie et des actions spécifiques qui peuvent être menées à l'échelon d'une région.

Les participants se sont — en préambule et avant d'entreprendre un travail en commissions — efforcés d'établir la définition du mot prévention, en matière de santé, trop souvent réduit au synonyme de « vaccination » ou de « médecine du travail ». Le professeur Tanel, a affirmé le professeur Tanel, doit être prise dans son sens le plus vaste. Être en bonne santé est l'un des éléments fondamentaux de l'épanouissement humain. Il s'agit de remettre en cause une médecine tournée davantage vers la maladie que vers la maintenance préventive de la santé.

Une prévention bien comprise devrait — ce fut l'un des axes de conclusion de ces journées — non seulement éviter l'apparition, le développement et la reproduction des maladies, mais limiter l'accroissement social — de son coût social. Donc, atteindre des objectifs à la fois sanitaires et économiques. La prévention, précise le docteur Poulhac, directeur du centre de médecine de Nanterre-Vandœuvre, centre pilote —

BIBLIOGRAPHIE

« MÉDECIN DU BATEAU IVRE »

« L'homme est le remède de l'homme. » C'est sur ce proverbe africain que le docteur Jean Lortat-Jacob a écrit le livre émouvant qu'il consacre au « continent noir », à « l'île des ténébreux dans la cité », qu'est l'alcoolisme.

La « Communauté fraternelle » qu'a su créer l'auteur, qui vit quotidiennement avec les alcooliques, lui donne une compétence et une expérience tout à fait exceptionnelles.

L'alcoolisme, souligne-t-il tout au long de son livre, est un « pont » entre la médecine, l'organe et la psychiatrie.

Les connaissances sur ce comportement ne sont encore que fragmentaires et l'approche de ces malades n'est possible que si les cloisons tombent entre médecins du travail, de ville, services hospitaliers, services sociaux, psychologues, psychologues et spécialistes de diverses disciplines.

Mais, conduire « la société à reconnaître ses enfants naturels victimes de ses drogues et de ses artifices », et à amener les malades à considérer qu'ils sont des hommes comme les autres et à réfléchir sur leur destin », constitue déjà un départ nécessaire vers une prévention ou un traitement qui dépend l'avenir de deux à trois millions de Français.

Le service de désintoxication qu'anime depuis vingt ans, dans un grand hôpital de la région parisienne, le docteur Blass, est un grand clinicien et manuel où sont les motivations des uns et des autres, reviennent dans ces pages compétentes et chaleureuses dont l'intérêt humain est au moins aussi grand que l'information médico-sociale. — Dr E.-L.

\* Médecin du bateau ivre, par le docteur Raymond-Michel Blass. Grasset, 312 pages, 25 F.

« L'Amour en plus », par Laure Charpentier. Stock éditeur, collection « Elles-mêmes », 216 p., 35 F.

Témoignage d'une jeune femme, ancienne étudiante en médecine, qui, à moins de trente ans, avait sombré dans l'alcoolisme. Elle raconte sa lutte contre l'alcoolisme — et contre elle-même — et sa « remontée » vers une vie normale. — Docteur E.-L.

Les intoxications par les moules

Une centaine de personnes ont été hospitalisées la semaine passée dans divers pays d'Europe — dont la France — après avoir absorbé des moules d'origine espagnole qui se sont révélées toxiques (« le Monde » du 2 novembre).

L'émotion soulevée par cette affaire conduit à une méfiance généralisée du public envers toutes les moules, quelle que soit leur origine, méfiance non justifiée.

Les docteurs R. Garnier, F. Conso, G. Riboulet et M. L. Ethymiou (tous attachés au service du professeur Gaultier, centre anti-poisons, hôpital Fernand-Widal de Paris) expliquent ici le mécanisme de ces curieuses intoxications, qui frappent le système nerveux, et montrent que la prévention de telles épidémies est sans doute possible.

Un certain nombre d'épidémies semblables, indiquant les quatre médecins, ont déjà été observées dans la région de San-Francisco (1927), au Japon, au Portugal (1956), dans le Northumberland en Angleterre (1968), en Afrique du Sud, dans la région de Rabat au Maroc (1975). D'autres coquillages que les moules peuvent être en cause : coques, palourdes, clovisses, coquilles Saint-Jacques.

Les symptômes apparaissent de trente minutes à quelques heures après l'ingestion (jusqu'à trente-six heures). Les signes sont avant tout neurologiques :

- Les manifestations sensitives sont les plus précoces et les plus constantes : fourmillements, picotements, brûlures, sensation de froid, douleurs autour de la bouche, ou au niveau des doigts, des mains ou des pieds ;
- Une sensation de malaise, une fatigue intense, sont habituelles ;
- Des vertiges, une mauvaise coordination, un déficit moteur touchant surtout les membres inférieurs, sont très fréquents ;
- Les troubles respiratoires font toute la gravité de l'intoxication et sont responsables des évènements mortels. Ils sont restés discrets dans l'épidémie actuelle.

Ces signes neurologiques peuvent s'accompagner de troubles digestifs modérés : nausées et vagues douleurs abdominales leur sont très fréquemment associées.

L'évolution est, en règle générale, favorable. Les signes disparaissent spontanément en quelques heures ou en quelques jours. Le traitement est essentiellement symptomatique et ne nécessite le recours aux méthodes de réanimation qu'en cas d'atteinte respiratoire.

La « marée rouge »

Les troubles observés sont dus à une toxine neurotrope : la mytilotoxine (Paralyse Shellfish Poison), sécrétée par certains protozoaires dinoflagellés, constituant habituels du plancton. Dans certaines circonstances, ces micro-organismes prolifèrent extrêmement rapidement, donnant à la mer une coloration rougeâtre (red tide). Les moules filtrent une énorme quantité d'eau et de ce fait, recueillent un grand nombre de dinoflagellés, sans en être incommodés, car elles sont insensibles à la toxine.

Il n'existe aucun moyen de reconnaître les coquillages conta-

minés, en dehors du dosage délicat de la mytilotoxine. Lorsque les moules ont été cueillies, l'eau qu'elles ont toujours très riche en toxine ; d'autre part, il y a une relation directe entre la gravité des symptômes observés et la quantité de toxine ingérée : cela explique sans doute la diversité des tableaux cliniques chez les convives d'un même repas.

Au début du mois d'octobre 1976, une « marée rouge » a été observée au large des côtes atlantiques de l'Espagne. Les enquêtes menées par les centres anti-poisons pour chacun des cas d'intoxication ont permis d'incriminer chaque fois des moules d'Espagne, provenant de la région de Vigo, et d'en déterminer les circuits de distribution.

Grâce à l'intervention immédiate et concertée des centres anti-poisons — qui ont ainsi rempli leur fonction de toxicovigilance — l'épidémie toxique alimentaire a pu être jugulée en moins de trois jours par blocage des ventes par les services officiels alertés.

Reste le problème de la prévention d'une nouvelle épidémie éventuelle par recherche systématique, dans les coquillages, de la toxine neurotrope.

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !



Chez Unidess, découvrez le nouveau calculateur de poche programmable HP-67, ainsi que sa version à imprimante, le HP-97. Et tous les calculateurs Hewlett-Packard en démonstration et vente sur stock.

**unidess**  
tables à dessiner **unic**  
464 avenue du Général-de-Gaulle, Neuilly.  
Tél. 747 46 00.  
108 boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.  
Tél. 805 63-80.



**Logabax:**  
l'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans dépenses.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir le petit livre bleu de Logabax: 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-inform, à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Persire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

**Logabax**  
informatique

NOM \_\_\_\_\_  
SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
FONCTION \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_











SPECTACLES

CONCERTS

CALENDRIER DES CONCERTS

cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

Chailot, 15 h. : Oliver Twist, de D. Lean ; 18 h. 30 : La Rose tatouée, de D. Mann ; 20 h. 30 : L'été sans les ormes, de D. Mann ; 22 h. 30 : Le Limier, de J.-L. Mankiewicz.

Les exclusivités

L'AILLE OU LA CUISSE (P.C.) : ABC, 22-24-26, 28-30, 32-34, 36-38, 40-42, 44-46, 48-50, 52-54, 56-58, 60-62, 64-66, 68-70, 72-74, 76-78, 80-82, 84-86, 88-90, 92-94, 96-98, 100-102, 104-106, 108-110, 112-114, 116-118, 120-122, 124-126, 128-130, 132-134, 136-138, 140-142, 144-146, 148-150, 152-154, 156-158, 160-162, 164-166, 168-170, 172-174, 176-178, 180-182, 184-186, 188-190, 192-194, 196-198, 200-202, 204-206, 208-210, 212-214, 216-218, 220-222, 224-226, 228-230, 232-234, 236-238, 240-242, 244-246, 248-250, 252-254, 256-258, 260-262, 264-266, 268-270, 272-274, 276-278, 280-282, 284-286, 288-290, 292-294, 296-298, 300-302, 304-306, 308-310, 312-314, 316-318, 320-322, 324-326, 328-330, 332-334, 336-338, 340-342, 344-346, 348-350, 352-354, 356-358, 360-362, 364-366, 368-370, 372-374, 376-378, 380-382, 384-386, 388-390, 392-394, 396-398, 400-402, 404-406, 408-410, 412-414, 416-418, 420-422, 424-426, 428-430, 432-434, 436-438, 440-442, 444-446, 448-450, 452-454, 456-458, 460-462, 464-466, 468-470, 472-474, 476-478, 480-482, 484-486, 488-490, 492-494, 496-498, 500-502, 504-506, 508-510, 512-514, 516-518, 520-522, 524-526, 528-530, 532-534, 536-538, 540-542, 544-546, 548-550, 552-554, 556-558, 560-562, 564-566, 568-570, 572-574, 576-578, 580-582, 584-586, 588-590, 592-594, 596-598, 600-602, 604-606, 608-610, 612-614, 616-618, 620-622, 624-626, 628-630, 632-634, 636-638, 640-642, 644-646, 648-650, 652-654, 656-658, 660-662, 664-666, 668-670, 672-674, 676-678, 680-682, 684-686, 688-690, 692-694, 696-698, 700-702, 704-706, 708-710, 712-714, 716-718, 720-722, 724-726, 728-730, 732-734, 736-738, 740-742, 744-746, 748-750, 752-754, 756-758, 760-762, 764-766, 768-770, 772-774, 776-778, 780-782, 784-786, 788-790, 792-794, 796-798, 800-802, 804-806, 808-810, 812-814, 816-818, 820-822, 824-826, 828-830, 832-834, 836-838, 840-842, 844-846, 848-850, 852-854, 856-858, 860-862, 864-866, 868-870, 872-874, 876-878, 880-882, 884-886, 888-890, 892-894, 896-898, 900-902, 904-906, 908-910, 912-914, 916-918, 920-922, 924-926, 928-930, 932-934, 936-938, 940-942, 944-946, 948-950, 952-954, 956-958, 960-962, 964-966, 968-970, 972-974, 976-978, 980-982, 984-986, 988-990, 992-994, 996-998, 1000-1002, 1004-1006, 1008-1010, 1012-1014, 1016-1018, 1020-1022, 1024-1026, 1028-1030, 1032-1034, 1036-1038, 1040-1042, 1044-1046, 1048-1050, 1052-1054, 1056-1058, 1060-1062, 1064-1066, 1068-1070, 1072-1074, 1076-1078, 1080-1082, 1084-1086, 1088-1090, 1092-1094, 1096-1098, 1100-1102, 1104-1106, 1108-1110, 1112-1114, 1116-1118, 1120-1122, 1124-1126, 1128-1130, 1132-1134, 1136-1138, 1140-1142, 1144-1146, 1148-1150, 1152-1154, 1156-1158, 1160-1162, 1164-1166, 1168-1170, 1172-1174, 1176-1178, 1180-1182, 1184-1186, 1188-1190, 1192-1194, 1196-1198, 1200-1202, 1204-1206, 1208-1210, 1212-1214, 1216-1218, 1220-1222, 1224-1226, 1228-1230, 1232-1234, 1236-1238, 1240-1242, 1244-1246, 1248-1250, 1252-1254, 1256-1258, 1260-1262, 1264-1266, 1268-1270, 1272-1274, 1276-1278, 1280-1282, 1284-1286, 1288-1290, 1292-1294, 1296-1298, 1300-1302, 1304-1306, 1308-1310, 1312-1314, 1316-1318, 1320-1322, 1324-1326, 1328-1330, 1332-1334, 1336-1338, 1340-1342, 1344-1346, 1348-1350, 1352-1354, 1356-1358, 1360-1362, 1364-1366, 1368-1370, 1372-1374, 1376-1378, 1380-1382, 1384-1386, 1388-1390, 1392-1394, 1396-1398, 1400-1402, 1404-1406, 1408-1410, 1412-1414, 1416-1418, 1420-1422, 1424-1426, 1428-1430, 1432-1434, 1436-1438, 1440-1442, 1444-1446, 1448-1450, 1452-1454, 1456-1458, 1460-1462, 1464-1466, 1468-1470, 1472-1474, 1476-1478, 1480-1482, 1484-1486, 1488-1490, 1492-1494, 1496-1498, 1500-1502, 1504-1506, 1508-1510, 1512-1514, 1516-1518, 1520-1522, 1524-1526, 1528-1530, 1532-1534, 1536-1538, 1540-1542, 1544-1546, 1548-1550, 1552-1554, 1556-1558, 1560-1562, 1564-1566, 1568-1570, 1572-1574, 1576-1578, 1580-1582, 1584-1586, 1588-1590, 1592-1594, 1596-1598, 1600-1602, 1604-1606, 1608-1610, 1612-1614, 1616-1618, 1620-1622, 1624-1626, 1628-1630, 1632-1634, 1636-1638, 1640-1642, 1644-1646, 1648-1650, 1652-1654, 1656-1658, 1660-1662, 1664-1666, 1668-1670, 1672-1674, 1676-1678, 1680-1682, 1684-1686, 1688-1690, 1692-1694, 1696-1698, 1700-1702, 1704-1706, 1708-1710, 1712-1714, 1716-1718, 1720-1722, 1724-1726, 1728-1730, 1732-1734, 1736-1738, 1740-1742, 1744-1746, 1748-1750, 1752-1754, 1756-1758, 1760-1762, 1764-1766, 1768-1770, 1772-1774, 1776-1778, 1780-1782, 1784-1786, 1788-1790, 1792-1794, 1796-1798, 1800-1802, 1804-1806, 1808-1810, 1812-1814, 1816-1818, 1820-1822, 1824-1826, 1828-1830, 1832-1834, 1836-1838, 1840-1842, 1844-1846, 1848-1850, 1852-1854, 1856-1858, 1860-1862, 1864-1866, 1868-1870, 1872-1874, 1876-1878, 1880-1882, 1884-1886, 1888-1890, 1892-1894, 1896-1898, 1900-1902, 1904-1906, 1908-1910, 1912-1914, 1916-1918, 1920-1922, 1924-1926, 1928-1930, 1932-1934, 1936-1938, 1940-1942, 1944-1946, 1948-1950, 1952-1954, 1956-1958, 1960-1962, 1964-1966, 1968-1970, 1972-1974, 1976-1978, 1980-1982, 1984-1986, 1988-1990, 1992-1994, 1996-1998, 2000-2002, 2004-2006, 2008-2010, 2012-2014, 2016-2018, 2020-2022, 2024-2026, 2028-2030, 2032-2034, 2036-2038, 2040-2042, 2044-2046, 2048-2050, 2052-2054, 2056-2058, 2060-2062, 2064-2066, 2068-2070, 2072-2074, 2076-2078, 2080-2082, 2084-2086, 2088-2090, 2092-2094, 2096-2098, 2100-2102, 2104-2106, 2108-2110, 2112-2114, 2116-2118, 2120-2122, 2124-2126, 2128-2130, 2132-2134, 2136-2138, 2140-2142, 2144-2146, 2148-2150, 2152-2154, 2156-2158, 2160-2162, 2164-2166, 2168-2170, 2172-2174, 2176-2178, 2180-2182, 2184-2186, 2188-2190, 2192-2194, 2196-2198, 2200-2202, 2204-2206, 2208-2210, 2212-2214, 2216-2218, 2220-2222, 2224-2226, 2228-2230, 2232-2234, 2236-2238, 2240-2242, 2244-2246, 2248-2250, 2252-2254, 2256-2258, 2260-2262, 2264-2266, 2268-2270, 2272-2274, 2276-2278, 2280-2282, 2284-2286, 2288-2290, 2292-2294, 2296-2298, 2300-2302, 2304-2306, 2308-2310, 2312-2314, 2316-2318, 2320-2322, 2324-2326, 2328-2330, 2332-2334, 2336-2338, 2340-2342, 2344-2346, 2348-2350, 2352-2354, 2356-2358, 2360-2362, 2364-2366, 2368-2370, 2372-2374, 2376-2378, 2380-2382, 2384-2386, 2388-2390, 2392-2394, 2396-2398, 2400-2402, 2404-2406, 2408-2410, 2412-2414, 2416-2418, 2420-2422, 2424-2426, 2428-2430, 2432-2434, 2436-2438, 2440-2442, 2444-2446, 2448-2450, 2452-2454, 2456-2458, 2460-2462, 2464-2466, 2468-2470, 2472-2474, 2476-2478, 2480-2482, 2484-2486, 2488-2490, 2492-2494, 2496-2498, 2500-2502, 2504-2506, 2508-2510, 2512-2514, 2516-2518, 2520-2522, 2524-2526, 2528-2530, 2532-2534, 2536-2538, 2540-2542, 2544-2546, 2548-2550, 2552-2554, 2556-2558, 2560-2562, 2564-2566, 2568-2570, 2572-2574, 2576-2578, 2580-2582, 2584-2586, 2588-2590, 2592-2594, 2596-2598, 2600-2602, 2604-2606, 2608-2610, 2612-2614, 2616-2618, 2620-2622, 2624-2626, 2628-2630, 2632-2634, 2636-2638, 2640-2642, 2644-2646, 2648-2650, 2652-2654, 2656-2658, 2660-2662, 2664-2666, 2668-2670, 2672-2674, 2676-2678, 2680-2682, 2684-2686, 2688-2690, 2692-2694, 2696-2698, 2700-2702, 2704-2706, 2708-2710, 2712-2714, 2716-2718, 2720-2722, 2724-2726, 2728-2730, 2732-2734, 2736-2738, 2740-2742, 2744-2746, 2748-2750, 2752-2754, 2756-2758, 2760-2762, 2764-2766, 2768-2770, 2772-2774, 2776-2778, 2780-2782, 2784-2786, 2788-2790, 2792-2794, 2796-2798, 2800-2802, 2804-2806, 2808-2810, 2812-2814, 2816-2818, 2820-2822, 2824-2826, 2828-2830, 2832-2834, 2836-2838, 2840-2842, 2844-2846, 2848-2850, 2852-2854, 2856-2858, 2860-2862, 2864-2866, 2868-2870, 2872-2874, 2876-2878, 2880-2882, 2884-2886, 2888-2890, 2892-2894, 2896-2898, 2900-2902, 2904-2906, 2908-2910, 2912-2914, 2916-2918, 2920-2922, 2924-2926, 2928-2930, 2932-2934, 2936-2938, 2940-2942, 2944-2946, 2948-2950, 2952-2954, 2956-2958, 2960-2962, 2964-2966, 2968-2970, 2972-2974, 2976-2978, 2980-2982, 2984-2986, 2988-2990, 2992-2994, 2996-2998, 3000-3002, 3004-3006, 3008-3010, 3012-3014, 3016-3018, 3020-3022, 3024-3026, 3028-3030, 3032-3034, 3036-3038, 3040-3042, 3044-3046, 3048-3050, 3052-3054, 3056-3058, 3060-3062, 3064-3066, 3068-3070, 3072-3074, 3076-3078, 3080-3082, 3084-3086, 3088-3090, 3092-3094, 3096-3098, 3100-3102, 3104-3106, 3108-3110, 3112-3114, 3116-3118, 3120-3122, 3124-3126, 3128-3130, 3132-3134, 3136-3138, 3140-3142, 3144-3146, 3148-3150, 3152-3154, 3156-3158, 3160-3162, 3164-3166, 3168-3170, 3172-3174, 3176-3178, 3180-3182, 3184-3186, 3188-3190, 3192-3194, 3196-3198, 3200-3202, 3204-3206, 3208-3210, 3212-3214, 3216-3218, 3220-3222, 3224-3226, 3228-3230, 3232-3234, 3236-3238, 3240-3242, 3244-3246, 3248-3250, 3252-3254, 3256-3258, 3260-3262, 3264-3266, 3268-3270, 3272-3274, 3276-3278, 3280-3282, 3284-3286, 3288-3290, 3292-3294, 3296-3298, 3300-3302, 3304-3306, 3308-3310, 3312-3314, 3316-3318, 3320-3322, 3324-3326, 3328-3330, 3332-3334, 3336-3338, 3340-3342, 3344-3346, 3348-3350, 3352-3354, 3356-3358, 3360-3362, 3364-3366, 3368-3370, 3372-3374, 3376-3378, 3380-3382, 3384-3386, 3388-3390, 3392-3394, 3396-3398, 3400-3402, 3404-3406, 3408-3410, 3412-3414, 3416-3418, 3420-3422, 3424-3426, 3428-3430, 3432-3434, 3436-3438, 3440-3442, 3444-3446, 3448-3450, 3452-3454, 3456-3458, 3460-3462, 3464-3466, 3468-3470, 3472-3474, 3476-3478, 3480-3482, 3484-3486, 3488-3490, 3492-3494, 3496-3498, 3500-3502, 3504-3506, 3508-3510, 3512-3514, 3516-3518, 3520-3522, 3524-3526, 3528-3530, 3532-3534, 3536-3538, 3540-3542, 3544-3546, 3548-3550, 3552-3554, 3556-3558, 3560-3562, 3564-3566, 3568-3570, 3572-3574, 3576-3578, 3580-3582, 3584-3586, 3588-3590, 3592-3594, 3596-3598, 3600-3602, 3604-3606, 3608-3610, 3612-3614, 3616-3618, 3620-3622, 3624-3626, 3628-3630, 3632-3634, 3636-3638, 3640-3642, 3644-3646, 3648-3650, 3652-3654, 3656-3658, 3660-3662, 3664-3666, 3668-3670, 3672-3674, 3676-3678, 3680-3682, 3684-3686, 3688-3690, 3692-3694, 3696-3698, 3700-3702, 3704-3706, 3708-3710, 3712-3714, 3716-3718, 3720-3722, 3724-3726, 3728-3730, 3732-3734, 3736-3738, 3740-3742, 3744-3746, 3748-3750, 3752-3754, 3756-3758, 3760-3762, 3764-3766, 3768-3770, 3772-3774, 3776-3778, 3780-3782, 3784-3786, 3788-3790, 3792-3794, 3796-3798, 3800-3802, 3804-3806, 3808-3810, 3812-3814, 3816-3818, 3820-3822, 3824-3826, 3828-3830, 3832-3834, 3836-3838, 3840-3842, 3844-3846, 3848-3850, 3852-3854, 3856-3858, 3860-3862, 3864-3866, 3868-3870, 3872-3874, 3876-3878, 3880-3882, 3884-3886, 3888-3890, 3892-3894, 3896-3898, 3900-3902, 3904-3906, 3908-3910, 3912-3914, 3916-3918, 3920-3922, 3924-3926, 3928-3930, 3932-3934, 3936-3938, 3940-3942, 3944-3946, 3948-3950, 3952-3954, 3956-3958, 3960-3962, 3964-3966, 3968-3970, 3972-3974, 3976-3978, 3980-3982, 3984-3986, 3988-3990, 3992-3994, 3996-3998, 4000-4002, 4004-4006, 4008-4010, 4012-4014, 4016-4018, 4020-4022, 4024-4026, 4028-4030, 4032-4034, 4036-4038, 4040-4042, 4044-4046, 4048-4050, 4052-4054, 4056-4058, 4060-4062, 4064-4066, 4068-4070, 4072-4074, 4076-4078, 4080-4082, 4084-4086, 4088-4090, 4092-4094, 4096-4098, 4100-4102, 4104-4106, 4108-4110, 4112-4114, 4116-4118, 4120-4122, 4124-4126, 4128-4130, 4132-4134, 4136-4138, 4140-4142, 4144-4146, 4148-4150, 4152-4154, 4156-4158, 4160-4162, 4164-4166, 4168-4170, 4172-4174, 4176-4178, 4180-4182, 4184-4186, 4188-4190, 4192-4194, 4196-4198, 4200-4202, 4204-4206, 4208-4210, 4212-4214, 4216-4218, 4220-4222, 4224-4226, 4228-4230, 4232-4234, 4236-4238, 4240-4242, 4244-4246, 4248-4250, 4252-4254, 4256-4258, 4260-4262, 4264-4266, 4268-4270, 4272-4274, 4276-4278, 4280-4282, 4284-4286, 4288-4290, 4292-4294, 4296-4298, 4300-4302, 4304-4306, 4308-4310, 4312-4314, 4316-4318, 4320-4322, 4324-4326, 4328-4330, 4332-4334, 4336-4338, 4340-4342, 4344-4346, 4348-4350, 4352-4354, 4356-4358, 4360-4362, 4364-4366, 4368-4370, 4372-4374, 4376-4378, 4380-4382, 4384-4386, 4388-4390, 4392-4394, 4396-4398, 4400-4402, 4404-4406, 4408-4410, 4412-4414, 4416-4418, 4420-4422, 4424-4426, 4428-4430, 4432-4434, 4436-4438, 4440-4442, 4444-4446, 4448-4450, 4452-4454, 4456-4458, 4460-4462, 4464-4466, 4468-4470, 4472-4474, 4476-4478, 4480-4482, 4484-4486, 4488-4490, 4492-4494, 4496-4498, 4500-4502, 4504-4506, 4508-4510, 4512-4514, 4516-4518, 452

# UNESCO

## LE TIERS-MONDE SERA MIEUX REPRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF

Nairobi (A.P.F.). — La conférence générale de l'UNESCO, réunie dans la capitale du Kenya, a décidé lundi 8 novembre de porter de quarante à quarante-cinq le nombre des membres du conseil exécutif de l'organisation. Le vote a été acquis par 185 voix, il y a eu 8 abstentions, dont l'Union soviétique. Sous les Etats-Unis ont voté contre. Les cinq nouveaux sièges seront affectés à des représentants de l'Afrique (trois), de l'Asie (un) et de l'Amérique latine (un).

D'autre part, de passage à Nairobi, le sénateur américain Dick Clark, président du sous-comité pour les affaires africaines de la commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré que les Etats-Unis, tirant les enseignements de la conférence générale, notamment à propos de l'information et du problème posé par l'adhésion d'Israël au groupe Europe, pourraient décider de s'engager complètement, y compris financièrement, pour l'UNESCO.

# SPORTS

## CYCLISME

### DOPAGE : L'ÉPREUVE DE FORCE

Réunis en assemblée générale lundi 8 novembre à Paris, les membres de l'Union nationale des coureurs professionnels (U.N.C.P.) ont décidé à l'unanimité de la commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré que les Etats-Unis, tirant les enseignements de la conférence générale, notamment à propos de l'information et du problème posé par l'adhésion d'Israël au groupe Europe, pourraient décider de s'engager complètement, y compris financièrement, pour l'UNESCO.

## VOILE

### « X 4 » L'AGENT SPÉCIAL DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE

Le X 4 ne sera pas le nom d'un agent secret mais celui d'un bateau fédéral. La Fédération française de voile lance dans l'intention de populariser la voile, l'inspiration de l'agent spécial, le X 4 est un crayon de l'architecte Christian Maury, à qui l'on devait déjà le 420.

Facilement transportable, le « bateau fédéral » ne pèse, en effet, que 60 kilogrammes pour une longueur de 4,20 mètres et une largeur de 1,35 mètre. Son mâle se démonte en deux parties et sa voile à fourreau a une superficie de 7,70 mètres carrés.

Au début de cette année, la Fédération française de voile avait annoncé son intention de concurrencer le Laser dont le prix (5400 F) est pourtant trop élevé pour un monotype de ce genre. Il reste à savoir si le fait de ne valoir que 560 F suffira à justifier les espoirs qu'avait fait naître le lancement du projet X 4.

# PRESSE

M. Robert Robert vient d'être nommé directeur du quotidien américain International Herald Tribune, publié à Paris. Il remplacera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977, M. Robert McDonald, en poste depuis dix ans, démissionnaire.

M. Robert, qui est âgé de cinquante-six ans, est actuellement président-directeur général de Sun Bulletin et de l'Evening and Sunday Press de Birmingham (Etat de New-York).

Deux journalistes de France-Soir, qui viennent de donner leur démission de ce journal — MM. Eugène Mannoni et Claude Sales — viennent d'être engagés par l'hebdomadaire le Point. Notre confrère Eugène Mannoni, ancien collaborateur du Monde (1954-1963), entre en qualité de grand reporter, tandis que M. Claude Sales, ancien chef adjoint du service étranger de France-Soir — devient chef d'enquête au service nation du Point.

# CARNET

**Félicitations**  
On nous prie d'annoncer la naissance d'un fils, né le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

**Décès**  
M. Donahue, et Marie-France Donahue, née Anne Arbet et ses enfants, Mme Nardone, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, M. Jean-Marie CANTAGREL, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

Mme Simon Chammas, Jacques-Marie-Louis et Madeleine, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, M. Simon CHAMMAS, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

Nous avons le regret d'apprendre la décès de notre ami et collaborateur, M. DELAMARE, marchand de journaux, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

Saint-Etienne, Tassin-La-Demi-Ligne, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, M. Jean-Marie CANTAGREL, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

On nous prie d'annoncer la décès de M. Jean DUPIN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien ingénieur, ancien président de l'Aluminium français, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 7 novembre 1976, à 15 heures, au 42, rue du Docteur-Blanche, 93015 Paris.

## DES SALONS CONFORTABLES EN CUIR PLEINE PEAU

**BRITISH HOME**

Choisir du cuir est investir, spécialiste du siège anglais en cuir pleine peau pleine fleur Fauteuil Regency en caoutchouc massif. Meubles anglais d'importation. Canapé Chesterfield et canapé-lit.

Livraison dans toute la France.

Salon « FLORENCE » : canapé 3 pl + 2 fauteuils

★ 43, rue de Ménilmontant. ★ Tél. : 366-91-24 — 75020 PARIS

Patines antiques personnalisées.

MOINS DE 10.000 F LES 3 PIÈCES

NOMBREUX COULEURS

Salon « PANAMA » : canapé 3 pl + 2 fauteuils

Salon « FLORENCE » : canapé 3 pl + 2 fauteuils

## WINE

Le SCHWEPPES Bitter Lemon regarde descendre sa pulpe.

## A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

VENTE  
S. 1. — Art déco et 1900, verrerie, art nouveau de Gaule.  
S. 15. — Obj. de fables, bronzes cloisonnés, ivroires, obj. sculptés, argent.  
S. 21. — Bijoux argent.  
HOTEL GOSWICK V. — Salon de la Faiz. 10 h. 14 h. 15 : monnaies de collect.

**HARRIS TWEED**  
à la "Boutique 30 ans"



Costume sport 1100 F

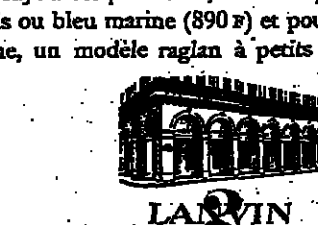
**Burberrys**  
8, bd Malesherbes  
Paris 8<sup>e</sup>  
tél. : 266.13.01

**Une nouvelle collection pour les moins de trente ans**

IL Y A du nouveau chez Lanvin 2. Une collection automne-hiver pour ceux qui veulent s'habiller dans un style jeune, élégant et pas trop coûteux.

Des costumes très anglais en cheviotte dans les tons de l'automne (1300 F). Des trois pièces en laine peignée d'une résistance à toute épreuve (1500 F).

Au rayon des pardessus, Lanvin 2 présente des lodens en gris ou bleu marine (890 F) et pour les amoureux de la laine, un modèle raglan à petits chevrons (990 F).



2, rue Cambon, Paris 1<sup>er</sup> - Tél. 260.38.83

CONFÉRENCES DE L'OASIS  
184, boulevard Saint-Germain, Paris (7<sup>e</sup>). (M<sup>o</sup> Saint-Germain-des-Près)  
MERCREDI 10 NOVEMBRE 1976 à 20 h. 45  
GRANDE CONFÉRENCE organisée par « LA VIE CLAIRE »

**LES MÉTAUX ET LA VIE**  
(Conception Anthropologique de Rudolf STEINER)  
La conférence est faite par le Docteur PAUL CAZZES, Secrétaire général de la Société Médicale de Biothérapie  
• Au début de la réunion : Canevas d'actualité, par Michel REMY, député.  
• La soirée est organisée par M. R.-Ch. GEFROY, Directeur-Fondateur des maisons de « LA VIE CLAIRE ».  
(Entrée libre et gratuite.)



| OFFRES D'EMPLOI                   | La ligne | La ligne T.E. |
|-----------------------------------|----------|---------------|
| "Placards encadrés" 2 col. et +   | 40,00    | 46,70         |
| (la ligne colonne)                |          |               |
| DEMANDES D'EMPLOI                 | 42,00    | 49,04         |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 9,00     | 10,38         |
|                                   | 70,00    | 81,73         |

# ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER        | La ligne | La ligne T.E. |
|---------------------|----------|---------------|
| "Placards encadrés" | 28,00    | 32,69         |
| "Placards encadrés" | 34,00    | 39,70         |
| "Double insertion"  | 38,00    | 44,37         |
| "Placards encadrés" | 40,00    | 46,70         |
| L'AGENDA DU MONDE   | 22,00    | 32,69         |

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux

## emplois internationaux

## emplois régionaux

### EXPANSIAL

Recherche pour Société de Travaux Publics et de Bâtiment

- DIRECTEURS DE TRAVAUX**
  - Ouvrages d'arts REF. 1536 M
  - Travaux industriels REF. 1549 M
- INGENIEURS DIPLOMES**
  - Méthodes, chargés de créer et de développer un service de méthodes REF. 1503 M
  - Etudes de Bâtiment armé et Béton précontraint REF. 1509 M
  - V.R.D. REF. 1537 M
  - Préfabrication lourde pour Bâtiment REF. 1514 M
- COORDONATEURS**
  - Jours corps d'Etat REF. 1514 M
- CONDUCTEURS DE TRAVAUX**
  - hautement qualifiés en :
    - Constructions traditionnelles REF. 1504 M
    - Bâtiments préfabriqués REF. 1540 M
    - Travaux V.R.D. REF. 1518 M
    - Ouvrages d'arts REF. 1536 M
- CHEFS METREURS T.P. ET BATIMENT**
  - REF. 1516 M
- GEOMETRE TOPOGRAPHE**
  - REF. 1561 M
- PROJETEURS**
  - Calculateurs béton armé REF. 1548 M
  - V.R.D. REF. 1518 M

Pour l'ensemble de ces postes, il est nécessaire de posséder une solide formation de base, une expérience professionnelle de plus de 5 années.

- Il est offert :
  - Une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable)
  - Un logement meublé
  - La scolarisation des enfants est assurée.

Adresser C.V. détaillé et photo sous référence correspondante à : EXPANSIAL : 6 rue Halévy, 75009 PARIS.

La clinique des Charmettes SA à LAUSANNE (Suisse) établie, privé spécialisée en obstétrique et en gynécologie, cherche une

**SAGE-FEMME**  
diplômée,  
ayant quelques années de pratique  
— Condi. de travail agréables.  
— Prestations sociales.  
— Logement à disposition.  
Après de suite ou à convenir.  
Faire off. manusc. à l'adresse de la clinique, chemin de Morner 10-CH-1001 LAUSANNE.

Important Groupe d'experts comptables recherche pour séjour prolongé au SÉNÉGAL, CÔTE D'IVOIRE, CAMEROUN ou GABON

**EXPERTS COMPTABLES MEMORIALISTES**  
ayant obligatoirement plusieurs années d'expérience Cabinet et plus précisément de missions d'Audit.  
Ecrire avec C.V. et photo S.O.F.S.A. 66 rue de la Victoire, PARIS-9.

**YALE UNIVERSITY**  
Département de français  
Poste vacant à partir de l'automne 1977. Associate Professor with tenure (maître de conférences titulaire). Spécialisation recherchée : littérature de la Renaissance ou théorie de la littérature, ou combinaison des deux. Seules sont encouragées les candidatures reposant sur une expérience de l'enseignement et des travaux de premier ordre.  
Adr. C.V., principales publications et toute autre correspondance à : Chairman, French Department, Yale University, New Haven, Connecticut 06520, Etats-Unis d'Amérique.

Pour FASIE

**SUPERVISEUR GENIE CIVIL**  
pour contrôle études et travaux (ponts et bâtiments)  
Envoyer C.V. détaillé, à A.T. 25, av. de Friedland 75008 PARIS

### ASSISTANT CONTROLLER

Automotive components division of large U.S. Group is looking for frenchman, 27 min., good degree, audit or accounting experience in contact with industry, to receive 2 years training in us prior to high level assignment in european subsidiary.

Fluent english required. F.F. 100.000 P.A. + car and housing allowance, moving expenses reimbursed.

Send C.V., photo to Pierre Lichau S.A. 10, rue de Louvois 75063 Paris cedex 02 réf. 2285 who will forward.

### SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ENGINEERING EN PLEINE EXPANSION

Siège Central Athènes - Grèce

#### DES INGENIEURS CIVILS

diplômés-mécaniciens ayant 2 à 12 années d'expérience, soit dans le domaine des études et dans la surveillance ainsi que l'exécution de travaux en bâtiments. V.R.D.

#### DES TECHNICIENS QUALIFIES

niveau TS et STI en surveillance de chantiers, mécanique du sol (forage, laboratoires et essai). Conditions intéressantes et postes d'avenir.

La résidence du personnel choisi sera répartie entre les pays du Golfe Arabe, l'Algérie et la Nigéria. La préférence sera donnée aux ingénieurs arabophones. La connaissance de l'anglais est absolument nécessaire.

Les candidats intéressés doivent envoyer lettres et C.V. à l'adresse suivante : Département Personnel AICE International - 314, av. Syngrou, Athènes (GRÈCE). Dénominations s'abstenir.

Une société internationale de construction propose le poste de

### Directeur de bureau d'études

à un ingénieur formation grande école.

Nous confions à un candidat âgé d'au moins 40 ans la direction, depuis Bruxelles, d'un bureau d'études au sein duquel il sera chargé de la conception et de la réalisation de ports en haute mer. Compte tenu des fonctions qui lui seront confiées, une expérience professionnelle certaine dans ce domaine d'activité semble indispensable. La connaissance de l'anglais d'autre part est nécessaire.

Des déplacements réguliers mais de courte durée sont prévus et les conditions de salaire liées au poste sont tout à fait exceptionnelles.

Nous vous prions d'adresser un C.V. détaillé réf. 2286 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

### ENGINEERING FRANCAIS de renommée internationale recherche

### RESPONSABLE DE MISE EN ROUTE au plus haut niveau

Ce responsable :

- dirigera l'équipe d'assistance technique
- assurera la gestion contractuelle du démarrage d'un important complexe pétrochimique en EXTREME-ORIENT

Ce poste exige la connaissance de l'anglais parlé.

Expérience de mise en route ou d'exploitation d'ensemble d'unités pétrochimiques indispensables.

Niveau de rémunération pouvant atteindre 800.000 F en fonction du niveau de compétence.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite réf. 15749 M à :

A.N.P.M.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

### PS Conseil

### ASSISTANT (E) FONCTION PERSONNEL

RÉGION AUXERRE

Une importante société alimentaire française dont le siège administratif et les usines (600 personnes) sont situés dans l'Yonne, recherche un jeune cadre (homme ou femme) pour participer à la mise en place et au développement de la fonction personnel. Sous l'autorité du Secrétaire Général, et en étroite collaboration avec lui, la personne retenue se verra confier un certain nombre de missions et d'études concernant : l'embauche, l'accueil, le suivi, la formation et l'intégration des ouvriers et employés, ainsi que des agents de maîtrise. Il s'agit dans sa conception même d'une fonction plus sociale qu'administrative, bien qu'elle implique des tâches administratives : gestion des effectifs, dossiers sociaux, paye... Ce poste conviendrait à une femme ou à un homme, en début de carrière, de formation supérieure - licence lettres, psychologie, sociologie, ayant si possible une première expérience dans une fonction similaire ou dans la formation permanente mais étant, en tout état de cause, très motivé (e) par un travail dans une société industrielle. La rémunération annuelle sera liée aux compétences et à l'expérience acquise.

Adresser C.V. sous réf. A/2474 M à :

PS CONSEIL  
8, rue Bellini 75782 Paris Cedex 16  
Nécessaire s'abstenir

### comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines  
2 400 personnes

Une des sociétés du groupe COMEX recherche

### Cadres de gestion

- niveau études supérieures économiques et comptables (E.S.S.E.C., E.S.C.P., H.E.C.)
- 3/4 ans expérience finance administration dans société multinationale,
- pratique courante de l'anglais.

**LA MISSION :**  
Responsabilité du contrôle de gestion d'une division du groupe (contrôle budgétaire - études économiques - organisation comptable - prévisions - mise en place et évolution des systèmes de gestion).

Le poste est à pourvoir rapidement. Lieu de travail : MARSEILLE. Déplacements de courte durée à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 2/76.540 à COMEX - Service Recrutement 13275 MARSEILLE CEDEX 2

### TRÈS IMPORTANTE STÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION DE TRACTEURS ET MACHINES AGRICOLES

recherche pour son réseau commercial région PROVENCE-LANGUEDOC

### DIRECTEUR DES VENTES

Il devra prendre la responsabilité de :

- animation réseau vente et organisation commerciale,
- promotion vente,
- études commerciales nouveaux produits,
- achats,
- gestion stocks,
- travaux (clients, fournisseurs),
- livraisons et après vente.

Ce poste conviendrait parfaitement à candidat ambitieux et dynamique de 35 ans et plus, ayant exercé dans poste similaire ou chef de vente.

Il devra allier une excellente expérience du terrain, des produits et de l'animation des hommes à une bonne connaissance des méthodes actuelles de marketing, gestion par objectif et contrôle budgétaire.

Rémunération de départ : 90/120 000 F. Évolution possible vers poste de direction d'une unité de vente après quelques années. Résidence dans ville universitaire.

Envoyer en enveloppe C.V. et photo à M. 93037, Contesse Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup> qui transmettra.

La division BATIMENT d'une importante industrie de la région Rhône-Alpes, recherche pour ses activités sur chantiers à l'échelon national

### jeune ingénieur coordonnateur service travaux

Le poste consistant à un ingénieur possédant une première expérience industrielle ou dans la coordination de travaux et assumant des responsabilités d'ordonner et de participer activement sur la réalisation de chantiers.

La fonction, très ouverte sur l'extérieur, suppose de nombreux déplacements sur toute la France. Résidence souhaitée dans la région NANTUA-OCYONIAUX (01).

Envoyer C.V. et photo à notre Conseil avec réf. 252 A.L. à notre Conseil

algoe

Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils  
Route de Champagne, 69730 ECULLY.

## un nouveau service concernant l'emploi Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

### bon de commande à découper

### Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions sélectionnées :
  - ☐ Direction générale, fonctions multiples.
  - ☐ Marketing relations publiques/publicité.
  - ☐ Informations.
  - ☐ Production et relations.
  - ☐ Ingénieurs.
  - ☐ Etudes organisation et recherche.
  - ☐ Direction financière et administrative.
  - ☐ Comptabilité.
  - ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
  - ☐ Direction commerciale vente.
  - ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines désiré :

| TARIF DES ABONNEMENTS (en France) |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|-----------------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Nombre de fonctions demandées     | 1   | 2   | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  |
| 5 semaines                        | 20  | 39  | 57  | 74  | 90  | 106 | 119 | 132 | 144 | 155 | 165 |
| 13 semaines                       | 40  | 78  | 114 | 149 | 180 | 210 | 238 | 264 | 288 | 310 | 330 |
| 25 semaines                       | 70  | 136 | 199 | 259 | 315 | 368 | 416 | 462 | 504 | 542 | 577 |
| 52 semaines                       | 120 | 234 | 342 | 444 | 540 | 630 | 714 | 792 | 864 | 930 | 990 |

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.03, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Bateliers, 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du "Le Monde" ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

ÉTRANGER : envoi aérien : + 7 francs par fonction et par semaine

| OFFRES D'EMPLOI                                       | la ligne | la ligne 12 |
|---|----------|-------------|
| "Placards encadrés" 2 col. et +<br>(la ligne colonne) | 42,00    | 48,70       |
| DEMANDES D'EMPLOI                                     | 9,00     | 10,33       |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.                     | 70,00    | 81,73       |

## ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER        | la ligne | la ligne 12 |
|---------------------|----------|-------------|
| "Placards encadrés" | 34,00    | 39,70       |
| Double insertion    | 38,00    | 44,37       |
| "Placards encadrés" | 40,00    | 46,70       |
| L'AGENDA DU MONDE   | 28,00    | 32,69       |

REPRODUCTION INTERDITE



### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**vallourec**  
1er Transformateur d'Acier,  
recherche pour une de ses Activités de  
Parachèvement sur Tubes

**ingénieur AM  
ou équivalent**

Quelques années d'expérience, soit en bureau d'études soit en fabrication ou entretien, vous ont permis d'acquérir de bonnes connaissances en métallurgie, hydraulique, mécanique et électricité.

L'activité Parachèvement sur Tubes, située dans le Nord, vous propose, avec la responsabilité des études et travaux neufs, méthodes, outillages, dans le cadre d'un plan global d'actions d'améliorations, de prendre part à la politique de développement et de diversification de son activité de forgeage.

Chargé de la mise au point des fabrications nouvelles, vous aurez des contacts avec les clients potentiels en France et à l'étranger (anglais indispensable et allemand souhaité).

Ce poste débouchera ultérieurement sur une responsabilité de fabrication.

Adresser CV + lettre man. + photo, sous réf. 18-78/A à Madame Varère, Vallourec 7, Place du Chancelier Adenauer 75764 PARIS CEDEX 16

**Fonction personnel**

**CHARLEVILLE-MEZIERES**

anglais courant

Nous sommes une Importante Société Multinationale de construction de matériels de T.P.

Nous recherchons pour notre Centre de Production Ardennaise (1100 employés) un jeune cadre qui, sous l'autorité du responsable local du personnel, sera appelé à participer aux multiples domaines de cette fonction dans le cadre d'une politique de gestion professionnelle avec l'assistance des spécialistes de la direction centrale du personnel de notre siège parisien.

Ce poste, particulièrement formateur, dans un cadre de travail dynamique, nécessite un candidat :

- de formation supérieure
- justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans de la fonction
- possédant les qualités d'un "leader"
- pratiquant couramment la langue anglaise

Les candidats sont invités à adresser leur curriculum vitae, photo et prétentions à :

**No 83714 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmet.**

**SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT D'IMPORTANCE NATIONALE**

recherche

pour l'une de ses directions régionales à Lille

**Ingénieur**

RATIMENT T.P.

Mission :

- Il assistera le technicien des opérations d'aménagement, il sera amené à s'intéresser au suivi de ces opérations.

Profil recherché :

- Connaissance pratique de 3 ans minimum des problèmes de Bâtiment acquis soit en entreprises soit en B.E.
- Connaissances V.R.D. appréciées.
- Ouverture à des problèmes très variés qui pourraient même toucher à la gestion.

Envoyer curriculum vitae, photo et salaire actuel, sous réf. AUBR (à mentionner sur l'enveloppe) à :

**Publicis Conseil EMPLOIS & CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS**

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE L'INDUSTRIE MÉCANIQUE OCCUPANT LE PREMIER RANG DANS SA BRANCHE EN FRANCE ET L'UN DES PREMIERS EN EUROPE**

CRÉE DANS L'UNE DE SES USINES (500 personnes) SITUÉE DANS VILLE IMPORTANTE À 150 KM SUD DE PARIS UN POSTE DE

**CHIEF DES SERVICES TECHNIQUES**

et recherche pour ce poste

**INGÉNIEUR A.M., ECAM, ICAM, INSA, MÉCANICIEN CONFIRMÉ**

ayant 5 à 15 ans d'expérience industrielle de fabrications de grandes séries, de préférence dans la fonction Méthodes et industrialisation.

Le candidat retenu aura pour missions de diriger et coordonner : le Bureau d'Études, les Méthodes, l'Outillage, les Travaux Neufs et le Contrôle Qualité.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 121 F 882 30, rue de Mogador 75009 PARIS.

**Centre de Psychologie Appliquée**

**ANIMATEUR CADRE DE VIE**

Pratique ARTS PLASTIQUES.  
— Expérience pédagogique et d'animation indispensable.  
— Responsabilité de son secteur.

Transmettre dossier candidature C.D.A.C. 20, av. Sarraï, 92009 BELFORT.

Importante SM 150 km de Paris recherche pr serv. informatique

**CHIEF D'EXPLOITATION**

sur ordinateurs 3<sup>e</sup> génération. Qualités requises : méthode et logique, sans du commandement et des responsabilités.

Adresser C.V. détaillé et prêt à n° 520 231 AL REGIE-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

Gde Banque Régionale de l'Ouest de la France avec siège à NANTES cherche

**FISCALISTE**

ayant formation et expérience en fiscalité des entreprises. Certifications et lettres H.A.P. 421, rue de la République, 75001 PARIS

Spécialiste de matériels de préparation du sol, la Société HUARD-C.F.P.-S.C.M. qui emploie 1500 personnes recherche pour son usine de CHATEAUBRIANT, ville située à 60 km. au nord de Nantes, un

**CHIEF DE PERSONNEL**

Sous l'autorité du Directeur général, le candidat, âgé de 35 ans minimum, assurera la gestion du personnel ouvrier et E.T.D.A.M. (recrutement, formation, classifications, rémunérations, sécurité) et sera chargé de l'information et des relations avec les instances de représentation du personnel.

De formation supérieure, il doit avoir une expérience réelle des relations humaines dans un cadre industriel et de la législation du travail.

Envoyer C.V. avec photo, prétentions et lettre manuscrite expliquant les motivations de la candidature à :

**M. le Directeur général HUARD-C.F.P.-S.C.M., 44110 CHATEAUBRIANT.**

— Organisme spécialisé recherche pour MARSILLE collaborateur niveau D.E.C.S. bonne conn. gestion hospitalière. Adresser C.V. manuscrite, photo et prétentions à C.O.F.R.E.P.H. 18 bis, rue d'Anjou 75008 PARIS.

**arc**

7, RUE DU PONT-GUILHEMERY 31 TOULOUSE - Tél. : (61) 62.66.89

Importante Entreprise Sud-Ouest spécialisée dans la fabrication d'appareillage électrique B.T. recherche

**2 INGÉNIEURS ÉTUDES (REL. ING/ES)**

**1 INGÉNIEUR LABORATOIRE (REL. ING/LAB)**

- Diplômés Ecole d'Ingénieurs (ENSI, SUPLEP ou équival.)
- Spécialistes Electro-technique ;
- Expérience indispensable en Bureau d'Études ou en Laboratoire (2 ans minimum) ;
- Connaissance approfondie de l'anglais ou de l'allemand souhaitée.

Les candidatures de débutants seront aussi examinées.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence à l'attention de Gilles Santucci.

**ANNONCE MAG**

**SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉE EN PRODUITS FRAIS, RÉGION VENDEE**

recherche

**CONTROLEUR DE GESTION**

- 35 ans minimum ; de formation ESSEC ou similaire,
- Responsable de contrôle budgétaire, des prix de revient, de la réalisation des prévisions et programmes établis en relation avec l'information.

(REL. 1)

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

- 40 ans minimum ; formation Ecole de Commerce,
- Responsable de la politique commerciale, de son application et de la gestion administrative de son département.
- Il doit avoir une expérience étendue des produits alimentaires et en particulier des produits frais ainsi que des circuits de distribution ; ce doit être un homme d'terrain.

(REL. 2)

Pour ces postes écrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence correspondante à :

**guillon sélection 23, AV. DE LIVRY 93340 LE RAINCY**

Distributeur **ELECTRO-MENAGER** GAZ - QUINCAILLÈRES recherche

**INSPECTEUR DES VENTES**

Homme de terrain, il sera chargé d'animer sur la Gironde une équipe de 12 collaborateurs et participera à l'élaboration de la politique commerciale de la Société.

- expérience similaire indispensable ;
- Age minimum 35 ans ;
- résidence BORDEAUX à prévoir.

Adresser candidature, curriculum vitae manuscrite photo (retournée) et prétentions à :

**2 place de la Bourne, 33076 BORDEAUX CEDEX.**

**CIPPE**

**un chef du personnel**

Placé sous son autorité, il met en place et prend en charge la fonction complète :

- emploi et gestion des ressources humaines,
- administration et statuts,
- relations sociales.

C'est un cadre de 35 ans min., de formation supérieure (Droit), ayant plusieurs années d'expérience de la fonction en usine.

Écrire à G. BARDOU sous réf. 3089 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES**

Très important

**Groupe Textile**

confierait à

**Jeune Diplômé Grandes Ecoles**

(SCIENTIFIQUES ou COMMERCIALES) DEBUTANT,

ou possédant de 1 à 2 ans d'expérience, le poste de

**Chef de Marché Sportswear**

pour l'une de ses Divisions.

Directement rattaché au Directeur de la Division, il sera chargé :

- d'étudier la demande à ses différents stades (Tisseurs, Teinturiers, Confectionneurs, Distributeurs...)
- de définir une politique commerciale ambitieuse,
- et de la mettre en application sur le terrain (clients existants et à prospecter), en ayant la responsabilité complète du C.A. et de la rentabilité par produits.

Cette activité de mise au point et de vente d'un Service Industriel, directement lié à la mode, doit permettre à un candidat dynamique et imaginatif de s'affirmer et d'évoluer au sein du groupe.

Résidence petite ville agréable des Vosges.

Les dossiers de candidatures — sous Réf. M. 1237 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT 10 rue de la Paix, 75002 Paris.**

**INGÉNIEUR AM, ECAM, ICAM :**

à 35 ans minimum, votre expérience de B.E. et de fabrication en mécanique générale, chaudronnerie fine, mécano-soudure et en électronique vous permet de devenir après le temps de formation nécessaire

**directeur technique**

d'une entreprise en plein développement pour prendre en charge l'étude et la fabrication de matériels pour l'industrie alimentaire en France et à l'étranger.

Ce poste prépare aux fonctions de directeur d'usine (250 collaborateurs) qui est à pourvoir dans trois ans. Résidence à Bordeaux.

Écrire à G. BARDOU sous réf. 3113 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES**

**IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES DE L'ADMINISTRATION**

recherche un

**INGÉNIEUR CONFIRMÉ**

pour prendre la direction du groupe Bétons - Aciers ouvrages d'art.

Le candidat devra posséder d'une école d'ingénieurs spécialisée, complète par un stage au centre des hautes études en béton armé et précontraint. Une expérience professionnelle en laboratoire et sur chantier de 6 ans minimum est requise dans la spécialité.

Une bonne connaissance de la gestion des normes est également nécessaire.

Le lieu de travail se situe dans la banlieue d'Orléans, mais le poste implique de fréquents déplacements dans la région Nord - Pas-de-Calais.

Faire demande manuscrite avec C.V. détaillé et références professionnelles à Ag. HAYAS, 59023 LILLE CEDEX, sous réf. AT 4471/71.

Pour former une NOUVELLE ÉQUIPE

Établissement Financier recherche

**INSPECTEURS**

- Grande mobilité.
- Susceptibles former et animer Agents - Correspondants et suivre clientèle.
- Postes pourront déboucher sur responsabilités régionales.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous le numéro T 056.128 M. Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

**SOCAMETT**

Société de caution mutuelle, nouvellement créée, recherche pour renforcer son équipe

**2 Inspecteurs**

Totalement responsables des dossiers dont ils auront la charge, ces 2 inspecteurs devront :

- dans un 1er temps, préparer les dossiers d'admission :
- analyses financières,
- contrôle du respect des règles sociales et professionnelles,
- conclusion sur la recevabilité de la demande d'adhésion et la détermination d'une caution,
- et dans un 2ème temps, en assurer la maintenance :
- suivi des informations périodiques,
- contrôle sur place,
- révision annuelle des cautions,
- statistiques,
- suspension de garantie.

De formation nécessairement complète et financière, les candidats auront de bonnes connaissances en législation sociale et une première expérience en cabinet d'audit par exemple.

**DES DÉPLACEMENTS DE COURTE DURÉE SONT À PRÉVOIR**

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. J. ROUDAYER SOCAMETT 87 Rue Saint-Lazare 75009 PARIS

**filtres numériques**

Très importante Société spécialisée dans l'électronique pré-sélectionnée recherche

**INGÉNIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT FILTRES NUMÉRIQUES**

- Vous lui offrez la responsabilité d'une petite équipe pour l'étude, la simulation sur ordinateur, l'application, et la réalisation de filtres numériques à haute précision, faisant intervenir la micro-électronique.
- Vous lui demandez des connaissances approfondies en mathématiques (traitement des signaux numériques, intégrales du temps, transformation en Z...), en informatique (Fortran), en circuits logiques et si possible en communication. L'usage des microprocesseurs serait un atout supplémentaire.

Ce poste devrait conduire à un ingénieur de Grande Ecole (Centrale, Télécom, Supélec, etc.) ayant une expérience dans le domaine de TRAITEMENT DES SIGNAUX NUMÉRIQUES ou ayant effectué des recherches sur le même sujet dans le cadre d'une spécialisation universitaire.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec référence 8811/M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE 75002 PARIS**

**HOECHST FRANCE**

recherche pour sa

**DIRECTION COMMERCIALE**

**UN CADRE DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE**

Responsable du service « MÉTHODES COMMERCIALES »

Il animera une équipe fonctionnelle travaillant en étroite liaison avec les services opérationnels et les services administratifs et participera à l'élaboration des objectifs commerciaux.

Le poste nécessite une très bonne connaissance de l'allemand et une expérience d'au moins 5 ans si possible dans la vente.

L'expérience acquise dans cette fonction pourra permettre une évolution vers des responsabilités commerciales opérationnelles importantes.

Adresser C.V. et niveau rémunération, Département du Personnel - Tour Soussel Nobel - Cedex 3, 62080 PARIS-LA DEFENSE.

**Association Internationale (Paris 8e)**

recherche une

**responsable communications - F -**

Elle sera chargée :

- de l'organisation complète des congrès, conférences, réunions, etc.,
- d'aider à la rédaction, à la préparation et à la diffusion de publications régulières de l'association à ses membres et aux relations externes et internes y compris avec la presse.

Nous souhaitons :

- parfaitement bilingue anglais-français
- 30 ans minimum - formation supérieure
- bonne capacité de rédaction
- expérience des relations publiques et internationales

Adresser C.V. détaillé ou téléphoner à

**CARRIÈRES SERVICES 19, rue de la Paix - 75002 Paris 073.21.05**

سكنا في العمل



| OFFRES D'EMPLOI                                       | La ligne | La ligne TC |
|---|----------|-------------|
| "Placards encadrés" 2 col. et +<br>(la ligne colonne) | 40,00    | 46,70       |
| DEMANDES D'EMPLOI                                     | 42,00    | 49,04       |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.                     | 9,00     | 10,33       |
|   | 70,00    | 81,73       |

# ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER        | La ligne | La ligne TC |
|---------------------|----------|-------------|
| "Placards encadrés" | 28,00    | 32,69       |
| Double insertion    | 34,00    | 39,70       |
| "Placards encadrés" | 38,00    | 44,37       |
| L'AGENDA DU MONDE   | 40,00    | 46,70       |
|                     | 58,00    | 62,69       |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Le Chef du Service comptabilité clients adjoint

d'une très importante société industrielle recherche son

Celui-ci le second sera en assumant en particulier la responsabilité de la facturation, de la taxation, de l'enregistrement comptable, du suivi des contrats commerciaux etc.

- ce sera un homme de 35 ans minimum,
- de formation de type DECS ou Ecole Supérieure de Commerce (option finances/comptabilité),
- ayant déjà l'habitude de diriger du personnel (un groupe d'une dizaine de personnes par exemple),
- qui pourra faire valoir une expérience d'au moins 5 ans dans un service similaire.

Seules les personnes réunissant ces critères pourront voir leur candidature favorablement examinée.

Ecrire avec CV, sous référence 11 402  
PLEIN EMPLOI  
156, Boulevard Haussmann, 75008-PARIS.

## etap

GRUPE INDUSTRIEL (5.000 PERSONNES) SECTEUR TERTIAIRE - METTANT EN ŒUVRE IMPORTANTS MOYENS EN MATÉRIEL ET PERSONNELS, OFFRE DANS LE CADRE D'UN FORT DÉVELOPPEMENT POSTES DE

### RESPONSABLES DE MARKETING

Formation supérieure, ayant 2 à 3 ans d'expérience commerciale ou marketing de préférence au sein d'entreprises. Ils seront chargés d'activités d'études, promotion, relations publiques dans un secteur en fort développement.

Postes villes de province. Une certaine mobilité géographique est possible.

Ecrire sous référence ZK 246 CM.

GRUPE MULTINATIONAL BIENS D'ÉQUIPEMENTS - BANLIEUE NORD-EST PARIS - RENFORCE SES STRUCTURES COMMERCIALES ET OFFRE SITUATION ET RESPONSABILITÉS IMPORTANTES A

### CHEF DES VENTES AUX CONSTRUCTEURS POIDS LOURDS

Ce poste peut convenir à un ingénieur confirmé, ECF, AM ou équivalent, ayant 8 à 10 ans d'expérience professionnelle, des connaissances du milieu Poids Lourds, l'habitude des contacts commerciaux et de la gestion.

Responsable d'un C.A. important et d'une équipe étendue, il aura une activité large et variée : participation à l'élaboration de la politique commerciale, prévisions, réalisations, gestion, contacts avec sociétés sœurs, collaboration avec les B.E. pour les nouveaux produits, etc.

Anglais courant indispensable. Connaissance de l'allemand appréciée.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 120.000 F +

Ecrire sous référence MB 248 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DESIREUSE DE RENFORCER LE POTENTIEL TECHNIQUE DE SES SERVICES COMPTABLES

offre, à LAIGNEY, un poste intéressant et évolutif de

### JEUNE CADRE COMPTABLE

DECS mini, débutant ou ayant acquis 1 ou 2 ans d'expérience au sein d'une direction financière et comptable.

Ce poste offre la possibilité de se former à des activités diversifiées et d'assumer une fonction d'encadrement, une polyvalence aux méthodes de gestion et à l'informatique est souhaitée.

Ecrire sous référence VG 245 AM.

SOCIÉTÉ EN FORTÉ EXPANSION (SECTEUR ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE) 1.500 PERSONNES - AFFILIÉE A IMPORTANT GROUPE

banlieue immédiate SUD PARIS OFFRE SITUATION D'

### ATTACHÉ DE DIRECTION DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat formation supérieure (ES - LIC. DROIT - INGENIEUR ou équivalent...) ayant au moins 5 ans d'expérience dans des fonctions de personnel. Il sera spécialement chargé de la gestion des ressources humaines (prévisions d'effectifs - recrutements - formation - suivi de carrières...)

SITUATION INTÉRESSANTE POUR CANDIDAT RÉALISTE, D'EXCELLENT CONTACT ET MÉTHODIQUE.

Ecrire sous référence XI 245 CM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (10 USINES) PARIS-LA DÉPENSE, RECHERCHE

### DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ

HEC, ESSEC, ESCP + DIPLOME EXPERT COMPTABLE.

### POSTE DE PREMIER PLAN

• pour candidat 35 ans mini disposant d'une expérience confirmée en comptabilité, fiscalité, contrôle de gestion ;

• ayant des qualités d'animateur et le sens du travail en équipe.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 150.000 F +

Ecrire sous référence TE 241 AM.

FIRME INDUSTRIELLE FRANÇAISE LIÉE A PUISSANT GROUPE EUROPÉEN (EQUIPEMENT ÉLECTRIQUE POUR AUTOMOBILES) PARIS - RECHERCHE

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ

32 ans mini ayant formation complémentaire marketing pour poste à créer d'

### ADJOINT MARKETING DU DIRECTEUR COMMERCIAL

capable assurer, à partir d'une étude permanente du marché et de contacts directs avec les grands clients de la firme, l'élaboration et la mise en œuvre : - d'une politique des produits, - d'une stratégie de distribution.

IL S'AGIT D'UN POSTE D'AVENIR PERMETTANT A TERME RAPPROCHÉ L'ACCESSION A DES FONCTIONS DE RESPONSABILITÉS IMPORTANTES

Une solide expérience du marketing de produits industriels, une bonne connaissance de l'allemand (ou la possibilité de la perfectionner) sont indispensables. Le traitement annuel ne sera pas inférieur à

120.000 F

Ecrire sous référence UF 242 AM.

etap 4 rue Massénet 75016 PARIS discrétion absolue

## ingénieur chef de projet

100 000 F

Dans le cadre de la structuration de sa division industrielle, la filiale d'un groupe Américain crée le poste de chef de projet. Ce collaborateur aura pour mission de préparer et gérer les plans d'investissements, d'améliorer les méthodes et les procédures. Le poste conviendrait à un ingénieur (Arts et Métiers...) possédant environ 5 ans d'expérience acquise dans l'industrie pharmaceutique, la cosmétologie ou la grande consommation, à un poste tel que responsable entretien ou équivalent. Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 1021/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

## PARIS - LYON - MARSEILLE DIRECTEURS AGENCES

MISSIONS DE HAUT NIVEAU

Expérience commerciale et technique en électricité, mécanique et thermique. Spécialisation donnée par entreprise.

Grandes capacités indispensables pour animer, organiser, contrôler la vente, le montage et l'après-vente de nouveaux systèmes de chauffage domestiques et industriels.

Cand. man., C.V. prêt., à Sud Marketing, sous le numéro 12.109.248, av. R.-Salengro, 13015 Marseille.

Important cabinet international de conseils en Management.

## ingénieurs en organisation industrielle

analystes, consultants, ou chefs de projets.

Selon leur expérience, ils auront à intervenir auprès de nos clients sur des contrats de longue durée. Déplacements fréquents.

• Formation technique supérieure et expérience vécue de l'entreprise indispensables.

• Rémunération fixe et évolutive. • Anglais parlé souhaité.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement sur téléphone de lundi au vendredi.

Information Carrière SVP-111 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. On peut également envoyer son dossier. Réf. 814 65, avenue de Wagram 75017 Paris

## CONTROLEUR DE GESTION

80.000/100.000 F

C'est un poste qui débouche assez largement le simple contrôle de gestion. Nous aurions pu l'appeler Chef du Département Administratif et Financier ou Contrôleur Financier.

En effet, l'essentiel de la fonction consiste à prendre en charge : la comptabilité générale et analytique, les fonctions administratives, l'administration du personnel et l'assistance financière au niveau de la Direction Générale.

Nous recherchons donc un jeune ESC, ayant une formation comptable et financière et environ 3 à 5 ans d'expérience dans l'Audit, l'Assistance d'une Direction Financière ou toute autre fonction lui permettant de prendre ce nouveau poste.

Enfin cette position est évolutive à terme.

Merci d'envoyer votre cur. vitae sous réf. 3.270 A

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de Messine 75008 PARIS à qui nous avons confié cette recherche.

## banque

Nous sommes une banque internationale. Nous recherchons pour nos structures en France et à l'étranger des

### CADRES CLASSE V et VI

ayant une expérience de 5 à 9 ans dans les domaines de Crédit, de l'Administration et/ou du Contrôle.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme, capable de : - le suivi des opérations, - des connaissances techniques, - un suivi constant de l'information et de l'application de la loi.

Les perspectives sont très intéressantes pour des carrières dynamiques.

Les appointements sont à la hauteur des exigences de notre établissement.

Ecrire avec C.V., photo et références sous référence 5784-M à I.C.A. qui transmettra.

ICA International Classified Advertising 3 rue d'Alsace - 75001 PARIS

## SOCIÉTÉ BATIMENT YVELINES recherche

### CHEF BUREAU D'ÉTUDES

connaissant parfaitement agencements (méthodes modernes de fabrication) bois, métal et tous corps de métier nécessaires à l'agencement. Poss. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme, capable de beaucoup d'initiatives et posséder à fond son métier. Salaire à débattre.

Adres. C.V. + photo + préférences sous réf. 3104 : 54, r. Servient 93023

sepi Iyon

Entreprise exerçant son activité dans le domaine de la Construction de Bâtiment et Travaux Publics affiliée à un Groupe Industriel très important recherche

POUR SA DIRECTION REGIONALE

### PARIS CENTRE

### DIRECTEUR TECHNIQUE

(COLLABORATEUR DIRECT DU P.-D.G.)

Formation grandes écoles (X, Centrale, P. et C. T.P., A.M. ou niveau équiv.).

Expérience bâtiment travaux publics indispensable :

- ouvert aux techniques nouvelles ;

- excellentes contacts humains.

Envoyer cur. vitae détaillée, références, photo et préférences sous le n° 51.851 à : 38, rue de l'Arade J.R.P. PARIS (92) qui transmettra. (Discrétion assurée.)

PARIS CENTRE

### Organisme de Prévoyance

équipé d'un IBM 370/138 + TP nous cherche la recherche de

### PROGRAMMEURS

Les candidats que nous souhaitons engager devront posséder une expérience de 2 à 5 ans au langage FORTRAN.

Ils travailleront à la mise en œuvre d'applications de gestion en étroite collaboration avec un analyste.

Rémunération : 50-55.000 F-an.

Faire acte de candidature sous réf. 4.467 M à : Jean POIRACCHIA

PARACHES INTERNATIONAL conseil en recrutement 10 rue Saint-Jacques 75001 PARIS

## DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

MAX. 300 000 F.

Un important groupe pharmaceutique recrute son Directeur de la Recherche et du Développement au plan international. Siège à Paris. Il aura la responsabilité complète de la recherche scientifique, des essais cliniques et de la gestion correspondante, impliquant plusieurs centaines de personnes et de la liaison avec les fonctions Production et Marketing. Ce poste concerne un dirigeant dynamique assumant un poste comparable ou un universitaire expérimenté, pratiquant la recherche pharmaceutique. L'âge minimum sera de 35 ans, la nationalité est indifférente mais le français doit être courant et l'anglais est souhaitable.

Ecrire confidentiellement sous référence DRD avec curriculum vitae détaillé, adresse et téléphone privé précisant la rémunération actuelle. Discrétion absolue : garantie par un important Conseil International assurant cette recherche. Aucune information ne sera communiquée à notre client sans l'accord préalable de l'intéressé et seulement après entretien personnel.

P. Létour S.A. - 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

## DIEBOLD FRANCE S.A.

recherche pour faire face à son expansion.

### INGÉNIEURS CONSEILS EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Désireux de s'insérer dans une équipe de grande qualité pour effectuer des interventions très diverses mais toujours de haut niveau.

Notre choix se portera sur deux types de candidats :

• D'une part des hommes d'une grande maturité pouvant justifier d'une réelle expérience dans une fonction similaire acquise soit dans une entreprise industrielle, soit dans un constructeur d'équipements, soit dans un cabinet de conseil.

• D'autre part de jeunes ingénieurs (25 ans maximum), issus de grandes écoles (X, BCP, ...), ayant au moins 2 ans d'expérience dans une entreprise et un bon bagage informatique.

Envoyer curriculum vitae, photo et préférences à : DIEBOLD FRANCE, 63, r. La Boétie 75008 Paris

Nous sommes un Groupe Industriel Français d'importance internationale. Notre Direction Administrative et Financière recherche son

## chef du département juridique et fiscal

Agé de 30 ans minimum, ayant acquis une solide formation de base en matière juridique et fiscale et une expérience de plusieurs années dans une Société Industrielle importante ou un Cabinet Juridique, ayant en outre une certaine connaissance des législations et réglementations étrangères et une bonne pratique de l'anglais ou de l'allemand.

Sa mission sera d'analyser et de contrôler l'ensemble des contrats : droit commercial, des transports, du travail, droit commercial, brevets, marques. De plus, il sera à l'origine des constitutions de sociétés et prises de participation, du suivi de la vie juridique de la société, et des principaux dossiers contentieux.

Dans l'exécution de sa mission, il sera en contact avec les différentes Directions de la Société, et pourra être assisté par les filiales ou des problèmes identiques. Il disposera de l'assistance de Cabinets extérieurs spécialisés.

LOCALISATION : PARIS-LA DÉPENSE.

RECRUTEMENT : sera intéressante en fonction de l'âge et de l'expérience du candidat. Envoyer C.V. + photo + préférences sous référence 507/M, 25, rue de Hamard, 75004 Paris.

PROSSEL International CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

| OFFRES D'EMPLOI                   | La ligne | La ligne T.C. |
|-----------------------------------|----------|---------------|
| "Placards encadrés" 2 col. et +   | 40,00    | 46,70         |
| (la ligne colonne)                | 42,00    | 49,04         |
| DEMANDES D'EMPLOI                 | 9,00     | 10,33         |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00    | 81,73         |

# ANNONCES CLASSEES

|                     | la ligne | la ligne T.C. |
|---------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER        | 28,00    | 32,68         |
| "Placards encadrés" | 34,00    | 39,70         |
| Double insertion    | 38,00    | 44,57         |
| "Placards encadrés" | 40,00    | 46,70         |
| L'AGENDA DU MONDE   | 28,00    | 32,68         |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

La Direction Générale d'une importante Société située à Paris (8000 personnes) appartenant à un important groupe industriel recherche pour ses structures fonctionnelles

## jeune cadre de gestion

ADMINISTRATIVE et FINANCIERE

afin de lui confier diverses missions juridiques, administratives et de gestion financière et comptable.  
Les candidats âgés de 25 ans au minimum auront une formation supérieure (ESSEC, ESC, Sciences Eco ou équivalent) et posséderont quelques années d'expérience acquise si possible en Entreprise.

Env. CV, photo et prêt. sous réf. 284M

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Consultant en Gestion du Personnel  
42, rue Lagrange - 75017 Paris

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE

grande banlieue Nord Paris

recherche pour tenir le rôle de

Correspondant informatique

dans une équipe de calcul de structure

sur ordinateur

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs faisant des développements et des applications en calcul des structures par l'intermédiaire d'un système C.D.C. 7600 en télétransmission, il sera chargé de :

- définir l'organisation et la structure des nouveaux programmes ;
- définir les procédures d'utilisation des matériels existants ;
- assurer la maintenance des programmes existants ;
- assister les membres de l'équipe pour tous les problèmes informatiques.

Pour ce poste le candidat doit avoir acquis une expérience pratique en mécanique du solide, en calcul scientifique (méthode des éléments finis, dessin automatique) et en informatique (programmation Fortran et Assembler, bonne connaissance de l'utilisation des fichiers, des systèmes d'exploitation).

Env. lettre man. av. C.V., photo et prêt. ss n° 83.620, CONTEXTE Publ., 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

## développement produits nouveaux

BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur INA, ENSIA, IBANA, ayant acquis une solide expérience du développement de produits nouveaux dans l'industrie alimentaire, de préférence dans le domaine boulangerie-pâtisserie industrielle.

Au sein d'une équipe chargée de développer des activités nouvelles, il participera à la définition des projets, coordonnera la mise au point des nouveaux produits, coordonnera l'amélioration des produits existants et de leurs procédés, contrôlera la qualité des produits dont il aura la responsabilité.

Langue : Anglais courant.  
Lieu du poste : Levallois-Perret.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 19 M, à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone 126-130 rue Jules-Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

Nous sommes une société internationale réputée dans le domaine de l'outillage à air comprimé et nous recherchons :

## UN DIRECTEUR DE MARKETING

dynamique pour diriger et contrôler notre Division Marketing française.

Les candidats, âgés d'au moins 35 ans, devront avoir une connaissance parfaite de l'anglais et être compétents pour établir des rapports financiers et prévisionnels, selon l'usage des sociétés américaines.

Les qualifications professionnelles pourront être d'ordre technique ou commercial mais l'expérience de la vente et du marketing sera essentielle. La société est basée dans la région parisienne. Nous offrons une rémunération intéressante, avec avantages sociaux.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé, sous le numéro 83.558, à BIEUX PUBLICITE, 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES, qui transmet.

IMPORTANT CABINET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

recherche

— RÉVISEURS

titulaires au minimum du D.E.C.S. Sup de Co apprécié, de préférence 2 années d'expérience. La connaissance de l'anglais sera appréciée. Les déplacements seront fréquents.

Envoyer curriculum vitae et présentations à n° 7.889, «le Monde» Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

Nous sommes la filiale française d'un GROUPE INTERNATIONAL, puissant, spécialisé en RÉGULATION et ROBINETTERIE CHAUFFAGE.

Ayant établi notre position en régulation, nous voulons développer en France nos ventes de ROBINETTERIE : robinets thermostatiques, robinetterie monotube, vannes d'équilibrage, vannes d'arrêt, etc.

Nous recherchons :

## UN CHEF DE PRODUITS ROBINETTERIE

Rendant compte au Directeur Commercial, il aura pour mission :  
- d'identifier les secteurs Produits/Marchés à attaquer en priorité ;  
- de maintenir et développer personnellement les contacts avec les clients importants : Constructeurs, Distributeurs, Bureaux d'études, etc.

Il sera responsable de réaliser, en liaison avec les ingénieurs technico-commerciaux multi-produits, les objectifs de vente à la définition desquels il aura participé.

Age : 32 ans minimum.

Expérience de la Vente et/ou du Marketing de produits similaires indispensables.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et présentations au n° 7.788, «LE MONDE» Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9<sup>e</sup>).

POSTE A CREER HAUTS-DE-SEINE

## UN ou UNE SPÉCIALISTE du MARKETING - VENTE PAR CORRESPONDANCE

Société Leader dans la prestation de services intellectuels diversifiés, destinée aux entreprises, nous recherchons un — ou une — diplômé(e) d'études supérieures, ayant une formation «marketing» large et une expérience effective de la vente par correspondance de produits intellectuels auprès d'entreprises ou de professionnels.

Nous lui demanderons de :  
- piloter l'implémentation progressive de notre système actuel de V.P.C. en vue d'une adaptation fine aux segments de marchés à identifier ;  
- mener les études nécessaires pour conseiller les divers secteurs opérationnels des entreprises dans le lancement de leurs produits.

La connaissance de l'outil «informatique» est nécessaire.

Les personnes intéressées par cette offre de situation adresseront leur C.V. sous la réf. 530.010/M à : Régie Press, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS, qui transmettra.

ETAP 25, rue Pierre-Curie, 91200 AVOIR-MONNE

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE TAILLE INTERNATIONALE D'APPAREILS D'ÉCLAIRAGE recherche dans le cadre du développement de son siège de Paris

## MEMBRE DU SERVICE COMMERCIAL

RESPONSABLE DE VENTE DE HAUT NIVEAU

pour la promotion d'un produit de qualité et de haute technicité auprès architectes, B.E., promoteurs, clientèle industrielle. Ce poste implique une part importante de contacts personnels et de négociations. Il peut convenir à un candidat ayant des aptitudes technico-commerciales prononcées, la possibilité de traiter à des niveaux élevés.

Situation de responsabilité et d'avenir pour candidats désireux de participer pleinement au travail d'une équipe jeune et dynamique.

Prérez adresser un curr. vitae manuscrit et détaillé à l'adresse indiquée ci-dessus.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS

recherche d'urgence

## ANALYSTE-PROGRAMMEUR

diplômé MIAGE ou équivalent déposé des obligations militaires pour participer à l'étude, la réalisation technique et la mise en place d'applications de gestion sur mini-ordinateur.

Poste à pourvoir à PARIS.

Discretion assurée.

Envoyer C.V. à No 84053 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

IMPT GROUPE INTERNATIONAL - PARIS

recherche

pour sa DIRECTION FINANCIERE

DEUX FISCALISTES

Au sein du Service Fiscal du Groupe, ils auront pour mission d'informer, de conseiller et d'assister les services opérationnels des différents établissements et sociétés (S.A., S.N.C., S.R.L., T.V.A.), contrôler les impositions, maintenir des contacts suivis avec l'Administration et intervenir à l'occasion des vérifications et contentieux fiscaux.

En collaboration notamment avec les Services Financiers et Juridiques, ils participeront également à des études générales en vue d'optimiser l'application de la législation fiscale au niveau du Groupe.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant acquis à travers une activité exercée dans l'Administration des impôts, un Cabinet juridique et fiscal ou une Société, une bonne expérience de la fiscalité des entreprises.

Le Groupe offre de réelles perspectives d'évolution. Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Adr. lettre man. C.V., photo et prêt. à n° 84.199 CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> qui tr.

## nodet gougis

Important constructeur français de machines agricoles Leader européen dans sa branche Fort taux d'expansion et de pénétration au niveau du marché mondial (35 pays)

recherche

## JEUNE CADRE EXPORT

Diplômé d'une Ecole supérieure de commerce ou d'agriculture.

Minimum 3 ans d'expérience dans la branche exportation.

Sera chargé, sous les directives du Chef du Service Export :  
- d'animer et développer le réseau existant - de prospecter et organiser de nouveaux marchés - de suivre les résultats par rapport aux objectifs de la politique définie.

Connaissances parfaites de l'anglais + espagnol ou allemand.

Déplacements entre 50 et 60%.

Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V., photo et présentations au Chef du Personnel, 5 Boulevard Mal Leclerc 77130 MONTEREAU.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

DE PROTECTION ÉLECTRIQUE

LEADER MONDIAL DE LA SÉCURITÉ

RECHERCHE POUR PARIS

VENDEURS CONFIRMES

— Age minimum 25 ans ;

— Dynamiques, capables d'assurer le développement de ses produits ;

— Pourront justifier d'excellents résultats dans la vente ;

— Expérience souhaitée : assurances, équipement de bureaux (machines) ;

— Excellente présentation ;

— Voiture personnelle ;

— Libre rapidement.

NOUS OFFRONS :

— Rémunération importante garantie pendant la période de formation indispensable à la connaissance de nos produits (pas inférieure à 32.000 F annuels) ;

— Intéressement lié aux résultats ;

— Indemnité voiture.

Nous souhaitons vous rencontrer rapidement.

Envoyer curr. vitae, présentations, référ., photos à :

DAREP Publicité (n° 1233 D)

120, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS, qui transmet.

Four promouvoir les réactifs

auprès des Laboratoires de la Région Parisienne

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

de formation :

CHIMIE - BIOCHIMIE

(matières, I.U.T., B.T.S., etc.)

Résidence : PARIS.

Env. C.V., photo et prêt., sous numéro 48.882, HAVAS CONTACT, 156, bd Hausmann, 75008 Paris.

RESPONSABLE LOGISTIQUE

d'un important groupe de distribution alimentaire, recherche

son ADJOINT

de Formation Supérieure

Il sera chargé d'études relatives à la distribution physique :

— entreposage ;

— manutention ;

— transport ;

— dispatching.

● Connaissance de l'outil informatique en distribution souhaitée.

Adressez C.V. et présentations, à J.-P. THARUY, 24, rue A.-Chabrière - 75737 Paris, Cédex 15.

CONCESSIONNAIRES

CITROËN (1000 V.N.)

Région OUEST de PARIS

recherche

CHEF DE VENTE

PLUSIEURS ANNÉES D'EXPÉRIENCE

ET SÉRIEUSES RÉFÉRENCES EXIGÉES.

Scr. avec C.V., ss réf. 6.233, à P. LICHOU S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 PARIS - CEDEX 02, qui tr.

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE A VOCATION MULTINATIONALE

effectif 5.500

recherche

pour Siège Social PARIS

## INGÉNIEUR CHIMISTE TECHNICO-COMMERCIAL

(E.N.S.I.C. Nancy, I.G.C. Tonlois ou équivalent)

FONCTIONS :

● établissement des offres Techniques et Commerciales ;

● appui à la force de vente ;

● suivi des affaires.

Ce poste peut convenir à candidat ayant le goût des responsabilités et disponible pour déplacements occasionnels à l'étranger.

— ANGLAIS indispensable.

— ALLEMAND très souhaitable.

Une expérience de 2 à 4 ans dans domaine Génie Chimique est nécessaire (Chimie, process, engineering, B.E. ou fabrication équipements...).

POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION à des fonctions plus larges par la suite.

REF. 418

Adr. C.V., photo et prêt. sous la réf. 418 à : SPERAR, 12, rue J.-Jaurès, 92067 Puteaux, qui tr.

Entière discrétion assurée

Un groupe industriel dynamique, leader dans sa branche pour la France, recherche un

jeune COMMERÇANT ENTREPRENANT

ayant le sens du travail sur le terrain, pour relations avec de GRANDES ENTREPRISES.

Ses interlocuteurs : les Services Achats.

Son environnement : une équipe commerciale jeune.

Son expérience : l'aura de préférence familiarisée avec les ventes à caractère technique et les relations avec des industries de production en grande série (type automobile ou équivalent).

Position : CADRE.

Rémunération et possibilités d'évolution à la mesure du candidat.

Résidence région parisienne.

Envoyer C.V. et photo à Cie INDUSTRIELLE DE MECANISMES, B.P. 168 - 92203 Neuilly-sur-Seine.

Importante Société d'Ingénierie et de construction nucléaire, nous recherchons pour notre service « Travaux »

INGÉNIEURS HAUT NIVEAU

RESPONSABLES DE CHANTIER

Une expérience des travaux de montage et de mise en service de grandes installations électro-mécaniques est nécessaire.

Les hommes que nous recherchons doivent être issus de Grandes Ecoles d'Ingénieurs (AM, ECP...).

Ces postes sont évolutifs et doivent permettre d'accéder à la fonction de directeur de chantier.

Ecrire No 84.198 ConTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris CEDEX 01 qui transmettra.

FILIALE GROUPE AMÉRICAIN

800 personnes, industrie mécanique

recherche pour son Siège Social à PARIS

RESPONSABLE CRÉDIT

(Crédit and Collection Manager)

Il aura la responsabilité, pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, de la définition des conditions de paiement et de crédit, de la surveillance des règlements, de la mise au point des financements et garanties.

Expérience préalable de la fonction et pratique courante de l'anglais indispensables.

Adressez C.V. et présentations, sous référence 8.030, à

organisation et publicité

2, rue IMPRIMERIE - 75001 PARIS qui transmettra

UN GROUPE BANCAIRE

DE DIMENSION INTERNATIONALE

proposé à Paris et pour son département d'études financières un poste d'

ANALYSTE FINANCIER

CONFIRME

Outre une bonne formation théorique (type HEC, ESSEC, ESCP, ESC etc...)

le candidat idéal justifiera d'une expérience professionnelle de 3/4 ans dans cette fonction.

Il manifestera d'autre part un goût certain pour les études et les contacts. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitable. Des déplacements de courte durée sont possibles tant en France qu'à l'étranger.

Large possibilités de carrière.

Adres. C.V., photo et présentations/réf. 3406 M à

PL. Pierre Lichau 10, rue de Louvois

75003 Paris cedex 02 qui transmettra

مكتبة الامم المتحدة









# Les régions

CONFLIT

## Archéologues contre promoteurs

### SEPT IMMEUBLES SAUVAGES SUR LA COLLINE DE FOURVIÈRE

Le tribunal administratif de Lyon a annulé, il y a quelques jours, pour excès de pouvoir, le permis de construire délivré dix mois plus tôt par le préfet du Rhône à la Société civile immobilière de la rue des Farges pour la construction de sept immeubles (soit quatre appartements) sur la colline de Fourvière. L'annulation avait été demandée le 24 mars dernier par l'association Sauvegarde et embellissement de Lyon qui préside M. Georges Cohendy.

Pourtant, la construction des deux premiers immeubles de cet ensemble continue à un rythme soutenu. Le ministre de l'équipement aurait-il des raisons de ne pas faire exécuter ce jugement ? De ne pas presser les promoteurs — la Société lyonnaise de construction (S.L.C.) et la banque La Hénin — d'interrompre une construction manifestement illégale ? Il est pourtant possible de lutter contre « l'urbanisme dégradé ». Un exemple : au moment où était rendu le jugement de Lyon, la direction départementale de l'équipement de la Savoie contrôlait deux sociétés de Chambéry à raser un étage qui avait été ajouté, « par erreur », à leur projet initial. Pour-

quoi la direction du Rhône laisse-t-elle sans effet une décision qui a force de loi et est exécutoire immédiatement ? Dans ces conditions, l'association Sauvegarde et embellissement de Lyon, qui ne peut se prévaloir d'un préjudice particulier, a été réduite à saisir par lettre le 2 novembre le procureur de la République.

Ce ne sont pas évidemment les promoteurs qui se plaindront de la passivité de l'administration. Déjà ceux-ci, au début de l'année, avaient

tiré de la procédure le moyen de faire échec à la décision de « sur saisie à exécution » prononcée le 21 juin par le même tribunal. Saisissant la section du contentieux du Conseil d'Etat, ils avaient obtenu, dès le 8 juillet, une ordonnance — rendue non contradictoirement — les autorisant à poursuivre les travaux. Les résultats n'ont pas tardé : en trois mois, deux immeubles sont sortis de terre, dont celui qui concentre les trois dérogations objet de la contestation.

Quant à la ville de Lyon, elle n'a attribué aucune aide. Selon M. Desbat, « elle est totalement allergique à ce type de fouilles ». Surtout, serait-on tenté d'écrire, depuis qu'elle s'est donné bonne conscience en investissant 21,43 millions de francs dans un prestigieux musée gallo-

romain, pour la rue des Farges, les archéologues ont, à force de négociations, obtenu une participation de 100 000 F de la S.L.C. Ce crédit spécial s'est ajouté aux 400 000 F versés par le conseil général du Rhône, partie par le secrétariat d'Etat à la culture. Un budget qui ne permet ni de procéder aux travaux de consolidation indispensables ni de rémunérer les membres de l'équipe de recherches.

Quant à la ville de Lyon, elle n'a attribué aucune aide. Selon M. Desbat, « elle est totalement allergique à ce type de fouilles ». Surtout, serait-on tenté d'écrire, depuis qu'elle s'est donné bonne conscience en investissant 21,43 millions de francs dans un prestigieux musée gallo-

romain, pour la rue des Farges, les archéologues ont, à force de négociations, obtenu une participation de 100 000 F de la S.L.C. Ce crédit spécial s'est ajouté aux 400 000 F versés par le conseil général du Rhône, partie par le secrétariat d'Etat à la culture. Un budget qui ne permet ni de procéder aux travaux de consolidation indispensables ni de rémunérer les membres de l'équipe de recherches.

Quant à la ville de Lyon, elle n'a attribué aucune aide. Selon M. Desbat, « elle est totalement allergique à ce type de fouilles ». Surtout, serait-on tenté d'écrire, depuis qu'elle s'est donné bonne conscience en investissant 21,43 millions de francs dans un prestigieux musée gallo-

romain, pour la rue des Farges, les archéologues ont, à force de négociations, obtenu une participation de 100 000 F de la S.L.C. Ce crédit spécial s'est ajouté aux 400 000 F versés par le conseil général du Rhône, partie par le secrétariat d'Etat à la culture. Un budget qui ne permet ni de procéder aux travaux de consolidation indispensables ni de rémunérer les membres de l'équipe de recherches.

romain, pour la rue des Farges, les archéologues ont, à force de négociations, obtenu une participation de 100 000 F de la S.L.C. Ce crédit spécial s'est ajouté aux 400 000 F versés par le conseil général du Rhône, partie par le secrétariat d'Etat à la culture. Un budget qui ne permet ni de procéder aux travaux de consolidation indispensables ni de rémunérer les membres de l'équipe de recherches.

romain, pour la rue des Farges, les archéologues ont, à force de négociations, obtenu une participation de 100 000 F de la S.L.C. Ce crédit spécial s'est ajouté aux 400 000 F versés par le conseil général du Rhône, partie par le secrétariat d'Etat à la culture. Un budget qui ne permet ni de procéder aux travaux de consolidation indispensables ni de rémunérer les membres de l'équipe de recherches.

romain, pour la rue des Farges, les archéologues ont, à force de négociations, obtenu une participation de 100 000 F de la S.L.C. Ce crédit spécial s'est ajouté aux 400 000 F versés par le conseil général du Rhône, partie par le secrétariat d'Etat à la culture. Un budget qui ne permet ni de procéder aux travaux de consolidation indispensables ni de rémunérer les membres de l'équipe de recherches.

POLÉMIQUE

## Les Orléanais ne veulent pas cloître leur cathédrale

Pendant dix jours viennent d'être exposés à Orléans les projets conçus par six architectes parisiens appelés par le secrétariat d'Etat à la culture au « chevet » de la cathédrale (le Monde du 13 octobre). Plusieurs bâtiments sont prévus aux abords immédiats du monument : annexes de la mairie et musée municipal d'un côté, bureaux et salles de réunion pour la préfecture et les assemblées régionales de l'autre.

Ces projets suscitent évidemment des commentaires passionnés. Le ton a été donné par le maire lui-même, M. René Thinet (radical), qui, dès l'ouverture de l'exposition, n'a pas caché sa préférence pour le projet des architectes Luc et Xavier Arsène-Henry, qui proposent deux bâtiments monumentaux de 30 mètres de haut, de chaque côté de la cathédrale. Le maire a souhaité néanmoins qu'une collaboration s'instaure avec l'auteur d'un autre projet, M. Christian Langlois, qui, « sans faire du pastiche », déclare M. Thinet, apporte un style plus en rapport avec les constructions de la place Sainte-Croix que les frères Arsène-Henry. Un projet commun Arsène-Henry-Langlois semble donc s'esquisser : il aurait d'ailleurs reçu l'accord de principe de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture.

A quel donc va servir la consultation que l'on nous propose, se demandent alors certains Orléanais. Des détails les ont quelque peu agacés : par exemple, le parti pris de la « hauteur » dans l'exposition aux frères Arsène-Henry, dont les plans couvrent la moitié des panneaux mis à la disposition des six exposants.

Ce coup de pouce d'ailleurs était-il nécessaire ? Bon nombre de visiteurs, si l'on se réfère aux critiques formulées sur le registre de l'exposition, se rallient aux projets Arsène-Henry et Langlois ou à un compromis entre les deux. La première raison est une certaine méfiance, discutable bien sûr, envers les projets qui avaient retenu l'attention de la commission des abords, à Paris, notamment ceux de M. Jean-Pierre

Buffet et de Paul Chemetov, parce qu'ils ont le défaut d'être trop modernes et qu'on ne peut concilier le moderne et l'ancien.

La seconde raison est que le souhait du secrétariat d'Etat à la culture de réduire la surface du parvis de la cathédrale risque de déranger l'ordonnement immuable des fêtes de Jeanne d'Arc du 8 mai : une foule immense se presse aux abords de la cathédrale ; or le projet des frères Arsène-Henry, qui garde une certaine distance avec l'édifice, limite cet inconvénient.

Le parti socialiste, pour sa part, remet en cause plus particulièrement les deux postulats architecturaux du resserrament du parvis et celui de la symétrie, qu'il juge « discutable ». « Dire aujourd'hui qu'il faut resserrer pour retrouver l'esprit du Moyen Age, c'est dire une absurdité. Si les maîtres bâtisseurs édifiaient leurs châteaux au milieu des maisons, c'est parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement, à une époque où la cité devait s'abriter tout entière derrière des remparts et où le sol était chichement mesuré. Quant à la symétrie, pourquoi l'établir partout ? Il faut conserver une fonction d'habitation à la partie sud de la place, qui communique avec la vieille cité. »

Cette opinion est partagée par ceux qui craignent que la cathédrale ne soit « encadrée par les bureaux ». Comme ce vétéran s'exclame en partant : « On met le bâtiment préfectoral à la Source, la cité nouvelle. L'ancien curé de la cathédrale, Mgr Brun, propose que les rez-de-chaussée des nouveaux immeubles soient attribués à des commerces, mais « de qualité ».

On le voit, les Orléanais boudent le resserrament du parvis : ce n'est pas pour eux une simple querelle d'architecture. La vie du centre de leur ville et son animation sont en jeu. « Pitié pour notre cathédrale, écrit un autre visiteur, Bourges et Reims desserrent l'église ! Ici, Alloué nous avertit contre-courant ? Le débat n'est pas clos.

RÉGIS GUYOTAT.

## loterie nationale

chaque mois la tranche du  
**ZODIAQUE**

prix du billet 44 F  
le 1/10 5 F

GROS LOT DE 1 MILLION ET DEMI DE F  
Tirage le 10 Novembre



## LABORATOIRES DE LANGUES PHILIPS



Collèges • Lycées • Enseignement Privé  
• Universités et Grandes Ecoles  
• Administrations • Ministères • Associations et  
Chambres de Commerce • Banques • Industries

**PHILIPS**

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE  
BP 131, 92154 Suresnes Cedex. Tél. 506.82.40 - Poste 988

Pour tous projets, demandes de documentation ou liste de références nous copieront en retournant la présente annonce avec votre carte de visite.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

DÉBAT

## LA LORRAINE FACE AU LUXEMBOURG

### Pour une géographie volontaire

APRÈS le point de vue de M. Jules Stieffels publié dans le Monde du 1<sup>er</sup> septembre sous le titre « La Lorraine face au Luxembourg », M. Jean Feil fut membre de la commission académique de la région de Meurthe-et-Moselle nous écrit :

La population de l'arrondissement de Briey et de l'arrondissement de Thionville réunis dépasse très largement la population du Grand-Duché de Luxembourg sur le plan quantitatif. Le potentiel économique de ces deux arrondissements est très sensiblement équivalent à celui du Grand-Duché.

La différence essentielle réside dans le fait que, comme le dit fort justement l'auteur de l'article, le Grand-Duché de Luxembourg a pratiqué une politique de diversification industrielle qui le soumet d'ailleurs très largement à des décisions d'investissement extérieures à son pouvoir politique et une politique d'attraction en matière financière qui résulte du fait qu'au niveau européen on n'a pas réussi à trouver une législation fiscale cohérente. Le Grand-Duché en a tiré bénéfice ; pour combien de temps ? Seul l'avenir le dira.

Il n'en reste pas moins que le nord du département de Meurthe-et-Moselle se trouve confronté à des difficultés qui sont la conséquence d'une domination quasi exclusive pendant près d'un siècle du patronat de la sidérurgie. Tirant une rente de situation considérable de la présence de gisements de minerai de fer importants, le patronat de la sidérurgie s'est employé à éviter l'installation de tout type d'industrie concurrente au niveau des salaires ou entraînant une diversification industrielle qui lui aurait pu être, à terme, fait perdre sa situation prédominante. Il y a pratiqué une forme de colonialisme qui a coûté fort cher au nord du département de Meurthe-et-Moselle.

En fait, l'arrondissement de Briey a été très largement victime d'une absence de volonté d'aménagement du territoire. On peut en trouver l'illustration dans le fait que le gouvernement français en 1967, d'une recommandation de la Commission du Marché commun tendant à favoriser la coopération entre le nord de la

Lorraine et le sud du Luxembourg. Il faut ajouter à la vérité que les responsables politiques de la province du Luxembourg belge craignaient les conséquences politiques d'une industrialisation trop marquée de leur province. Le Grand-Duché de Luxembourg s'était soigneusement tenu à l'écart de tous les projets de coopération.

Il est vrai, et c'est ce qui rend encore plus faible la position du patronat français, qu'en Grand-Duché de Luxembourg y compris dans le secteur de la sidérurgie, les rémunérations des travailleurs sont de loin supérieures à celles

qui sont appliquées en Lorraine, alors même que — quoi qu'on en dise dans certains milieux français — les avantages sociaux n'y sont pas inférieurs. Il y a donc là une carence supplémentaire du côté français qui explique ceux qui ne trouvent pas de travail en Lorraine préfèrent franchir la frontière pour trouver des salaires un peu plus élevés, dont la chute actuelle de la valeur du franc souligne encore l'intérêt.

Croire que la construction d'une centrale nucléaire à Cattenom améliorera singulièrement la situation semble un peu utopique. (...) La centrale nucléaire de

Cattenom suscite, au même titre que celle de Remerschen au Grand-Duché de Luxembourg, une hostilité déclarée de la part de la population locale. Sur le plan technologique, il n'est pas sûr d'ailleurs qu'elle répondent toutes les deux aux besoins de la région : sur le plan écologique elles présentent suffisamment de dangers pour que leur construction suscite des réserves les plus expresses. Le débat actuel de la Moselle montre à l'évidence que les investissements dans la construction de ces deux centrales nucléaires pourraient bien être purement gratuits.

En fait, le nord de la Lorraine a besoin d'une géographie volontaire du développement. A ce jour elle n'existe pas.

### Faut-il faire le jeu des multinationales ?

De son côté, M. Antoine Porcu, conseiller général, secrétaire de la Fédération de Meurthe-et-Moselle-Nord du P.C.F., nous écrit :

Nous ne pouvons suivre M. Stieffels lorsqu'il attribue à une évolution « fatale » de la sidérurgie le démantèlement du potentiel de production et lorsqu'il propose comme panacée l'implantation d'un « modèle luxembourgeois » dans le cadre d'une « grande région par-dessus les frontières ». Car il est maintenant évident que la stratégie des multinationales multinationales de la sidérurgie vise à liquider d'ici quinze à vingt ans toute l'industrie sidérurgique et minière du Pays-Haut.

Est-il évident que le Luxembourg soit le havre de prospérité économique et de paix sociale que décrit M. Stieffels, alors que la sidérurgie luxembourgeoise a elle aussi connu le chômage partiel, que l'ARBED a supprimé près de mille cents emplois en 1975 et que cette société fait partie du fameux cartel germano-hollandais-luxembourgeois de l'acier, constitué en 1976 pour restaurer et rationaliser le potentiel de production des sociétés participantes. Set-ce un signe d'indépendance que la domination des grandes multinationales américaines sur les activités non sidérurgiques du Grand-Duché ?

Est-il de l'intérêt de la Lorraine et de la France d'intégrer l'économie lorraine dans la grande région « Sar-lor-lux », que

préconise l'IRI (Institut multinational officiellement présidé par le P.D.G. des Bouillères de Lorraine) et qui, à l'instar des travailleurs et de la France d'accentuer la domination qu'exercent les sociétés allemandes en Lorraine et de transformer, comme le souhaite l'IRI, la région entre Moselle et Meuse en « zone verte de vacances et de loisirs » pour concentrer les activités productives sur l'axe Nancy-Sarrelouis et la vallée de la Moselle ?

Faut-il attribuer la non-diversification industrielle à un sol-disant manque d'énergie électrique (prétente pour liquider le charbon au profit du nucléaire), alors que le préfet de Meurthe-et-Moselle lui-même (dans une interview au *Républicain lorrain*) est obligé, pour dédouaner son gouvernement, de rappeler au président de l'Union de la métallurgie de Longwy que les maîtres de forges se sont toujours opposés, dans le passé à l'implantation d'activités susceptibles de « brasser » dans leur chasse gardée sur le marché de la main-d'œuvre ?

Peut-on décharger de leurs responsabilités les gouvernements qui se sont succédés depuis 1962, alors que les caudex financiers qu'ils ont consentis aux monopoles leur ont permis de poursuivre l'accumulation du capital tout en liquidant les appareils de production qu'ils jugeaient les moins rentables et qu'ils avaient depuis longtemps amortis ?

Peut-on accorder quelque crédit aux hommes « providentiels » parachutés par la droite à chaque élection, à ces notables locaux qui tentent aujourd'hui par quelques déclarations affolées et quelques inaugurations de zones industrielles à peu près vides, de faire oublier leurs complicités passées, leurs promesses non tenues et les abandons qu'ils se préparent à cautionner ?

Faut-il accepter la liquidation du Bassin ferrifère lorrain dont les sociétés sidérurgiques ne comptent extraire que 1,5 milliard de tonnes, alors que les réserves prouvées atteignent 5 milliards de tonnes et peuvent donc alimenter en minerai de fer pendant plus de quatre-vingts ans une sidérurgie lorraine assurant au moins 50 % de la production française ?

Faut-il se résigner à ce que la production sidérurgique française suffise à peine à satisfaire la consommation nationale d'acier, puisque, calculée sur la période 1967-1974, la balance commerciale en tonnage est à peine équilibrée et que le solde positif de la balance des paiements pour la branche « sidérurgie mines de fer » est passé de 2 224 millions de francs en 1969 à 279 millions de francs en 1972 ?

Faut-il soustraire cette industrie vitale pour le développement économique de la France aux trois groupes qui la dominent et refuser son intégration dans les structures supranationales dominées par la R.F.A. ?

# LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde THE TIMES Europa  
LA STAMPA DIE WELT

## L'industrie britannique peut déplorer sa faible productivité

La Grande-Bretagne s'est engagée à fond dans l'examen masochiste, mais que l'on espère salutaire, des causes de sa faible productivité industrielle au cours de ces dernières années. Elle se livre ainsi à des comparaisons qui ne sont pas sans intérêt pour d'autres pays industrialisés. Le département d'économie appliquée de l'université de Cambridge vient notamment de publier une étude de Mr C.F. Pratten comparant la productivité de la main-d'œuvre dans l'industrie occidentale, en attendant une autre étude sur la productivité des sociétés suédoises et britanniques. Etant donné le grand nombre de variables, aucune comparaison ne peut être exacte, mais, comme l'indiquent d'autres estimations, le livre de Mr Pratten montre que la Grande-Bretagne est largement en queue de peloton dans la Communauté européenne.

Viennent ensuite l'Italie, la France et l'Allemagne, se situant loin derrière l'Amérique du Nord. Cette étude fait suite à une autre, de l'Agence nationale du développement économique (National Economic Development Office, NEDO), organisation financée par le gouvernement mais

gérée de façon autonome, qui a comparé les structures et les rendements de l'industrie britannique et allemande de 1954 à 1972. Celle-ci montrait que, dans la période considérée, le taux de croissance annuelle du produit intérieur brut s'est élevé en moyenne à 2,6 % au Royaume-Uni et à 5,3 % en Allemagne fédérale, alors que l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre industrielle atteignait en moyenne 2,9 % au Royaume-Uni et 4,8 % en Allemagne.

Pour sa part, M. Pratten s'intéresse surtout à la situation actuelle (ou plutôt à celle de 1972). Il a questionné deux cent cinquante sociétés ayant des usines en Grande-Bretagne et dans d'autres pays pour leur demander des informations sur leurs niveaux de productivité et sur les raisons des différences observées. Une centaine d'entre elles ont répondu, dont les méthodes de comparaison sont très différentes : les résultats ne peuvent donc être qu'indicatifs. Sur la base de ces calculs toutefois, le tableau ci-contre indique les pourcentages de productivité supplémentaires de la main-d'œuvre d'Amérique du Nord et des principaux

pays membres de la Communauté, par rapport à celle de la Grande-Bretagne, la dernière colonne ayant été corrigée pour tenir compte des effets des entreprises britanniques concernées.

| PAYS COMPARÉS AU ROYAUME-UNI | MOYENNE NON CORRIGÉE | MOYENNE CORRIGÉE D'APRÈS LES EFFETS |
|------------------------------|----------------------|-------------------------------------|
| Amérique du Nord .....       | + 50 %               | + 58 %                              |
| Allemagne .....              | + 27 %               | + 35 %                              |
| France .....                 | + 15 %               | + 28 %                              |
| Italie .....                 | + 18 %               | + 19 %                              |

Pour expliquer les différences, le professeur de l'université de Cambridge se réfère à des causes économiques (comprenant les variations du rendement de la production et des équipements) et à des causes relevant du comportement de la main-d'œuvre (comme l'incidence des grèves et des principales pratiques restrictives, ou les différences entre les taux d'encadrement et d'efficacité). Il montre ainsi que près de la moitié du surcroît de productivité de l'Allemagne, 12 %, relève du comportement de la main-d'œuvre : 3,5 % venant du nombre moindre des conflits sociaux et de la faiblesse des pratiques restrictives du travail, et 8,5 % d'une efficacité accrue. En France les différences dues à des raisons économiques sont plus importantes que les différences relevant des comportements de la main-d'œuvre. L'activité des ouvriers n'est pas meilleure en France qu'en Grande-Bretagne, mais elle gagne plus de 20 % grâce à de meilleurs rendements et à des séries plus longues.

Dans ces trois pays le surcroît de productivité provenant de meilleures installations et d'un meilleur équipement est plus élevé de 5 % par rapport à ce qu'il est en Grande-Bretagne. Ce taux est légèrement plus élevé en Amérique et bien davantage encore (8 %) en Allemagne, pour des raisons tenant à un meilleur encadrement et à une plus grande efficacité.

Si l'on examine les causes du déclin britannique c'est, bien sûr, pour trouver les moyens de l'enrayer. La multiplicité des raisons qui expliquent les différences de productivité ne permet pas d'isoler une solution unique. Le rapport qui doit paraître sur la construction mécanique désignera certainement comme principal coupable les mauvaises relations entre partenaires sociaux, mais il mentionnera aussi d'autres facteurs. Il faut pourtant chercher une cause principale et c'est dans les attitudes et les politiques suivies par le pays qu'elle se trouve.

Le principal économiste de l'Agence nationale du développement économique, M. M. Pantic, a souligné qu'il n'existe pas un seul secteur important de l'industrie anglaise qui se soit mieux comporté qu'en Allemagne, au cours des deux dernières décennies. Il en conclut que les ressources limitées du pays nécessitent le choix de priorités, ces dernières devant refléter une stratégie globale visant à éliminer la « maladie britannique », épidémie qui, a-t-il dit, a fait rage pendant ces vingt dernières années. Il n'a cependant pas dit quelle devrait être cette stratégie.

Mr Pratten a moins de retenue. Il propose une longue liste de mesures individuelles, grâce auxquelles les directeurs des entreprises, les syndicats et les gouvernements pourraient contribuer à améliorer la productivité. Et il examine les avan-

tages et les inconvénients de deux changements plus radicaux. L'un consisterait à exposer l'industrie britannique à une concurrence internationale encore plus aigüe, tout en réduisant les tarifs douaniers et en utilisant la menace d'un taux de chômage encore plus élevé, afin de contraindre les employés à mieux coopérer. L'autre consisterait à nationaliser une grande partie de l'industrie... « Au taux de change actuel, le haut niveau des salaires dans d'autres pays ne va pas entièrement de pair avec une productivité plus élevée, compte tenu du fait que la productivité de la main-d'œuvre est plus faible au Royaume-Uni, notamment en raison des différences de comportement, elles-mêmes reflètes de l'organisation sociale, écrit-il. Le taux de change relativement bas de la monnaie britannique constitue un ajustement réaliste et contribue en temps voulu à faire disparaître quelques-unes des difficultés de la gestion de l'économie. » Y a-t-il vraiment de quoi se consoler ?

ERIC WIGHAM  
(The Times).

## Un exemple de transfert de technologie

### Des centres de recherche privés s'associent avec des pays en voie de développement

Les transferts de technologie figurent en bonne place dans la longue liste du contenu des accords de coopération technologique entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Si personne ne s'élève — officiellement — contre le principe et la nécessité de tels transferts, il reste qu'au stade des réalisations bien peu a été fait. Depuis près d'un an, une des commissions du « dialogue Nord-Sud » de Paris se penche sur la question. Sans grand résultat.

Dans ce contexte, on suivra avec beaucoup d'intérêt une expérience de coopération technologique en cours. Des entreprises privées françaises, spécialisées dans la recherche et la mise au point de procédés visant à améliorer les techniques de production, viennent de s'associer avec plusieurs gouvernements de pays en voie de développement, à travers une société commune : l'Institut d'Études Technologiques (I.E.T.).

L'objectif de cet organisme est d'offrir à ses participants une gamme élargie de technologies associées d'une assistance technique complète. Son action va s'orienter dans cinq grandes directions :

- Prises de participation dans des centres de recherche privés un peu partout dans le monde. D'ores et déjà, l'I.E.T. détient 15 % du groupe OPT 15 % de Technologie et 10 % d'Orfèvre (spécialisé dans les technologies d'impression). Au cours des prochains mois, il est prévu des prises de participation dans des centres américains, japonais et britanniques ;
- Constitution d'une banque de données scientifiques et techniques accessibles à tous les actionnaires et à tous les centres de recherche dans lesquels l'Institut détient une participation ;
- Organisation de la formation scientifique des élites des pays en voie de développement, actionnaire de l'Institut, en liaison avec l'université de technologie de Compiegne ;
- Coordination des études des différents centres afin de résoudre certains problèmes spécifiques aux « pays du Sud ». Par exemple, les engrais produits actuellement en fonction des conditions climatiques du Nord sont souvent inopérants dans les pays africains d'où la nécessité de trouver des engrais différents ;
- Enfin, amélioration de la rentabilité de la recherche grâce à une équipe de négociateurs spécialisés dans la valorisation industrielle des découvertes. — J.-M. Q.

(1) L'Institut de prospective industrielle a été créé en avril 1969 par Michel Lefebvre. C'est un centre de recherche privé qui est devenu, grâce à une vaste intervention de son activité, un groupe industriel (OPT) prend notamment des participations dans les entreprises exploitant ses brevets.

PHILIPPE LEMAITRE.

## M. Denis Healey : le plan de soutien de la livre ne relève pas de la Communauté

De notre correspondant

tuait pas l'enceinte appropriée pour engager la discussion sur la nature des actions à entreprendre puisque plusieurs pays susceptibles de contribuer à cet effort d'assainissement — tels les États-Unis, le Japon ou la Suisse — ne participaient pas à ces travaux.

Pas de relance monétaire

Peut-on, dans les circonstances actuelles caractérisées par une forte divergence dans l'évolution conjoncturelle des États membres, envisager, même sous une forme prudente, une relance de la coopération économique, et surtout monétaire des Neuf ? La Commission, lors du Conseil européen du mois d'avril, puis avant l'été, M. Duisenberg, ministre des Finances des Pays-Bas, qui assure la présidence des travaux des Neuf, avaient présenté des propositions en ce sens. L'idée centrale était de rétablir un minimum de discipline dans les relations de change entre les monnaies de la Communauté, et surtout entre, d'une part, les monnaies du « serpent », et d'autre part, celles qui, tels le franc, la livre sterling ou la lire, flottent librement.

Le comité monétaire des Neuf, dont l'avis était examiné lundi par les ministres, a estimé que, dans les circonstances présentes, tenter un tel effort de cohésion serait prématuré. Les Neuf se sont bien

volontiers ralliés à ce point de vue et ont adopté une résolution. Après avoir salué comme intéressantes les propositions de M. Duisenberg, ils se sont contentés de les renvoyer pour examen complémentaire aux experts. Seul, M. Durand, sans doute parce qu'il observe cet affaissement avec un regard neutre, a cru devoir voter l'adoption de cette résolution une « prise de conscience » et a une volonté très affirmée d'aller de l'avant.

En Grande-Bretagne

### LES PRIX DE GROS ONT AUGMENTÉ DE 1,5 % EN OCTOBRE

Les prix de gros ont augmenté en Grande-Bretagne de 1,5 % en octobre, contre 1,25 % en septembre. Pour le quatrième mois consécutif, la hausse annuelle de ces prix s'est accélérée, atteignant 16,5 % en octobre contre 16 % en septembre, 15,5 % en août, 14,75 % en juillet et 14,5 % en juin. L'indice s'est établi à 228 (base 1970). Les coûts des matières premières, quant à eux, ont progressé de 4,25 % en octobre contre 3,25 % en septembre.

En Italie, les prix à la consommation ont augmenté de 1,70 % en septembre. En un an, la hausse s'élevait à 18 %.

En Allemagne fédérale, le coût de la vie n'a augmenté, comme il avait été annoncé, que de 0,1 % en octobre et de 3,8 % en septembre.

Le Conseil national du patronat français estime, à la suite de l'instauration par l'Italie d'une surtaxe sur les achats de devises, que « les ventes françaises se trouvent une nouvelle fois pénalisées, alors que dans le même temps la sous-évaluation de la lire place plusieurs secteurs de l'industrie française dans une situation insupportable ». Avant la réunion, le 8 novembre, du conseil des ministres de la C.E.E., le C.N.P.F. estime qu'il serait dangereux d'accepter telles quelles les nouvelles mesures restrictives italiennes et qu'il conviendrait de les modifier ou, au moins, de les limiter plus strictement dans le temps.

En Allemagne fédérale le chômage a de nouveau augmenté en octobre atteignant 943 000 personnes, soit 45 000 de plus qu'en septembre. Ce nombre représente 4,1 % de la population active, contre 3,9 % le mois précédent. — (A.F.P.)

Dans le centre de NICE, au cœur du Quartier des Musiciens, une résidence aussi belle qu'une symphonie

*Le Parnasse*  
30-32, boulevard Victor Hugo - Nice



Du studio au 5 Pièces  
1ère tranche Rue Rossini / Av. Baquis

Renseignements au Bureau d'Accueil sur place  
Téléphone : (93) 87.25.44  
Réalisation : Ulster Properties Limited  
Gestion : Jacques Perdu (Balco S.A.)  
Je désire recevoir votre documentation sans engagement de ma part  
Je suis intéressé par un appartement de : pièces  
Mr. Mlle Melle .....  
Adresse .....  
Tél. ....  
Le Parnasse 30-32, Bd Victor Hugo 06000 NICE MB 1

**Pacer**  
STATION-WAGON  
American Motors  
Jean-Charles  
28, rue CATHARINE PARIS 16° Tél. 288-23-48

**IMPORTANT**  
INSTITUT DE RECHERCHE  
situé à Rome (Italie)  
recherche  
des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du niveau du docteur.  
Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance partielle de l'italien sont exigées.  
La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience.  
Adressez le curriculum vitae à S.P. 10807, 00100 ROME.

Si vous partez demain à Tokyo sans connaître un mot de japonais, mieux vaut partir avec nous.

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.  
Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.  
Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



**Défense du Franc...**  
offre du CHAMPAGNE !  
toutes marques chez KIATOU  
SIÈGE : 44, rue du Boc et  
SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)  
Commandes : 222-37-08

صكنا في الامم



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## POLITIQUE CONTRACTUELLE

### Les syndicats accentuent leur pression contre le blocage du pouvoir d'achat en 1977

Loin d'atténuer les inquiétudes des syndicats, les entretiens et les déclarations de MM. Barre et Beullac sur les conceptions de la politique contractuelle n'ont fait que renforcer en ce début de semaine la volonté combative des organisations de salariés.

Qu'elles se rangent catégoriquement dans l'opposition à la politique gouvernementale, comme la C.G.T. et la C.F.D.T.,

ou qu'elles soient réformistes, aucune ne fait exception. Les dirigeants de ces derniers durcissent leur attitude, même si la C.F.T.C. estime que la discussion reste ouverte. En première étape de leur mobilisation, les fonctionnaires F.O. préparent une journée d'action, avec meetings, le 7 décembre, mais ne participent - vraisemblablement pas - à la journée C.G.T.

C.F.D.T. du 19 novembre dans les P.T.T. et d'autres services publics. La C.G.C. organise, de son côté, une journée nationale d'action le 19 novembre. Toutefois, les dirigeants syndicaux, en haussant le ton, se gardent de donner à leur offensive une acclébration qui ne correspondrait pas à la combativité des salariés, freinée par la crise économique sinon par le contexte politique.

### Les fonctionnaires F.O. : nous n'accepterons pas de préalables pour les négociations de 1977

« Les fédérations de fonctionnaires F.O. ont lancé une campagne d'information et de sensibilisation dans l'ensemble des départements pour la défense de la politique contractuelle. Cette campagne de mobilisation se terminera le 7 décembre par des meetings à la Mutualité, à Paris, dans les principales villes de France », a notamment indiqué André Giquenne au cours d'une conférence de presse le 8 novembre à Paris.

Le secrétaire général de la fédération générale des fonctionnaires F.O. (1) a ajouté que d'autres formes d'action, pouvant aller jusqu'à la grève, seraient éventuellement envisagées ensuite. « Nous ne souhaitons pas l'épreuve de force, a-t-il précisé, mais nous répondrons si le gouvernement ne répond pas sur sa position. »

« Qu'entend M. Raymond Barre par maintien du pouvoir d'achat ? a demandé M. Giquenne. Nous nous sommes battus pour l'échelle mobile des salaires et pour la régulation tripartite, afin de compenser la hausse des prix. C'est un acquis de la Force ouvrière. Nous n'accepterons pas de préalables aux négociations des accords salariaux pour 1977. Contrairement à ce qu'affirment la C.G.T. et la C.F.D.T., il y a toujours eu dans le passé de libres négociations. »

« La preuve, c'est qu'à chaque fois nous avons comme nous le disions, a-t-il conclu, « craqué l'enveloppe ». Depuis 1976, M. Chirac a assuré qu'il n'y aurait de progression du pouvoir d'achat que pour les deux secteurs, dans le secteur public et national. En mars, cette promesse a été acceptée pour à peu près tout le monde. »

Partisan d'une révision complète de la grille des salaires, le secrétaire général des fonctionnaires F.O. a souligné que l'amélioration du pouvoir d'achat n'était pas incompatible avec la lutte contre l'inflation, mais qu'elle devait tenir compte de l'expansion économique du pays. « Il est paradoxal, a-t-il dit, que le gouvernement se montre plus adroite envers ses propres salariés qu'il l'est envers d'autres catégories. »

(1) Force ouvrière indique qu'aux dernières élections aux comités administratifs paritaires nationales interviennent 33 services répartis dans 12 ministères et comptent environ 90 % des fonctionnaires en dehors de l'administration nationale, elle a eu 150 élus contre 138 à la C.G.T., 314 à la C.F.D.T., 104 à la C.F.T.C. et 555 divers.

### LA C.F.D.T. : les paroles du gouvernement ne sont que de la propagande.

A l'issue de son entrevue, le 8 novembre, avec M. Beullac, la délégation de la C.F.D.T. a déclaré que le ministre n'avait « donné aucune réponse concrète à toutes les questions abordées avec lui, notamment la répression syndicale, la Sécurité sociale, la garantie de l'emploi ainsi que les conflits en cours comme Rhône-Poulenc-Textile, les caisses d'épargne et le commissariat à l'énergie atomique ». L'entretien a été totalement « improdurable », a déclaré M. Michel Rolant, membre de la commission exécutive. « M. Christian Beullac, a-t-il ajouté, manifeste de la bonne volonté mais il est totalement dépourvu des moyens de mettre en œuvre pour appliquer ses projets. En fait, les paroles du gouvernement ne sont que de la propagande. »

« Aucune réponse n'a été faite sur les problèmes de l'indemnisation du chômage et, notamment, de l'augmentation de l'aide publique. La politique économique, a conclu M. Rolant, est vide de sens, et le C.N.P.F. et le gouvernement devront prendre leurs responsabilités en ce domaine. »

### LA C.F.T.C. : la discussion reste ouverte.

Selon les dirigeants de la C.F.T.C. qui ont été reçus lundi matin 8 novembre, par le premier ministre, l'entretien a été « un peu positif ». En réponse aux inquiétudes de la C.F.T.C. qui juge « insupportable » un simple maintien du pouvoir d'achat, M. Raymond Barre a précisé ses déclarations antérieures selon lesquelles une progression du pouvoir d'achat n'était pas exclue. « Tout espoir n'est pas exclu d'obtenir, avant la fin de 1977, une étape intermédiaire », a permis d'écarter le pouvoir d'achat des salaires, laisse-t-on entendre à la C.F.T.C., où l'on déclare que la « discussion reste ouverte », mais que le premier ministre ne s'est pas encore prononcé sur les dates d'ouverture des négociations.

### GREVE A MARSEILLE

« Comment vivre avec 1 360 F par mois ? » Cette question a servi de thème à la manifestation organisée dans les rues de Marseille, le 8 novembre, par le personnel de l'usine du Tné de l'éclairage. Depuis le 2 novembre, deux cents employés de l'usine - dont la grande majorité est constituée de femmes et de jeunes filles, occupées au conditionnement et à l'emballage des sachets de thé - se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire.

Selon le syndicat C.G.T. de l'établissement, la grille des salaires débute à 1 360 francs et plafonne à 1 640 francs avec la qualification de maître. Le personnel en grève exige des rémunérations, qu'il fixe au minimum à 1 700 francs sur débuts et à 1 800 francs pour les autres catégories.

### M. BEULLAC : le gouvernement ne cédera pas, même aux syndicats unanimes.

M. Christian Beullac, ministre du travail, a déclaré, le 8 novembre à Antenne 2, que le gouvernement ne céderait « certainement pas » aux revendications des syndicats, même unanimes, si la lutte contre l'inflation devait alors être remise en cause.

« Nous sommes en face d'une situation relativement délicate et la lutte contre l'inflation est prioritaire pour le pays. Nous savons tous que si nous ne luttons pas contre l'inflation, nous allons vers un désastre à long terme et même à moyen terme, et que, par conséquent, c'est l'emploi même qui est en cause », a dit M. Beullac.

Interrogé sur ce que serait l'attitude du gouvernement s'il se trouvait confronté à l'opposition unanime des syndicats, il a estimé que « si le premier ministre cédait, c'est toute la lutte contre l'inflation qui serait remise en cause ». Le ministre a ajouté, comme on le connaissait sur l'évaluation d'un conflit social « grave et généralisé », que « les Français sont assez raisonnables pour comprendre qu'il y a des règles au-delà desquelles il ne faut pas aller ».

### CONJONCTURE

#### M. BARRE ANNONCE D'AUTRES MESURES EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT

« D'autres mesures interviendront dans les prochains mois pour soutenir l'investissement », déclare sans plus de précision M. Barre dans une interview au Figaro. Il ajoute que « le gouvernement est disposé à défendre fermement la monnaie nationale ».

Les tensions inflationnistes risquent de provoquer une hausse de 12 à 13 % des prix en 1977, estime M. Barre, « si nous pouvons réduire à un rythme entre 7 % et 8 %, ce serait un progrès sensible, néanmoins en deçà de ce qui est souhaitable pour la France. »

M. CHATELAIN, PRÉSIDENT DU CREP. — M. Dominique Chatelain, administrateur, directeur général du Crédit industriel et commercial, vient d'être élu président du Centre de recherche économique sur l'épargne (CREP), en remplacement de M. Claude Gruson. Le CREP est une association créée par deux sociétés d'études et de recherche, le CREDOC et la SEDES, en vue de mettre en œuvre les moyens intellectuels et financiers nécessaires aux recherches sur le comportement des épargnants. M. Gruson assurait la présidence du CREP depuis sa fondation, il y a cinq ans. — (A.F.P.)

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

### ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'Evry, rue des Mâchères, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

**D'UNE MAISON** située à **MORSANG-SUR-ORGE (91)** cadastrée pour 340 m<sup>2</sup> MISE A PRIX : 15.000 F. Consignation indisp. pour enchérir. Renseign. : M<sup>rs</sup> TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlou, tél. 496-30-26 ou 14-18.

Vente sur folle enchère, au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 25 NOVEMBRE 1976, à 14 h. EN UN LOT

**UN IMMEUBLE à PARIS (5<sup>e</sup>)** 24, RUE DESCARTES et 2, rue Saint-Etienne-du-Mont

M. à P. : 350.000 F - S'adr. M<sup>rs</sup> MARGANNE, avocats, 344, F. Paris (17<sup>e</sup>) ; M<sup>rs</sup> JEANNE DEVOS, avocate, 178, bd Haussmann, Paris (8<sup>e</sup>) ; tous avocats près Trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

Adjud. au TRIB. de COMM. de PARIS, le 16 novembre 1976, à 14 h. 15, Fonds

**VENTE - LOCATION et EXPOSITION D'OEUVRES D'ART** avec jouissance des lieux : Boutique, w.c. et sous-sol

**A PARIS (6<sup>e</sup>) - 13, rue de MÉDICIS**

Mise à Prix : 60.000 F (Fonv. 600 balles) ; consignat. 40.000 F - S'adresser M<sup>rs</sup> Demortreux, not., 67, bd St-Germain ; M<sup>rs</sup> Mison, synd., 60, bd Sébastopol.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'Evry, rue des Mâchères, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 14 heures

**UN PAVILLON situé à ORMESSON-SUR-MARNE** (Val-de-Marne) à l'angle de la rue du Golf et de la rue de la Stade

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

Consignat. indisp. pr enchérir. Renseign. : M<sup>rs</sup> TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlou, tél. 496-30-26 ou 14-18.

Adjudic. au TRIBUN. de COMMERCE de PARIS, le 16 novembre 1976, Fonds

**LOCATION DE VOITURES - GARAGE** ACHAT ET VENTE DE VEHICULES AUTOMOBILES exploités à PARIS (17<sup>e</sup>)

160, rue LEGENDRE et 35, rue DANTAN COURT

Jouissance des lieux : Terrain 636 m<sup>2</sup> environ et constructions y édifiées. GARAGE 500 m<sup>2</sup>, pompe à essence, 6 bureaux, toilettes, w.c.

M. à P. 30.000 F (pour 600 balles) ; Consign. 30.000 F. S'adr. M<sup>rs</sup> Demortreux, notaire, 67, bd Saint-Germain ; M<sup>rs</sup> Chevrier, synd., 16, rue Abbé-de-l'Épée.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Corbeil-Essonnes, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 14 heures

**D'UN IMMEUBLE sis à ÉPINAY-SUR-ORGE** (Seine-Saint-Denis)

31, rue de Grand-Vaux, à l'angle de la rue Fillemain

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

Consignation préalable indispensable pour enchérir. Renseignements, s'adresser au greffe du Tribunal de Grande Instance d'Evry-Corbeil ou écrire à M<sup>rs</sup> A.-F. BARRE et V. DAMOURÉAT, avocats associés à Corbeil-Essonnes, 20, rue du Général-Leclerc, et sur place pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 14 heures, EN UN LOT

**UNE PROPRIÉTÉ à VAUCRESSON (92)** dite « VILLA LE VEZILLON », - CONT. TOT. 14 a 06 ca

**LIBRE DE TOUTS OCCUPANTS - M. à P. : 400.000 F**

S'adr. pr renseignements : M<sup>rs</sup> Michel DEBARY, avocats, 9, place Roche, et visites à : M<sup>rs</sup> Michel DEBARY, à Versailles. Tél. : 650-03-78.

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 2 décembre 1976, à 14 heures

**APPARTEMENT - PARIS (17<sup>e</sup>), 47-49-51, rue Guersant** 37-39-41, boulevard Gouvion-Saint-Cyr et 15-18, avenue des Pavillons

3<sup>e</sup> étage, 5 pièces avec CAVES et PARKING (ascenseur, bâtiment A).

**MISE A PRIX : 300.000 F**

S'adr. M<sup>rs</sup> GIRY avocats à Paris (9<sup>e</sup>), 12, avenue Montaigne ; Greffe criées Trib. Gde Inst. Paris ; sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le JEUDI 18 NOVEMBRE 1976 à 14 heures

**UN APPARTEMENT** 3 pièces principales, res-de-chaussée, droit jouissance part. terrain, cave

**UN APPARTEMENT** 3 pièces principales, 1<sup>er</sup> étage, cave

Dans un immeuble sis à PARIS (18<sup>e</sup>) - 24, rue Saint-Vincent

MISES A PRIX. — 1<sup>er</sup> Lot : 120.000 F ; 2<sup>e</sup> Lot : 120.000 F.

S'adresser à M<sup>rs</sup> RIBADEAU-DUMAS, avocats, 17, avenue de Lamballe, Paris (18<sup>e</sup>), et à tous avocats près le Tribunal de Gde Inst. de Paris.

Adjudication volontaire Chambre Notariale de l'Oise, 10, rue Saint-Louis, à Beauvais (Oise), le mercredi 24 novembre 1976, à 15 h., en 2 LOTS :

1<sup>er</sup> Lot **IMMEUBLE DE RAPPORT à PARIS (6<sup>e</sup>)** 26, r. St André des Arts - Mise à prix 1.150.000 F

2<sup>e</sup> Lot **IMMEUBLE DE RAPPORT à PARIS (9<sup>e</sup>)** 3, rue Hippolyte Lebas - Mise à prix 1.400.000 F

Pour tous renseignements : M<sup>rs</sup> BROCARD, notaire Place de l'Hôtel-de-Ville, FORT-SAINT-MAXENCE (Oise). Tél. 02-29-25.

Vente sur saisie Palais Justice de Fontenay, jeudi 18 nov. 1976, à 14 h.

**Propriété à Presles (95) - Mise à prix 700.000 F.**

Cce 97 ARES 98 136, rue Pierre-Brossolette (précédemment 126, av. de Beauvais) Cont. pr ench. 150.000 F (chac. visé).

Pour renseignements : M<sup>rs</sup> PORTÉ avocats à Fontenay (95), 25, rue Pierre-Brossolette. Tél. : 464-00-42.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT  
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE  
32, quai Golléni - 92151 SURESNES CEDEX

### COMMUNE D'ASNIÈRES

**Liaison départementale entre l'autoroute A 86 et la RN 310 TRONÇON RUE BASLY - RN 310 ET PROLONGEMENT DE LA LIGNE 13 BIS**

**ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE**

### AVIS

La public est informé que par arrêté préfectoral du 15 octobre 1976 une enquête parcellaire est prescrite sur la commune d'ASNIÈRES concernant la réalisation de travaux en vertu de la loi n° 310 de la Région départementale de la Seine-Saint-Denis et la loi n° 310 de la Région départementale de la Seine-Saint-Denis et la loi n° 310 de la Région départementale de la Seine-Saint-Denis.

Les plans de délimitation des parcelles d'enquête seront déposés pendant 23 jours du 5 novembre au 28 novembre 1976 à la mairie d'ASNIÈRES afin que les propriétaires ou les occupants puissent en prendre connaissance et faire connaître leurs observations ou leurs réclamations.

Les observations ou réclamations doivent être déposées au registre des observations et réclamations de la commune d'ASNIÈRES, 17, rue Danton à LEVALLOIS-PERRET 92300, avant le 28 novembre 1976.

A l'issue de cette enquête les conclusions du commissaire enquêteur seront publiées et les observations ou réclamations des propriétaires ou occupants, présentées et prises en compte au département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1328 du 21 décembre 1975.

**PROPRETAIRE VEND**

**1) 8700m<sup>2</sup> D'ENTREPOTS** 9, rue de la Liberté à PANTIN

**2) TERRAIN DE 9.500m<sup>2</sup> avec 7200m<sup>2</sup> de BATIMENTS** 33, rue Victor Hugo à PANTIN

LOCATION POSSIBLE

Pour tous renseignements : 723-61-25 poste 42

**CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.**

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## INFORMATIQUE

### Elf-Aquitaine et la Société générale vont acquérir 35 % de Franlab

Le groupe pétrolier Elf-Aquitaine et la Société générale vont acquérir, à l'occasion d'une augmentation de capital qui leur sera réservée, une participation de 35 % dans la filiale informatique de l'Institut français du pétrole (nos dernières éditions du 9 novembre).

Créée dans les années 60 par l'Institut français du pétrole, Franlab est ce qu'on appelle une société de service informatique. D'une part, elle traite pour le compte de divers clients, des programmes de calcul scientifique. D'autre part, elle exerce deux activités parallèles de conseil en ingénierie pétrolière : à travers deux sociétés spécialisées : Franlab Consultant et Franlab Marine. Les activités purement informatiques représenteront en 1976 un chiffre d'affaires de 38 millions de francs (16 millions pour Franlab Consultant et 22 millions pour Franlab Marine), dont 38 % proviennent des sociétés du groupe I.F.P. Parmi ses clients extérieurs figuraient en bonne place Framatome, le constructeur de réacteurs nucléaires, qui assurait à lui seul près de 20 % de son chiffre d'affaires. Il y a quatre ans, Franlab a acheté un grand ordinateur 7000 Control Data 45 millions de francs, financés par un prêt dont la principale annuité de remboursement (10 millions de francs) tombe en 1977. Normalement, la société aurait pu y faire face. En 1975, elle avait dégagé un bénéfice d'exploitation de 8 millions. Mais au début de l'été, Framatome a décidé de confier ses travaux à la Compagnie internationale de service informatique (C.I.S.I.), numéro un du service informatique en France et filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), devenu, en décembre 1975, un des principaux actionnaires de Framatome.

● LE PREMIER MINISTRE a reçu successivement le 8 novembre des délégations de la Confédération des syndicats médicaux, conduite par le docteur Monier, et de la Fédération des médecins de France, menée par le docteur Belot. Les entretiens ont porté sur les rapports des médecins avec les caisses d'assurance-maladie et sur le « plan de santé » proposé par la Confédération. Des négociations s'engageraient début 1977 sur les rectifications d'honoraires, notamment en ce qui concerne les médecins ruraux.

Ce brutal retrait de Framatome — dénoncé par les syndicats — posait la question de l'avenir de Franlab, l'I.F.P. son actionnaire principal, ne pouvant combler seul le trou prévu pour les années 1977 et suivantes. Une solution vint naturellement à l'esprit : un rapprochement avec la C.I.S.I. Des négociations s'ouvrirent à la rentrée avec la filiale du C.E.A. M. Maurice Allègre, nouveau P.-D. G. de Franlab, et vice-président de l'I.F.P., souhaitait cependant préserver l'entité Franlab : quant au personnel, il s'opposait à toute absorption par la C.I.S.I. et appuyait son refus de plusieurs journées de grève. Les dirigeants de Franlab, tout en négociant avec la C.I.S.I., ont obtenu alors des discussions avec Elf-Aquitaine. Après plusieurs semaines de discussions, cette seconde solution a été retenue, la C.I.S.I. se refusant à conserver l'autonomie de Franlab et à assurer à l'I.F.P. une minorité de blocage dans son capital. Franlab va donc procéder à une augmentation de capital de 3 millions de francs, réservée à Elf-Aquitaine et à S.G. 2, la filiale de service informatique de la Société Générale. Tous deux détendront 35 % du capital. L'I.F.P. conservant le reste (1). En outre, la société obtient des concours bancaires et des avances en trésorerie.

Ce montage financier devrait permettre à Franlab de franchir un cap difficile et d'élargir sa clientèle. Elf-Aquitaine lui apportant une partie de ses travaux, et la S.G. 2 étant orientée vers le service informatique de gestion.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Franlab Consultant restera à 100 % contrôlé par l'I.F.P.

Europcar simplifie la location de voitures

**europcar** 645.21.25

## ÉNERGIE NUCLÉAIRE

### L'accord de recherche entre Westinghouse Framatome, E.D.F. et le C.E.A. a été signé

L'accord définitif de recherche et développement dans le domaine des réacteurs nucléaires à eau pressurisée (P.W.R.) entre le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), E.D.F., la société française Framatome et la société américaine Westinghouse a été signé le 5 novembre à Paris, indique un communiqué du ministère de l'Industrie et de la recherche publié lundi 8 novembre. « La définition d'un programme commun pluriannuel de recherche et développement a déjà été effectuée et les travaux, pour chaque partenaire, ont pu commencer », précise le communiqué, qui ajoute que ces travaux porteront sur « les améliorations encore envisageables des systèmes réalisés industriellement, notamment en ce qui concerne la fiabilité, les matériaux, les conditions d'exploitation et d'entretien ». Pour la première année, les dépenses seront de l'ordre de 80 millions de francs.

L'accord signé, vendredi 5 novembre, entre le C.E.A., E.D.F., Framatome (groupe Creusot-Loire) et Westinghouse fait suite au rachat par le C.E.A. à la fin de 1974, d'une partie importante de la participation que possédait la société américaine dans le capital de Framatome, son licencié français (30 % sur 45 %). Les négociations qui viennent d'aboutir auront été longues, puisqu'elles avaient commencé dès la fin du mois de janvier dernier, et la signature de l'accord a demandé plusieurs jours de discussions finales assez serrées.

Le constructeur américain paraît avoir fait bien tirer son épingle du jeu : cotisant pour le tiers du budget commun de la recherche, il pourra, semble-t-il, voir jusqu'à la moitié des dépenses effectuées sur le sol américain, dans ses laboratoires. On précise, chez les différents partenaires de l'accord, que les travaux se feront « là où se trouvent les équipes et les matériels les mieux adaptés », mais cette précision permet bien des interprétations.

Le tout sera donc, à l'épreuve des faits, de juger jusqu'où ira cette coopération qui sera mise en œuvre par un comité quadripartite. Les accords conclus permettront certainement, grâce à un budget appréciable (les 80 millions seront au moins reconduits chaque année jusqu'en 1982), et s'agissant d'un domaine où des progrès restent à accomplir, de faire progresser la technique des réacteurs à eau légère. Mais les dirigeants de Westinghouse, tout au long de la négociation, n'ont certainement pas quitté des yeux l'échéance de 1982. A cette date, en effet, la firme américaine aura cédé à Creusot-Loire les 15 % qui lui restent aujourd'hui dans le capital de Framatome. L'accord de licence liant l'unique constructeur français de centrales nucléaires à Westinghouse sera venu à expiration, et M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a annoncé en juin dernier que cet accord ne serait pas renouvelé.

Plus que jamais, alors, Framatome ne devrait pas manquer de s'affirmer, face à son ex-tuteur américain, plus comme un concurrent que comme un partenaire.

X. W.

## AFFAIRES

### BARROW HEPBURN PRENDRAIT UNE PARTICIPATION IMPORTANTE DANS LES TANNERIES FRANÇAISES RÉUNIES

La direction de la Société nouvelle d'exploitation de la Société française réunie, qui gère depuis janvier 1975 l'ancienne Société des tanneries françaises réunies (mise en règlement judiciaire en juillet 1974), en deux sociétés distinctes : l'une gérant l'usine du Puy (Haute-Loire), la seconde gérant l'usine de Bort-les-Orgues (Corrèze).

Le premier dirigeant de la société, Le Tanneur, atteindrait 50 % du capital de la seconde société (dont la spécialisation vers les cuirs destinés à l'ameublement et les vêtements d'intérieur, particulièrement) et 10 % du capital de la première. La prise de participation serait réalisée par augmentation du capital, qui, pour l'heure, est détenu par le crédit agricole français et l'Institut de développement industriel (I.D.I.).

La participation, l'accord prévoitait notamment l'investissement de la Société nouvelle d'exploitation, qui gère depuis janvier 1975 l'ancienne Société des tanneries françaises réunies (mise en règlement judiciaire en juillet 1974), en deux sociétés distinctes : l'une gérant l'usine du Puy (Haute-Loire), la seconde gérant l'usine de Bort-les-Orgues (Corrèze).

## Bourse de Paris

### LE PROJET DE RÉFORME DES COTATIONS VA ÊTRE PRÉSENTÉ FIN NOVEMBRE

La chambre syndicale des agents de change présentera, à la fin novembre, le projet de réforme de la Bourse de Paris, dont M. Yves Florioy, syndic de la Compagnie des agents de change, avait développé les grandes lignes lors d'une conférence de presse, la première du genre, donnée début mars (le Monde daté 7-8 mars).

Cette réforme, que M. Florioy avait alors qualifiée de « longue et difficile », aura pour objectif essentiel d'instaurer un marché continu, dont les cotations ne seront plus concentrées sur un premier cours. Ce marché devra être unique, c'est-à-dire que la dualité, parfois choquante des cotations à terme et au comptant, devra disparaître. On ignore s'il s'agira d'un marché à tout au comptant, avec un mécanisme d'avances sur titres comme à New-York, ou d'un marché à tout à terme, avec faculté d'escompte et de mobilisation comme à Londres.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

#### EMPRUNT 11% 1976 de F60 000 000

Emission de 60.000 Obligations de F. 1.000 nominal

Jouissance : 25 octobre 1976

Amortissement : en 14 ans au maximum à partir du 25 octobre 1976

Taux de rendement actuariel brut : 11,07%

Cotisation : ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle, dès la clôture de l'émission

Prix d'émission : F. 1.000

Le programme d'investissement du Département de la Gironde est passé de 98 millions de francs en 1972 à 235 millions en 1976. Les investissements prévus pour 1976 concernent notamment : la construction de bâtiments administratifs, l'équipement de la zone portuaire du Verdon, des travaux de voirie nationale et départementale, l'amélioration de l'habitat rural, l'acquisition de réserves foncières en zone rurale, divers aménagements touristiques.

Le produit du présent emprunt servira au financement partiel du budget d'investissement qui s'élève à MF 235 et, en particulier, à la construction de bâtiments administratifs.

## INTERSECTION SICAV

Situation au 30 septembre 1976

INTERSECTION a été créée au 30 septembre 1975. A cette date, la valeur liquidative s'établissait à 128,43 F. Le 30 septembre 1976, si l'on tient compte du coupon détaché à cours de l'exercice, la performance annuelle ressort à 10,33 %.

Au cours de cet exercice, l'actif net est passé de 111 à 118 millions de francs.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes au 30 septembre 1976. Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 5,43 F (5,30 F net), au lieu de 5,34 F (5,20 F net) au titre de l'exercice précédent. Ce coupon global, rapporté à la valeur au 30 septembre 1976, déduction faite du coupon net, déterminerait un rendement annuel de 4,81 %.

## INTERCROISSANCE SICAV

Situation au 30 septembre 1976

INTERCROISSANCE a été créée au 30 septembre 1975. A cette date, la valeur liquidative s'établissait à 141,37 F. Le 30 septembre 1976, si l'on tient compte du coupon détaché à cours de l'exercice, la performance annuelle ressort à 7,08 %.

L'actif net en fin d'exercice est de 154 millions de francs, soit le même montant qu'un an auparavant.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes au 30 septembre 1976. Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende global à 5,43 F (5,30 F net), au lieu de 5,34 F (5,20 F net) au titre de l'exercice précédent. Ce coupon global, rapporté à la valeur au 30 septembre 1976, déduction faite du coupon net, déterminerait un rendement annuel de 3,85 %.

## GRUPE TOTAL

### Compagnie Française des Pétroles

#### RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LE PREMIER SEMESTRE 1976

Les résultats consolidés du groupe Total pour le premier semestre 1976 comparés à ceux de la même période de 1975, se résument comme suit :

|  | 1 <sup>er</sup> semestre 1975 | 1 <sup>er</sup> semestre 1976 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| 1) Compte de résultats consolidés  |                               |                               |
| Chiffre d'affaires hors taxes  | 18 875                        | 22 681                        |
| Prix de revient des ventes   | 13 292                        | 15 583                        |
| Produits financiers  | 244                           | 200                           |
| Frais financiers   | 707                           | 698                           |
| Amortissements et provisions   | 712                           | 1 176                         |
| Pertes et profits exceptionnels ou sur exercices antérieurs (profit net) | 270                           | 126                           |
| Bénéfice avant impôts  | 4 586                         | 5 350                         |
| Impôts   | 4 388                         | 5 259                         |
| BÉNÉFICE NET DU GROUPE   | 198                           | 191                           |
| — part de la C.F.P.  | 233                           | 123                           |
| — part des minoritaires  | 35                            | 66                            |
| 2) Marge brute d'autofinancement   | 198                           | 191                           |
| Bénéfice net du groupe   | 712                           | 1 176                         |
| Amortissements et provisions   | 810                           | 1 367                         |

3) Les résultats consolidés au 30 juin 1976 ont été établis comme les années précédentes, en évaluant les stocks selon la méthode « premier entré, premier sorti » dite F.P.C.O. en calculant les amortissements industriels selon la méthode linéaire et en convertissant les éléments monétaires en devises (coronnes et dollars) et les stocks aux cours de change du 30 juin 1976.

4) A la suite de l'augmentation générale de la consommation de produits pétroliers dans les pays où opère le groupe, les tonnages commercialisés par celui-ci au cours du premier semestre 1976 ont atteint 36,9 millions de tonnes contre 32,4 pour le premier semestre 1975, soit une progression d'environ 15 %. Pour les mêmes périodes, le chiffre d'affaires hors taxes passe à 22.681 millions de francs contre 18.875 millions de francs, et augmentation de 20 % environ. L'écart entre les taux de progression de tonnages et du chiffre d'affaires est imputable pour l'essentiel à la dépréciation du franc par rapport au dollar.

5) Les amortissements et provisions du premier semestre 1976 s'élèvent à 1.176 millions de francs contre 712 millions de francs pour la même période de 1975, qui avait bénéficié de reprises exceptionnelles de provision sur les travaux de recherche effectués par les filiales procédant au développement de gisements en mer du Nord et en Indonésie.

6) Le bénéfice net du groupe de 191 millions de francs est peu différent de celui du premier semestre 1975 qui s'élevait à 198 millions de francs. Mais la répartition en est sensiblement différente, la part du groupe premier semestre 1976 revenant à 123 millions de francs contre 233 millions de francs, alors que la part des minoritaires est un bénéfice de 66 millions de francs contre une perte de 35 millions de francs. Cette double évolution s'explique, d'une part, en raison des provisions constituées au niveau de la maison mère, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, et d'autre part, par le retraitement conforme aux règles comptables du groupe des résultats de certaines filiales.

7) La marge brute d'autofinancement est en sensible amélioration, 1.367 millions de francs contre 810 millions de francs. Elle reste encore insuffisante pour couvrir la totalité des investissements du groupe qui ont été de l'ordre de 2.400 millions de francs pour la période considérée, ce qui a amené à recourir à un endettement accru.

On peut souligner, à ce propos, que ces investissements sont principalement concentrés sur le développement de gisements d'hydrocarbures et notamment de celui de Frige où la mise en production du gaz est malheureusement prévue pour la deuxième moitié de l'année prochaine.

# Automne à Paris.

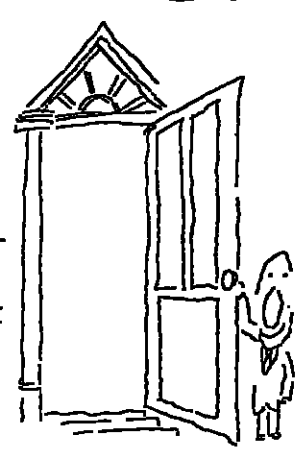
Le 9 Novembre, l'une des plus grandes et accueillantes banques japonaises ouvre ses portes à Paris. C'est la Tokai Bank.

Son très accueillant représentant en chef est M. Kobayashi.

Son très accueillant bureau se situe : 10, Rue de la Paix, 75002, Paris Tél: 261-5728, Téléc: 211221 TOKBPAP.

C'est la raison pour laquelle nous sommes attendus par nos amis dans le monde entier.

Cet automne à Paris. **TOKAI BANK**



Siège Social: Nagoya, Japon. Plus de 200 bureaux au Japon. Succursales à Londres: P. & O. Building, Leadenhall Street, Londres EC3, Angleterre. Télég.: TOKAIGINKO LONDON EC3. Tél. No.: 887375. Tél.: 01-253-8600. Succursale à Francfort: Bockenheimer Landstrasse 51-53, 6000 Frankfurt-am-Main 17, Allemagne de l'Ouest. Télég.: TOKAIBANK FRANKFURT/MAIN. Tél. No.: 4114871. Tél.: 0511-20821. Total Bank Nederland N.V.: Keizersgracht 431, Amsterdam, Pays-Bas. Tél.: 12606 TOKAI NL. Tél.: 223625. Réseau de monde entier: New York, Los Angeles, Mexico, São Paulo, Téhéran, Singapour, Djakarta, Hong-Kong, Bangkok, Philippines et Sydney.

## POUR VOTRE ÉPARGNE



**LA POSTE**

سكاي بنك





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
  - TURQUIE : le Parti de la justice de M. Demirel s'efforce d'intégrer d'autres formations de droite.
- 2-3. PROCHE-ORIENT
  - ISRAËL : une vague de grèves sans précédent illustre la crise d'instabilité que traverse le pays.
3. ASIE
  - CHINE : le journal de l'armée publie un nouvel éditorial d'hygiène du président Hua Kuo-feng.
4. DIPLOMATIE
  - AFRIQUE
    - Une des nouvelles au Maroc ? (11), par Daniel Junqua.
    - NAMIBIE : la minorité blanche rompt ses liens institutionnels avec Pretoria.
6. L'ÉVÈNEMENT
  - Les mouvements de libération en Afrique australe.
- 8 à 11. POLITIQUE
  - La préparation des élections législatives partielles en Grande-Bretagne.
  - Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.
13. ANNIVERSAIRE
  - JUSTICE
    - La tribunaux de Paris ordonne la destruction d'un film pornographique.
15. ÉDUCATION
  - LIBRES OPINIONS : « Pour-quoi nous quittons Nanterre », par Ph. Ardant.
15. AÉRONAUTIQUE
  - RELIGION

### LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- Pages 17 et 18
- Une poignée d'atomes pour un transistor.
- Les colorants réactifs : des molécules qui s'accrochent aux fibres.

### 19. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

- Après l'opération du professeur Lortet-Jacob.

### 21 à 23. ARTS ET SPECTACLES

### 30. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- A PROPOS DE... : la gestion de l'Office national des forêts.

### 31. LES RÉGIONS

- Archéologues contre pirates : sept immeubles sauvés sur la colline de F. urvière.

### 32 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE

### ET SOCIALE

- POLITIQUE CONTRACTUELLE : les syndicats occupent leur pression contre le blocage du pouvoir d'achat en 1977.

### — L'ÉCONOMIE

- L'ÉCONOMIE : l'industrie britannique peut déplorer sa faible productivité.

### LIRE ÉGALEMENT

#### RADIO-TELEVISION (20)

- Annonces classées (25 à 30)
- Bourse (35) ; Carnet (34)
- Informations (30)
- Journal officiel (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20)

## Un calculateur conversationnel chez Duriez

Le SR 60 de Texas Instruments est très puissant et très simple. Il fait le pont entre la calculatrice et l'ordinateur.

Son tableau d'affichage 32 x 240 %, à 20 caractères, dialogue avec vous en clair, vous pose des questions en toutes lettres, attend votre réponse avant de calculer.

Résultats affichés ou imprimés. 46 fonctions scientifiques, 40 mémoires et 480 pas de programmes (extensibles à 450 et 5760). Programmes et contenus des mémoires stockables sur cartes. Périphériques adaptables prochainement : imprimante/cassette ; machine à écrire ; table de calcul.

**TEXAS INSTRUMENTS**  
calculatrices électroniques

(Toute la gamme) chez Duriez,  
132, Bd. St-Germain - 326-43-31  
Initiation gratuite de 9 à 19 h.  
(Fermé le lundi).

## POUR PROTESTER CONTRE LA DÉTENTION DE QUATRE AUTONOMISTES

### Une journée «île morte» est organisée en Corse

#### Attentat contre les cars de la Télévision

Une Journée «île morte» est organisée ce mardi 9 novembre, en Corse, par le Comité anti-répresse (CAR), par des mouvements autonomistes comme l'Association des patriotes corses (A.P.C.) et par le Comité des organisations démocratiques, qui rassemble les partis de gauche et les syndicats C.G.T. et F.E.N. Les consignes d'arrêt du travail, de fermeture de magasins, de dépôt de motions paraissent assez largement suivies.

Cette manifestation a pour objectif d'obtenir la mise en liberté des cinq personnes encore détenues depuis le 8 septembre 1976, après le dynamitage d'un Boeing-707 d'Air France sur l'aéroport d'Ajaccio.

Deux charges d'explosifs d'un kilo chacune environ ont d'autre part complètement détruit, le mardi 9 novembre, à 2 h. 15 du matin, deux cars appartenant à la Société française de production (S.F.P.) qui stationnaient sur les quais du vieux port de Bastia. Les deux véhicules devaient assurer, ce mardi à 12 h. 30, sur TF 1, l'émission en direct «Midi premiers», animée par Danièle Gilbert. Les dégâts s'élevaient à plusieurs centaines de milliers de francs. Les

responsables de l'émission ont indiqué que celle-ci serait supprimée, ainsi que celles qu'ils avaient prévues dans l'île au cours de la semaine.

Cet attentat a été commenté ce même mardi au cours de la réunion à Ajaccio du Comité économique et social. «L'objectif est clair : empêcher tout ce qui peut donner de la Corse une image normale ou apaisante aux yeux de l'opinion publique nationale», a déclaré M. Jean Rolacci, préfet de région. M. Emile Arrighi de Casanova, président de l'Assemblée, a ajouté : «Il s'agit d'un mauvais coup pour la Corse».

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon se réunit mercredi 10 novembre pour examiner, sur appel du parquet, la demande de mise en liberté des cinq autonomistes. Cette réunion était initialement prévue pour le 12 novembre, mais l'aggravation de l'état de santé de deux des quatre détenus qui font, depuis le 21 octobre, la grève de la faim n'est certainement pas étrangère à cette accélération de la procédure. (Le cinquième emprisonné, M. Toussaint Cipriani, souffrant d'un ulcère, est hospitalisé depuis le 5 novembre).

## A Lyon, derrière les grilles de l'Antiquaille

Lyon. — A l'hôpital de l'Antiquaille, sur les pentes de la colline de Fourvières, Achard-James est un service aménagé pour recevoir des détenus nécessitant des soins. Une succession de pièces au premier étage, un couloir unique, entrecoupé de portes ; devant chaque chambre, un box dans lequel se tient un surveillant de l'administration pénitentiaire. Les fenêtres du couloir, par où pénètre la lumière du jour, sont munies de grilles. C'est là que, vendredi 5 novembre, les quatre détenus corses ont été transférés après un séjour de vingt-quatre heures à l'hôpital Edouard-Berriot (de Marseille du 6 novembre).

D'abord mêlés à d'autres détenus, ils ont été groupés : les deux Toussaint (Armand et Pantaloni) dans une pièce, les deux Dominique (Alfonso et Capretti) dans une autre. Refusant d'absorber une nourriture solide depuis le 21 octobre et liquide depuis le 4 novembre, leur organisme ne pouvait demeurer très longtemps sans manifester des signes de dégradation grave. Bien qu'ils aient fait connaître leur refus de recevoir des soins, assorti de menaces de plainte en justice, au

### De notre correspondant régional

professeur François, néphrologue, le praticien a décidé lundi midi 8 novembre, devant l'aggravation de l'état de deux des hospitalisés, de placer ceux-ci sous perfusion. Les deux autonomistes corses ont été immobilisés sur leur lit par des sangles de cuir qui les empêchent de se débarrasser de l'appareillage médical.

Cette intervention s'est faite, semble-t-il, dans cette période de demi-conscience entre le moment où les réactions de l'individu ne sont plus d'égale parfaite et contrôlée et celui où les conséquences d'une intoxication du sang par un blocage de l'activité rénale ne sont pas encore, du moins l'espère-t-on, parvenues à un stade irréversible.

### « Aller jusqu'au bout »

M. Dominique Alfonso, leader du Parti du peuple corse pour l'autonomie, avait promis, dimanche 7 novembre, au docteur Quilichini, chirurgien d'une clinique de Villeurbanne admis à rendre visite quotidiennement aux quatre détenus, dans laquelle il affirmait sa volonté « d'aller jusqu'au bout parce que le maintien de la liberté et la défense de nos idées ». « J'ai demandé un prétexte pour mourir en bon Corse, en bon chrétien et en bon socialiste », ajoutait-il.

La veille, les « épouses des emprisonnés politiques corses » ont demandé au président de la République pour lui faire part de leur désespoir et leur réclamation à la justice, déclaraient-elles, et

## Les gouverneurs de banques centrales discutent du soutien à la livre

Dans des marchés de changes en général calmes, l'attention continuera, mardi matin 9 novembre, à se concentrer sur la livre sterling. La devise britannique, après avoir baissé, lundi après-midi (quand notamment fut connu la forte hausse des prix de gros pour le mois d'octobre : 1,4 %) se redressait légèrement, mardi matin, le cours s'établissant autour de 1,625 dollar, ce qui correspondait à 8,1050 F. A Paris, le cours du dollar était stable à 4,9850 F. Le cours de l'or restait ferme, les premières transactions s'étant faites sur la base de cours oscillant entre 131,25 et 132,25 dollars l'once.

C'est au sort de la livre sterling que sont actuellement consacrées toutes les réunions internationales. Les ministres des finances des Neuf ont discuté lundi à Bruxelles (voir page 32 l'article de Philippe Lemaitre) ; les gouverneurs de banques centrales réunis lundi et mardi à Bâle, examinent, semble-t-il, les différents aspects que pourrait prendre et que prendra sans doute dans un avenir relativement proche un nouveau soutien international à la livre sterling. Selon le calendrier fixé par les principaux créanciers de la Grande-Bretagne, il apparaît que Londres n'a guère de chances d'obtenir une aide spécifique en ce qui concerne la « neutralisation » des balances sterling avant que soient menées à leur terme les négociations actuellement en cours à Londres entre, d'une part, les experts du Fonds monétaire et, d'autre part, les autorités britanniques compétentes au sujet du prêt de 3,9 milliards de dollars demandé par le Royaume-Uni au F.M.I.

Quelle que soit l'importance de ces pourparlers, il est clair qu'en fin de compte la détermination des conditions qui seront éventuellement posées au gouvernement Callaghan pour l'obtention de ce prêt fera l'objet d'une déci-

### Selon la direction de l'E.G.F.

#### LA GRÈVE DE MARDI MATIN A ÉTÉ SUIVIE À 50 %

Selon les premières estimations données par la direction générale, la grève à l'E.G.F., déclenchée pour une demi-journée, ce mardi 9 novembre, par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour protester contre la « stricte application » des orientations du plan Barre, a été suivie à 50 % pour l'ensemble de la France. A Paris, où il semble qu'un certain nombre d'adhérents C.G.T. et C.F.D.T. n'aient pas répondu aux consignes syndicales, le mouvement n'a été observé qu'à 25 % au centre commercial et 30 % à 40 % au centre technique miste. En province, en revanche, le pourcentage des grévistes a été, dans certaines régions, assez élevé, comme à Carcassonne (58 %) et au Havre (64 %).

La direction générale indique que la baisse de tension, qui a entraîné des coupures de courant de 9 h. 30 à 11 h. 30, a été de 15 % pour l'ensemble de la France.

### TRAFFIC PERTURBÉ SUR LA NOUVELLE LIGNE DE MÉTRO 13-14

Le trafic des lignes 13 (Saint-Denis - Basiglio - Champs-Élysées - Clemenceau) et 14 (Porte-de-Vanves - Invalides), dont la jonction est inaugurée mardi 9 novembre par M. Marcel Cavalié, secrétaire d'Etat aux transports, est réduit et perturbé depuis le 1<sup>er</sup> novembre en raison d'une grève du personnel. Trente pour cent des trains circulent ce mardi en fin de matinée. La modernisation de la ligne entraîne une modification des horaires de travail du personnel, qui prend sa tâche en deux fois avec une coupure de deux heures — ce qui explique la perturbation par rapport aux horaires de travail — au milieu de la journée.

D'autre part, les fédérations de la région parisienne du parti socialiste déclarent, dans une communication, qu'elles considèrent cette inauguration comme « une opération publicitaire ».

## QUARANTE MILLE LITS HOSPITALIERS PRIVÉS SERONT INTÉGRÉS LE 1<sup>er</sup> JANVIER AU SERVICE PUBLIC

Près de deux cent quatre-vingts établissements privés à but non lucratif, comportant quarante mille lits, fonctionneront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978 comme des services publics hospitaliers, en application d'un décret publié au Journal officiel du 9 novembre. Ces établissements, dont le décret fixe la liste, se répartissent dans toute la France. Leur nature et leur vocation sont très diverses et l'on trouve aussi bien des maisons de convalescence que des cliniques mutualistes, des centres de post-cure ou de réadaptation, des centres d'indocubation, des hôpitaux psychiatriques ou de grands centres hospitaliers tels que Marie-Lannelongue, Saint-Michel,

Saint-Joseph, l'hôpital Pasteur ou l'hôpital de Bellan à Paris.

Conformément aux dispositions prévues par la loi hospitalière de 1970, ces établissements de statut privé assumeront donc des urgences (notamment pour les urgences) de service public. Il leur faut, à cette fin, justifier d'un certain nombre de conditions concernant tant l'équipement que les personnels et qui les placent sur le même plan que les hôpitaux publics vis-à-vis de la sécurité des malades.

Les établissements hospitaliers privés désignés par le décret collaboreront avec le secteur public sur tous les plans, y compris celui de l'enseignement.

## Les Merveilles du Monde

### LE ZEBRE DE MONTAGNE (Equus zebra) : L'UN DES ANIMAUX LES PLUS RARES DU MONDE.

Sous la protection des autorités, 140 spécimens de cette race vivent aujourd'hui dans la province du Cap.

LA PLUS GRANDE DIVERSITÉ D'ANIMAUX AFRICAINS. LE PARC NATIONAL KRUGER.

LES FLEURS ET LES ARBRES MAGNIQUES. LES PLACES RESPLENDISSANTES.

LES PAYSAGES GRANDIOSES. L'OR, LES DIAMANTS. LES VILLES ULTRA-MODERNES.

LES HÔTELS INTERNATIONAUX. L'ÉTÉ QUI NE FINIT JAMAIS...



POUR VOIR TOUTES CES MERVEILLES SANS FAIRE LE TOUR DU MONDE, VENEZ CHEZ NOUS.

**AFRIQUE DU SUD**  
LE MONDE ENTIER EN UN SEUL PAYS.

Envoyez rapidement votre brochure en couleurs gratuite

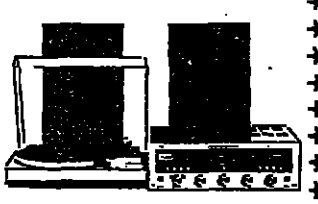
Nom .....  
Adresse .....

OFFICE DE TOURISME DE L'AFRIQUE DU SUD  
104 RUE DE RICHELIEU 75002 PARIS TEL. 742.18.71

## ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple passion de la Hi-Fi - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

**CHAÎNE HI-FI**  
**MARANTZ 2215 BL**  
— AMPLI-TUNER STEREO  
AM, FM, 15 W eff. par canal  
— PLATINE TECHNICS SL 23  
rég. élect. de vit. arrêt élect. entraîné par courroie  
ENCENTES JBL LANSING 1.15  
2 voies, H.P. à haut rendement  
rép. tr. exc. fréq. alignée.  
**4.530 F**



**CIBOT**  
136, Bd Diderot, Paris 12<sup>e</sup>  
12, rue de Reuilly, Paris 12<sup>e</sup>  
tél. 346.63.76  
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Vacances : mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

Le numéro du « Monde » daté 9 novembre 1976 a été tiré à 805 859 exemplaires.

### COLIS FAMILIAUX

#### HUILE D'OLIVE

VIERGE EXTRA - OLIVOLI - Produit nat. de France fraîche

Remise notable sur

PREMIÈRE PRESSE À FROID

et certifiée par simple

décentration et filtrage

France part à partir de 5 lit.

Don. docum. grat. 9 à 14

516 PROVENCE 06-10

12300 SALON-DE-PROVENCE

Reçu

32, F. St-ANTOINE

PARIS XII<sup>e</sup> - 343.65.33

Reçu

Lidrepol Louis XVI

canon 0,80 x 150 ou 115 mm.

Réalisation en vos ateliers : lit

lit de repos, jumelle, à baldaquin, tous styles, fab. sur mesure.

Laques et patines anciennes.

Collection

unique de commodes

et secrétaires

Verrières copies exécutées

sur vieilles carrosses

Reçu

سكنا في الامم